

L'IMMIGRATION EUROPÉENNE

en Argentine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 2 Juin 1915, à 1 h. 1/2

PAR

Pierre BERNE

Président : M. TRUCHY, *professeur*
Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
PERREAU, *professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

—
1915

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'IMMIGRATION EUROPÉENNE

en Argentine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 2 Juin 1915, à 1 h. 1/2

PAR

Pierre BERNE



Président : M. TRUCHY, *professeur*

Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
PERREAU, *professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1915



Digitized by the Internet Archive
in 2026

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	7
INTRODUCTION.....	9
I. — L'Argentine convient au peuplement européen.....	9
II. — L'Immigration considérée comme facteur essentiel du développement économique de l'Argentine.....	21

PREMIÈRE PARTIE

Étude historique du mouvement d'immigration

CHAPITRE PREMIER. — L'Époque coloniale.....	25
CHAPITRE II. — La Première moitié du XIX ^e siècle.....	35
1 ^o 1810 à 1820; — 2 ^o 1820 à 1829; — 3 ^o 1829 à 1852; — 4 ^o Résumé.....	45
CHAPITRE III. — De 1852 à nos jours.....	47
1 ^o La Constitution de 1853. — 2 ^o L'État de Bue- nos-Aires de 1852 à 1860. — 3 ^o Le Gouverne- ment fédéral de 1852 à 1860. — 4 ^o De 1860 à 1875. — 5 ^o De 1875 à 1890. — 6 ^o De 1890 à nos jours.....	64

DEUXIÈME PARTIE

Les Éléments de l'immigration

CHAPITRE PREMIER. — Les Italiens.....	72
CHAPITRE II. — Les Espagnols.....	85
CHAPITRE III. — Les Français.....	92

CHAPITRE IV. — Les Basques.....	105
CHAPITRE V. — Les Anglais.....	116
CHAPITRE VI. — Les Allemands.....	122
CHAPITRE VII. — Éléments divers.....	133
CHAPITRE VIII. — L'Immigration temporaire.....	144

TROISIÈME PARTIE

Le Problème de l'immigration

CHAPITRE PREMIER. — Le Problème de l'immigration dans les pays neufs, et en Argentine en particulier.	147
CHAPITRE II. — Le Régime légal de l'immigration....	163
CHAPITRE III. — Les Mesures à prendre.....	180
I. — Restriction de l'immigration.....	181
II. — Encouragement de l'immigration.....	201
III. — Assimilation et fixation des immigrants....	206
CONCLUSION.....	232
ANNEXES.....	241

BIBLIOGRAPHIE

- ALSINA (Juan A.). — La Inmigración europea. Buenos-Aires, 1901.
- Anuario de la dirección general de estadística.
 - Anuario estadístico de la ciudad de Buenos-Aires.
 - Argentina agrícola (La). — Publication du ministère de l'Agriculture de la République Argentine.
- CHANDÈZE (Gustave). — De l'Intervention des pouvoirs publics dans l'émigration et l'immigration. Paris, 1898.
- DAIREAUX (Émile). — Anglais et Français en Argentine (Revue de Paris du 1^{er} décembre 1900).
- Italiens et Français en Argentine (Revue de Paris du 15 août 1901).
 - La Vie et les Mœurs à La Plata. Paris, Hachette, 1888.
- DOMINGUEZ (Luis L.). — Historia argentina. Buenos-Aires, 1870.
- DUBOIS (Marcel) et KERGOMARD (J.-G.). — Précis de géographie économique. Paris, Masson, 1909.
- GARZÓN (Eugenio). — L'Amérique latine. Paris, L. Conard, 1911.
- GONNARD (René). — L'Émigration européenne au XIX^e siècle. Paris, A. Colin, 1906.
- HURET (Jules) — En Argentine. De Buenos-Aires au Gran Chaco. Paris, Fasquelle, 1912.
- En Argentine. De La Plata à la Cordillère des Andes. Paris, Fasquelle, 1913.
- KOEBEL (W.-H.). — L'Argentine moderne. Trad. E. Saville et G. Feuilloy. Paris, P. Roger, 1908.

- LANNOY (Charles de) et HERMAN VAN DER LINDEN. — Histoire de l'expansion coloniale des peuples européens. Portugal et Espagne jusqu'au début du xix^e siècle. Bruxelles, H. Lamertin, 1907.
- LATINO (Anibal). — La Inmigración y su influencia en los destinos de Argentina. Dans la « Nación » (Buenos-Aires). Numéro spécial du 25 mai 1910.
- LATZINA (Francisco). — Geografía argentina. Buenos-Aires.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — La Colonisation chez les peuples modernes. Paris, Alcan, 1908.
- LHANDE (Pierre). — L'Émigration basque. Paris, Librairie nationale, 1910.
- MARTINEZ (Albert B.) et LEWANDOWSKI. — L'Argentine au xx^e siècle. Paris, A. Colin, 1909.
- PAPILLAUD (Henri). — El esfuerzo frances en Argentina. Dans la « Nación ». Numéro spécial du 25 mai 1910.
- PRATO (Giuseppe). — Le Protectionisme ouvrier. Trad. G. Bourgin. Paris, Rivière, 1912.
- SAINT-LÉGIER (M. de). — L'Argentine économique. Paris, 1913.
- SALVY (Charles). — L'Immigration aux États-Unis et les lois fédérales. Paris, Larose, 1908.
- TORINO (Damián M.). — El problema del inmigrante. Buenos-Aires, 1911.
- WALLE (Paul). — L'Argentine telle qu'elle est. Paris, Guill-moto, 1913.
-

L'IMMIGRATION EUROPÉENNE

en Argentine

INTRODUCTION

I. — L'Argentine convient au peuplement européen

L'émigration continuelle et sans cesse grossissante des Européens vers les pays d'outre-mer est certainement un des faits les plus caractéristiques de l'histoire économique depuis un siècle. Les Anglo-saxons les premiers ; puis les Germains ; enfin, à une époque plus récente, les Latins et les Slaves ont quitté en grand nombre leurs patries respectives pour chercher fortune au-delà des mers.

On peut attribuer à cette émigration des causes diverses. Ce peuvent être d'abord des causes d'ordre politique. Des peuples vaincus, annexés contre leur volonté, traités sans ménagement par le vainqueur, ont préféré l'exode à un régime tyrannique. Ce fut le cas de beaucoup de Polonais et d'Alsaciens-Lorrains. Très souvent, au cours de l'histoire, les persécutions religieuses ou politiques ont amené ceux qui en étaient victimes à chercher ailleurs une vie plus libre. La révocation de l'Édit de Nantes obligea à

l'expatriation de nombreux huguenots. De nos jours, l'exode des Juifs de Russie est un exemple saisissant de ce genre d'émigration forcée.

Mais l'émigration qui se produit pendant tout le cours du siècle dernier jusqu'à nos jours est due plus particulièrement à des causes économiques. L'excès de population, l'insuffisante productivité du sol, d'une façon générale, un régime économique défectueux, — ces différentes causes pouvant exister séparément ou se combiner, — ont obligé, dans plusieurs pays européens, une partie des habitants à se déplacer. Le même phénomène s'observe aussi dans divers pays extra-européens ; mais nous insisterons surtout ici sur ce qui se passe en Europe.

Sous quelle forme se produit cette émigration ? Cela dépend des causes qui la déterminent, et aussi de la race et du caractère des émigrants. Les Anglais s'expatrient par goût des aventures, et surtout parce que l'organisation juridique de la famille anglaise, en favorisant l'ainé, oblige tous les autres enfants à édifier leur fortune de leurs propres mains. Aussi cette émigration est isolée, individuelle. Au contraire, les Italiens, les Irlandais, les Slaves, les Allemands, chassés de leur pays par d'autres causes puissantes, qui agissent sur une large portion du monde des travailleurs, s'expatrient par grandes masses. Des villages entiers, maire et curé en tête, se déplacent et vont se reformer dans une contrée lointaine.

Où se dirige cette émigration ? C'est en général vers des contrées neuves, peu peuplées, où les condi-

tions économiques peuvent faire espérer au travailleur que le résultat de ses efforts sera rémunérateur. Dans ce but, les divers États européens cherchent à acquérir des colonies dites de peuplement, destinées à recevoir le trop-plein de la population de la mère-patrie. Ces colonies doivent présenter des conditions climatiques analogues à celles de la métropole, pour que les émigrants de race blanche puissent y vivre et s'y reproduire. Peu de pays réunissent ces conditions, car la plupart des colonies sont situées dans la zone tropicale, et par conséquent sont seulement susceptibles d'être des colonies d'exploitation.

S'il s'agit, non plus de colonies dépendant d'une métropole, mais d'États jouissant de la pleine souveraineté, qui sont en même temps des pays neufs à peine peuplés, le même problème se pose. Pour qu'ils puissent se peupler d'Européens, il faudra qu'ils réunissent certaines conditions indispensables : un territoire d'une étendue suffisante, un climat qui permet à la race blanche de vivre et de se reproduire, un sol fertile produisant les denrées nécessaires à l'alimentation, des gisements métalliques permettant de créer l'industrie, des voies de communication naturelles qui facilitent la pénétration à l'intérieur du pays.

Il est à remarquer que, lorsque des pays neufs indépendants réunissent les conditions précitées, les émigrants s'y portent aussi volontiers que vers les colonies de leur patrie, et souvent même de préférence. On ne peut citer d'exemple plus frappant que le développement si rapide des États-Unis de l'Amé-

rique du Nord, dû pour la plus grande part à l'afflux constant de colons européens depuis un siècle (1). Dans l'Amérique du Sud, plusieurs jeunes républiques, anciennes colonies affranchies du joug espagnol ou portugais, aspirent à suivre l'exemple des États-Unis du Nord, et à devenir de grandes nations peuplées et riches, dont la puissance économique et politique les poserait en rivales des nations européennes. Mais il faut avouer que ces États, pour la plupart, sont encore bien loin de rivaliser sérieusement avec les États-Unis et les vieilles nations d'Europe. Bien qu'affranchis de l'ancien lien politique ils n'en sont pas moins étroitement dépendants de l'Europe qui leur fournit deux facteurs essentiels de leur développement économique : la main-d'œuvre et les capitaux. Il est même douteux que dans l'avenir tous ces pays puissent atteindre un très grand développement, du moins s'ils veulent se restreindre à un peuplement exclusivement européen. La raison en est que plusieurs ne jouissent pas d'un climat tempéré et d'une production suffisamment variée pour qu'une population européenne puisse s'y développer largement.

Le Vénézuëla, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie sont des pays au climat tropical. Ils sont sans doute très riches au point de vue minier, mais les produits de leur sol sont avant tout des produits tropicaux. Sur les plateaux seulement, le climat est tempéré ; les Européens peuvent y vivre, pratiquer

1. Il est entré 20.893.000 immigrants aux États-Unis de 1870 à 1910.

l'élevage, et cultiver les produits des pays tempérés. Mais, de ce fait, la zone exploitable est très réduite. De plus, les communications sont très difficiles, ce qui empêche le développement du commerce.

Le Brésil a un territoire immense, doté d'admirables voies navigables. Mais une très grande étendue est couverte de forêts à peu près impénétrables. Le climat est tropical et malsain ; aussi les Blancs ne peuvent guère vivre et travailler que sur les plateaux, moins riches que le reste du pays et d'accès difficile. Le champ d'exploitation se trouve par conséquent très limité, et, seuls, les États de São-Paulo, Parana, Santa-Catharina et Rio-Grande attirent des colons européens nombreux et peuvent espérer un avenir prospère (1).

Le Chili a un sol riche et un climat convenant parfaitement aux Européens. Sa production extrêmement variée comprend tous les produits des pays tempérés. Malheureusement sa superficie ne dépasse pas 750.000 kilomètres carrés. De plus, sa situation et sa configuration ne sont pas très favorables. Sa largeur ne dépasse pas 150 à 200 kilomètres. Aussi la zone qui convient à chaque sorte de plante est trop étroite et trop restreinte.

L'Argentine, au contraire, jouit d'une situation incontestablement privilégiée, et réunit toutes les conditions requises pour l'établissement des Européens ; ce qui explique pourquoi, de tous les pays

1. Il est entré en Brésil 2.410.000 immigrants de 1870 à 1910, à peu près la moitié de l'immigration en Argentine pendant la même époque.

de l'Amérique méridionale, c'est elle qui attire le plus grand nombre d'immigrants (1).

Son vaste territoire de 2.952.551 kilomètres carrés peut recevoir pendant bien des années l'excédent de population des pays européens, sans qu'on puisse craindre l'insuffisance de place. Sa configuration est triangulaire; mais ce ne peut être un obstacle au développement économique, car, entre les deux extrémités nord et sud il y a une distance de 3.700 kilomètres, et la plus grande largeur entre la frontière du Brésil et celle du Chili atteint environ 1.700 kilomètres.

Le climat convient aux Européens, qui peuvent vivre et travailler sur toute l'étendue du territoire. Bien entendu, dans un pays aussi vaste, il est naturel que ce climat varie grandement suivant les régions. Il est semi-tropical dans le nord (2). Dans les parties centrales, il est à peu près identique à celui des pays de l'Europe méridionale (3). A mesure qu'on s'avance vers le sud, la température est de plus en plus froide, et se rapproche de celle des pays scandinaves (4). Les climats des diverses régions argentines correspondent à ceux des pays d'Europe. Par conséquent, sauf dans l'extrême sud et dans l'extrême nord, les Européens peuvent s'y installer sans aucune acclimatation préalable. Il y a même une telle variété de régions naturelles et de climats que chacun, suivant

1. 4.232.000 de 1870 à 1910.

2. Santiago, moyenne annuelle 21° 49; Corrientes, 21° 44.

3. Buenos-Aires, 17° 16; Rosario, 17° 50.

4. Chubut, 13° 21; Ushua (Terre de Feu), 6°.

sa race, pourra s'établir dans la région la plus semblable au pays qu'il vient de quitter. La région sous-tropicale du nord convient à merveille aux Syriens, aux Juifs et aux Slaves, qui pourraient peupler des colonies nombreuses dans les provinces (1) d'Entre-Rios et Corrientes, et le territoire de Misiones. L'Italien retrouve dans les vastes pampas de la région centrale le climat de sa patrie, et il n'a pas à regretter la température douce et le ciel pur de Naples. Enfin les Scandinaves et les Anglo-Saxons ne sont pas dépay-sés dans les territoires du sud, encore presque déserts malgré leurs incontestables richesses naturelles, mais qui pourraient être fructueusement exploités par des colons du Nord de l'Europe.

Il ne suffit pas de dire que le climat argentin est supportable pour les Européens, il faut ajouter qu'il est extrêmement salubre, sauf dans le Nord, dans certaines parties des provinces de Tucuman, Salta, Jujuy, des territoires de Chaco et Misiones, où le paludisme passe pour endémique. La mortalité pour 1.000 habitants est de 15,5 à Buenos-Aires, inférieure à celle de plusieurs grandes villes européennes et américaines. Paris 15,6 ; Vienne 15,9 ; Madrid 27,5. New-York 18,6.

Au point de vue de la production, l'Argentine est particulièrement bien partagée, puisqu'elle possède

1. La République Argentine comprend 14 provinces et 10 territoires nationaux. Chaque province est autonome et a sa constitution et son gouvernement propre (pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire). Au contraire, chaque territoire ou gobernacion est administré par un gouverneur qui dépend du ministère de l'Intérieur.

non seulement toutes les cultures des pays tempérés, le blé, le maïs, le lin, la luzerne, la vigne, le mûrier, les fruits de toutes sortes, mais encore les produits tropicaux, la canne à sucre, le coton, le caoutchouc, le tabac, la yerba mate, les essences et les bois précieux. Pendant longtemps elle n'était qu'un pays d'élevage, et elle devait recevoir de l'étranger diverses denrées nécessaires à l'alimentation de ses habitants. Aujourd'hui elle est demeurée un des premiers pays d'élevage ; mais l'agriculture, grâce à l'œuvre accomplie par les travailleurs venus d'Europe, a progressé dans des proportions considérables, au point de dépasser l'élevage comme élément de l'exportation. En 1913, en effet, les exportations des produits de l'agriculture s'élèvent à 301 millions 207 094 piastres or (1), c'est-à-dire 1.506.335.470 francs. L'exportation de produits de l'élevage est seulement de 165.800.133 piastres or, soit 829.000.665 francs. Une production agricole aussi variée et aussi abondante permettrait à une population très dense de vivre, surtout si l'on remarque qu'une partie encore très importante du territoire n'est pas exploitée, et qu'une autre partie, actuellement affectée à l'élevage, pourrait être livrée à la culture. D'autre part, par suite des procédés employés de culture très extensive, le rendement à l'hectare est encore très faible. Pour le blé, il ne dépasse pas 750 kilogrammes, on peut donc prévoir pour l'avenir, avec un changement et

1. La piastre ou peso or vaut 5 francs. La piastre papier vaut 2 fr. 20. Quand on parle de la piastre tout court, il s'agit de la piastre papier.

un progrès dans la méthode employée, une augmentation considérable de la production, qui permettra de nourrir un nombre d'habitants beaucoup plus grand.

L'Argentine est donc aujourd'hui un grand pays agricole, qui, non seulement se suffit au point de vue alimentaire, mais encore exporte la majeure partie de sa production. Mais il n'est pas puéril de prévoir qu'elle pourra aussi devenir, plus tard, un pays industriel. Cependant certains auteurs le contestent (1). Les gisements métalliques, dit-on, qu'on peut trouver en Argentine, sont insignifiants comme importance et d'ailleurs inexploitable, à cause de leur situation dans des montagnes inaccessibles, et en raison du manque de voies de communication. De plus la houille fait presque entièrement défaut.

Il est difficile d'accepter sans réserves un jugement aussi absolu. L'exemple des États-Unis est là pour nous avertir qu'il convient d'être prudent dans ses prévisions. En 1869, alors que la population des États-Unis était à peu près égale à celle de la France, c'est-à-dire 36 millions d'habitants, l'opinion dominante était encore que ce pays devait rester exclusivement agricole. Il est devenu cependant la première puissance industrielle du monde. Gardons-nous donc de semblables erreurs en ce qui concerne l'Argentine. Actuellement, sans doute, son activité industrielle est tout à fait dans l'enfance. Seules, les industries alimentaires, minoteries, conserves, frigo-

1. Du Maroussem, Préface de *l'Argentine économique*, de Saint-Légier.

rifiques, ont pris un certain développement. Mais il n'est pas de pays de l'Amérique du Sud où on se soit si peu préoccupé de l'exploitation minière (1). Ne nous hâtons pas d'affirmer que cela ne peut changer. Les provinces de Jujuy, Salta, Catamarca, la Rioja possèdent d'importantes mines d'or, d'argent et de cuivre. On trouve de l'étain, du borate et du soufre dans le territoire de Los Andes. Enfin, les territoires du Sud possèdent aussi du cuivre, de l'or, de l'argent, du plomb et du sel. Quant à la pénurie de houille, elle est compensée par la présence du pétrole, qu'on trouve en abondance particulièrement dans le Chubut, à Comodoro Rivadavia et dans les environs. Ce pétrole est déjà utilisé non seulement pour les machines perforatrices, mais encore pour chauffer les locomotives qui fonctionnent sur une ligne en construction qui va au lac Nahuel-Huapi.

Toutes ces richesses sont encore très peu et très mal connues, et à peine exploitées. Ce qui fait surtout défaut, ce sont les voies de communication. Les territoires du Sud et les régions andines sont à peine desservis par les chemins de fer. Mais cette insuffisance s'atténuera rapidement. Si l'on songe qu'en 1875 il n'y avait que 1956 kilomètres de voie ferrée, et qu'au 1^{er} juillet 1913 la longueur des chemins de fer argentins atteignait 32.624 kilomètres, on peut avoir confiance dans l'avenir, et espérer qu'avant peu les régions où se trouvent les gisements

1. L'exportation de produits miniers atteint tout juste 194.690 piastres or en 1913.

seront reliées aux grands centres ; ainsi se trouvera supprimé le principal obstacle à leur exploitation.

Il n'est pas sans intérêt, au point de vue de l'accroissement de la population et de l'immigration étrangère, que l'Argentine devienne ou non un pays industriel, et c'est pour cela que nous avons insisté sur ce point. « La statistique comparée, dit List (1), enseigne qu'un territoire suffisamment étendu et fertile, où l'industrie manufacturière et l'agriculture sont complètement et harmonieusement développées, peut nourrir une population deux ou trois fois plus considérable et incomparablement plus prospère qu'un pays exclusivement adonné à l'agriculture. » Au point de vue de l'immigration, les conséquences seraient considérables, si l'Argentine passait de l'économie presque exclusivement agricole à une économie complexe, à la fois agricole et manufacturière. Un pays où l'élevage seul est pratiqué ne peut entretenir qu'une population extrêmement réduite. L'agriculture permet un développement supérieur de la population. Cependant les pays exclusivement agricoles, même les plus favorisés par la nature, n'ont jamais qu'une densité de population bien inférieure à celle des pays à économie complexe, qui possèdent à la fois une large exploitation agricole et une industrie développée. La quantité de travail national s'accroît nécessairement dans de très grandes proportions lorsqu'un pays s'industrialise.

L'Argentine actuellement est surtout un pays

1. F. List, *Système national d'économie politique*, Livre II ch. VII.

agricole. Ses industries sont presque uniquement des industries alimentaires : minoteries, distilleries, fabriques de conserves, etc. Lorsque viendra l'âge de l'industrie manufacturière, les immigrants afflueront en bien plus grand nombre, les branches offertes à leur activité se trouvant multipliées. L'exemple des États-Unis confirme ce que nous avançons. C'est de la période qui a suivi la guerre de Sécession, c'est-à-dire de 1870 à 1880, que date le grand essor industriel du pays. A ce moment nous voyons justement l'immigration enfler dans des proportions considérables. Alors que, de 1870 à 1880, il était entré 281.000 immigrants (1) en moyenne chaque année, dans la période suivante, 1880 à 1890, nous voyons cette moyenne presque doubler puisqu'elle atteint 524.000. Depuis lors le flot n'a cessé de grossir avec une étonnante rapidité. Quoi que pensent certains pessimistes, on peut prévoir pour l'Argentine un avenir sinon aussi grandiose, du moins fort enviable, lorsque le progrès des voies de communication permettra de mettre au jour ces grandes richesses qui dorment encore inexploitées dans les entrailles de son sol.

En résumé, l'Argentine est un pays particulièrement bien doué pour recevoir des travailleurs de toutes les races d'Europe. L'étude de sa situation géographique, de son climat, des ressources de son sol, explique la faveur dont elle jouit auprès d'une

1. The north American Review, avril 1904.

si grande partie des émigrants qui s'embarquent chaque année dans les ports d'Europe. On ne doit pas considérer le mouvement migratoire qui se porte vers elle comme une fièvre passagère, destinée à tomber subitement comme une mode ou un caprice dont l'objet est éphémère. Les richesses de ce pays ne sont pas destinées à s'épuiser rapidement. On doit penser au contraire que, malgré les crises momentanées, elles ne peuvent que se développer considérablement à mesure que des bras plus nombreux viendront les mettre en valeur.

II. — L'immigration, considérée comme facteur essentiel du développement économique de l'Argentine.

Puisque l'Argentine convient si bien aux Européens, il n'y a pas lieu de s'étonner que tant de travailleurs de notre vieux continent soient allés exercer leur activité sur son sol. Du jour où des hommes actifs et industrieux sont venus s'y établir, ce pays qui, pendant si longtemps était resté sans presque rien produire, est devenu subitement riche et prospère. Sans doute cette richesse n'est pas encore fortement assise, cette prospérité manque de stabilité, ainsi qu'en témoignent des crises périodiques. Il n'en est pas moins vrai que c'est la main-d'œuvre étrangère qui a su dégager et mettre en œuvre ces richesses naturelles que les Espagnols et les créoles avaient ignorées et dédaignées.

On peut dire sans exagération que, du jour où

l'immigration a commencé, date le développement économique du pays. L'Europe lui a donné les deux éléments essentiels qui lui faisaient défaut : la main-d'œuvre et les capitaux. Aussi cette splendide richesse agricole subitement épanouie peut être revendiquée à juste titre comme leur œuvre propre par les immigrants. Ils ont apporté à la Plata non seulement la vigueur de leurs bras, mais encore une énergie, une hardiesse, un désir de créer et de produire qui faisaient à peu près totalement défaut aux créoles. C'est ce facteur important du développement économique présent et futur de l'Argentine que nous avons choisi comme sujet de cette étude. Nous nous proposons de montrer quelle a été son œuvre dans le passé, quel est son rôle actuel, et comment il convient de préparer son action dans l'avenir.

Dans une première partie, nous étudierons le mouvement d'immigration au point de vue historique. Nous chercherons à expliquer quelles causes l'ont fait naître et croître jusqu'à atteindre le développement actuel, en signalant au passage les causes passagères d'arrêt et de régression.

Dans la deuxième partie, nous analyserons cette immigration, nous chercherons quels pays et quelles races l'alimentent, et quel est le rôle joué et l'œuvre économique accomplie spécialement par chaque élément.

Dans la troisième partie, nous poserons le problème actuel de l'immigration en Argentine, et nous chercherons quelle solution serait la plus conforme aux intérêts du pays.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE HISTORIQUE DU MOUVEMENT D'IMMIGRATION

Le mouvement d'émigration vers l'Argentine, dans sa forme actuelle, est très récent. Il ne remonte pas au delà de la seconde moitié du xix^e siècle. Au temps de la domination espagnole, des lois sévères prohibaient l'immigration étrangère. Aussi le pays ne reçut à cette époque que des soldats, des fonctionnaires envoyés par la métropole, et des esclaves noirs importés en petit nombre. Lorsque le pays eut conquis son indépendance et se fut libéré des entraves qui avaient paralysé jusque-là sa production et son commerce, il se passa cependant des années avant que la paix politique, en assurant au travailleur la sécurité et le plein résultat de ses efforts, permit à l'immigration d'user effectivement de l'hospitalité largement accordée par les lois argentines, mais dont l'anarchie si longtemps avait fait un vain mot.

Depuis lors l'immigration et la prospérité économique ont marché de pair, croissant ou décroissant

avec un synchronisme parfait, phénomène qui se poursuivra jusqu'au jour à venir où la stabilité politique et économique aura définitivement régularisé leur progrès.

CHAPITRE PREMIER

L'ÉPOQUE COLONIALE

L'époque antérieure à la proclamation de l'Indépendance est peu intéressante au point de vue du développement économique. Les Espagnols ont, en effet, appliqué à l'Argentine les principes de politique coloniale du mercantilisme dans toute leur exagération. A aucun moment ils n'ont eu le souci de peupler le pays et de mettre ses richesses en valeur. Non seulement les entraves variées apportées à la production et au commerce empêchaient les colons espagnols de se livrer à aucun travail fécond, mais encore la prohibition directe de toute immigration étrangère interdisait à d'autres l'entrée de ce domaine que l'Espagne se réservait jalousement sans en tirer profit.

La cause de cette stagnation économique qui dura plus de trois siècles ne réside pas seulement dans ce fait que l'on pratiqua ici comme ailleurs une politique d'exclusivisme, mais surtout dans l'indifférence inspirée par cette colonie, dont on peut dire que l'Espagne s'est à peu près complètement désintéressée. Pour expliquer cette attitude, il suffit de rappeler et d'appliquer à l'Argentine ce jugement

sommaire d'un historien du temps, Pierre le Martyr, désapprouvant la colonisation de la Floride : « Quel besoin avons-nous de contrées dont les productions sont les mêmes que celles du sud de l'Europe ? »

A une époque où les pays d'Europe produisaient en céréales et en bétail tout ce qui était nécessaire à la consommation de leurs habitants, la préférence allait aux pays exotiques qui produisaient ce dont on manquait, les denrées tropicales, les essences rares, les épices, et surtout les métaux précieux. Cela explique que tout l'effort de l'Espagne se soit porté sur le Mexique et le Pérou, et que ce soit vers ces deux pays que se dirigeaient le plus grand nombre des émigrants espagnols, attirés par la nouvelle de la découverte de nombreux et importants gisements d'argent et d'or.

C'est en 1508 que Juan Diaz de Solis découvrit Le Rio de La Plata. Il prit possession de la côte au nom du roi d'Espagne, en 1516, et fut massacré par les indigènes. Magellan, en 1520, reconnut l'Uruguay, la côte où se trouve Montevideo, et les côtes patagoniques. Le Vénitien Gaboto, en 1526, remonta le Parana et l'Uruguay, et reconnut la côte de Buenos-Aires. On tenta quelques essais de colonisation, mais sans succès, à cause des attaques fréquentes des indigènes.

C'est en 1535 seulement que fut fondée la ville de Buenos-Aires par Pedro de Mendoza, premier « *adeiantado* » (1) des nouveaux territoires. Cepen-

1. Gouverneur.

dant la période de lutte durera jusqu'à la fin du siècle, et, ajournant le moment de la colonisation, les adelantados qui suivirent Alvar Nuñez, Martinez de Irala, Vergara, durent se préoccuper exclusivement de conquérir et de pacifier le pays. Lorsque cette œuvre fut accomplie, on put songer à substituer à la vie des camps une existence plus paisible et plus stable. En 1573, Juan de Garay fonde la ville de Santa-Fé, et, en 1580, il rebâtit Buenos-Aires que ses habitants avaient dû abandonner, pour se soustraire aux entreprises hostiles des Indiens. A cette époque commence la colonisation. Des lots de terre sont répartis entre les conquérants peu nombreux. Peu à peu on voit arriver quelques émigrants d'Espagne, venus beaucoup plus pour s'emparer des métaux précieux, qu'on croyait abonder dans la région, que pour se livrer aux travaux de l'agriculture.

Peu désireux de faire eux-mêmes aucun effort, les nouveaux arrivants ne trouvèrent rien de mieux que de contraindre les indigènes à un labeur excessif dans les mines et les plantations. Ils furent réduits la plupart du temps en un véritable esclavage, et cela malgré les règlements royaux de 1511, 1512, 1523, 1526, etc, qui contenaient des prescriptions d'humanité et de douceur à l'égard des indigènes.

Comme néanmoins la main-d'œuvre indienne était insuffisante, on recourut à l'importation des noirs (1). Elle fut autorisée à diverses reprises par les rois d'Espagne qui espéraient ainsi éviter la destruction

1. On autorisa l'importation en Argentine de 600 nègres par an, à partir de 1595-1596.

de la population locale. Cependant il ne semble pas que cette immigration forcée ait atteint en Argentine un chiffre bien considérable. Ce qui le prouve, c'est qu'aujourd'hui la population noire a presque totalement disparu. Il reste seulement quelques métis d'Indiens et de noirs, appelés sambos.

Le gouvernement espagnol appliqua à La Plata toutes les mesures restrictives de la liberté de la culture, de l'industrie et du commerce en usage dans ses autres colonies. Ce système eut pour résultat naturel d'entraver le peuplement du pays, en limitant aussi étroitement l'activité de ceux qui y venaient. On trouva sans doute encore insuffisant cet obstacle indirect, puisque, de bonne heure, on se préoccupa de limiter et de réglementer rigoureusement l'immigration. Même les Espagnols ne pouvaient en toute liberté s'établir dans la colonie. Les titres 26 et 27 du Livre IX du Code Indien, promulgué en 1680, contiennent des règles très sévères concernant les personnes qui peuvent se rendre en Amérique. Personne ne le pouvait sans une autorisation expresse du roi. Celle-ci n'était d'ailleurs jamais accordée aux Maures, aux Juifs, et à leurs descendants; aux récents convertis; aux descendants jusqu'au troisième degré de ceux qui avaient subi une condamnation pour faute contre la foi.

Quant aux étrangers, même s'ils parvenaient à obtenir l'autorisation royale, il ne leur était cependant jamais permis de sortir des ports pour s'établir à l'intérieur du pays. Le commerce avec les étran-

gers est formellement interdit sous peine de mort et de confiscation de tous les biens. Pour pouvoir commercer en Amérique, les étrangers devaient obtenir au préalable des Lettres de naturalisation. On ne les accordait d'ailleurs qu'à ceux qui avaient résidé en Espagne ou aux Indes pendant vingt ans, et possédé pendant dix ans des biens fonciers d'une valeur de 4.000 ducats au moins. Ils devaient, en outre, avoir épousé une femme originaire d'une des possessions de la Couronne. Cependant, malgré la défense générale faite aux étrangers de commercer avec la colonie, on dut, pour les besoins de la traite des nègres, accorder quelques licences à des négociants portugais. L'Espagne ne possédait en effet aucune colonie d'où elle pût tirer des esclaves noirs. Ces licences eurent d'ailleurs pour résultat habituel de permettre une active contrebande.

Ces obstacles mis à l'entrée des étrangers dans la colonie étaient inspirés par deux motifs. Le premier, d'ordre économique, était de réserver à l'Espagne tous les bénéfices de l'exploitation coloniale. Mais il y en a un autre, d'ordre religieux. On voulait que l'immigration fût exempte de tout élément hérétique, comme le montrent bien les dispositions réglementaires déjà signalées. Ce qui achèvera de nous convaincre de cette préoccupation constante, c'est le fait qu'on installa dans la colonie un tribunal du Saint-Office, et qu'on y importa le procédé barbare mais radical des autodafés.

Par suite de ces règlements prohibitifs, l'immigration, pendant toute la période coloniale, fut exclusi-

vement composée d'Espagnols, originaires principalement d'Andalousie et de Galicie, et de nègres esclaves. Ce fut au début, pendant les premières années de la conquête, une immigration uniquement masculine. Les premiers conquérants, sans cesse obligés de partir en expédition contre les indigènes, ne pouvaient, pendant toute la période de lutte, faire mener à des campagnes de leur pays la vie rigoureuse des camps. Aussi les unions furent nombreuses entre les nouveaux venus et les femmes indiennes, et c'est là l'origine de cette population métissée, qui constitue actuellement le fond de la population des campagnes argentines.

Peu à peu, à mesure que les occupations guerrières du début faisaient place à celles plus paisibles de la colonisation, on voit arriver d'Espagne quelques femmes accompagnant leurs maris qui venaient là s'adonner au commerce, à la culture, ou simplement à l'administration. Alors se forme cette population espagnole qui devait rester la seule prédominante, jusqu'au jour où la Révolution, en libérant le pays du joug métropolitain, ouvrait en même temps toutes grandes les portes aux travailleurs de tous pays.

Alimentée par une source unique, la population se développa très peu pendant les trois siècles de la domination espagnole. A chaque recensement, on ne constate qu'un accroissement faible, et encore il ne porte que sur les villes, car la population des campagnes fut encore plus réduite.

En 1664, Buenos-Aires a 4.000 habitants seule-

ment. Si on en déduit les nègres et mulâtres, la garnison et le clergé, cela fait tout juste 211 familles. Quant à l'élément étranger, il comprend : deux Irlandais, un Flamand, un Genevois et quelques Portugais. A Cordoba et à Santa-Fé, on compte quelques familles peu nombreuses.

Le recensement de 1744 donne, pour Buenos-Aires, 10.223 habitants, et, pour la campagne environnante, 6.033. Cependant certains historiens argentins déclarent ces chiffres inférieurs à la réalité. Le Père jésuite Cattaneo, qui visita la ville en 1730, calcula qu'elle renfermait 1.000 Espagnols, 4.000 Créoles, 11.000 nègres et métis. Le Père Gervasoni, la même année, évaluait la population à 24.000 habitants, dont un tiers de nègres. C'est un fait constant que le recensement officiel donnait un résultat inférieur aux évaluations privées. Cela provient de ce que les habitants cachaient la vérité par crainte d'une augmentation des impôts et charges diverses. Il est par conséquent impossible, avec des résultats si différents, de connaître l'exacte vérité. Quoi qu'il en soit, l'accroissement de la population fut certainement extrêmement lent.

D'après le recensement de 1770, Buenos-Aires avait 22.007 habitants. Dans ce nombre, il faut distinguer 3.639 hommes blancs, 4.508 femmes, 3.985 enfants. La population masculine comprenait 1.398 Espagnols, 456 étrangers, et 1.785 Créoles. Ajoutons l'armée, 4.770 hommes, le clergé, et enfin 4.163 esclaves des deux sexes. Il convient de remarquer que la proportion d'étrangers a notablement augmenté,

sans cependant être en quoi que ce soit comparable à la proportion actuelle.

A cette époque se place un fait d'une grande importance pour le développement du pays. La région de La Plata, jusque-là administrée par un gouverneur dépendant du vice-roi du Pérou, fut transformée, en 1776, en vice-royauté indépendante, appelée vice-royauté de Buenos-Aires, et placée sous l'autorité de Pedro de Zavallos. Son territoire équivalait au quart de l'Amérique du Sud. Cette transformation fut suivie de mesures libérales. Un règlement de 1778 accorde à tous les ports de l'Espagne le droit de commercer avec les Indes, droit qui, primitivement, était réservé à Cadix et à Séville, et, depuis 1765, à quelques autres ports seulement. De plus, les droits sur les marchandises à l'entrée ou à la sortie furent ou supprimés, ou notablement réduits. Ce nouveau régime, qu'on appela *le Libre commerce*, eut les plus heureux effets. Les facilités accordées au négoce donnèrent une forte impulsion à la production agricole et surtout à l'élevage. La conséquence sensible et immédiate fut un rapide accroissement de la population. Ce fait indique bien que le régime étroit appliqué jusque-là avait été le principal obstacle au peuplement. Mais dès qu'on commença à se relâcher de la politique de l'exclusivisme, le commerce eut une activité inconnue jusque-là, notamment l'exportation des peaux, et parallèlement on constate un développement très sensible de la population. Une autre mesure marque bien le désir de restreindre les privilèges. En 1791, on autorise les

marines étrangères à introduire des esclaves noirs, et à exporter, au retour, des produits du pays. Une telle atteinte au monopole ne manqua pas de soulever les protestations du commerce espagnol. Cependant le vice-roi ne céda pas et, dans les quatre années qui suivent, l'exportation des peaux par le Rio de La Plata s'élève à près de quatre millions.

Le recensement de 1801 marque l'heureux résultat de ces mesures libérales. La population des trois «intendencias»(1) argentines s'élève à 387.711 habitants se repartissant de la façon suivante :

Intendencia de Buenos-Aires. .	147.563	habitants	
— de Salta.	100.226		—
— de Cordoba.	65.093		—
Territoires divers rattachés aux			
intendencias.	74.829		—

Il y a un progrès très sensible sur le dernier recensement de 1778, qui ne donnait pas plus de 24.754 habitants pour Buenos-Aires, et 12.925 pour les campagnes environnantes. Cela s'explique par le fait que, dans les derniers temps de la vice-royauté, il arriva d'Espagne un grand nombre d'immigrants, C'étaient, en majorité, des gens pauvres, fuyant la misère. Mais ce n'en étaient pas moins des travailleurs, et le pays, qui en manquait, n'avait pas à se montrer difficile sur la qualité.

Nous concluons qu'il n'y a pas eu vraiment de vie économique en Argentine pendant la période coloniale, et cela pour deux raisons. D'une part, les

1. Division administrative.

entraves apportées à la production et au commerce, arrêtant l'expansion du pays, ôtaient tout intérêt à ceux qui auraient pu avoir l'idée de s'y rendre. D'autre part, une réglementation étroite, en limitant exagérément l'immigration espagnole, et en prohibant presque complètement l'immigration étrangère, empêchait une population nombreuse et active de s'établir dans le pays et d'exploiter ses richesses. Le progrès rapide de la population et de la production, qui suivit les mesures libérales de la vice-royauté, montre bien à quel développement le pays serait parvenu si un régime de compression n'avait atrophié si longtemps son énergie productrice et retenu l'essor de sa population.

CHAPITRE II

LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

1. — 1810-1820

Le joug espagnol était difficilement supporté par les populations de La Plata. Les entraves imposées au commerce, le monopole que s'étaient arrogés si longtemps les négociants de Cadix et Séville, leur apparaissaient de plus en plus d'odieux privilèges maintenus par la métropole au mépris des intérêts du pays. Cédant aux protestations qu'on ne se lassait pas de faire entendre, Don Pedro de Zavallos, par un Acte du 6 novembre 1777, déclarait libre le commerce du Rio de La Plata avec la péninsule et les autres colonies. Cette réforme eut un effet bienfaisant, puisque la population du littoral du Rio de La Plata tripla de 1777 à la fin du siècle, mais c'était encore insuffisant. Ce qu'ambitionnait l'Argentine, c'était le commerce libre avec toutes les nations, et l'entrée libre des colons, quelle que fût leur nationalité.

Le peuple argentin avait pris conscience de sa force et de son existence propre. En 1806, il avait victorieusement repoussé les Anglais, qui, auparavant, avaient occupé Buenos-Aires par deux fois.

Ce succès militaire enflamma le patriotisme local et contribua à décider les « fils du pays » à rompre le lien qui les rattachait encore à l'Espagne. Le 25 mai 1810, le peuple en armes dépose le gouvernement colonial. L'Indépendance est proclamée, et on constitue une assemblée provisoire, chargée de gouverner le pays.

Ce qui montre bien que la question de la population est une question vitale pour l'Argentine, c'est qu'une des premières préoccupations de cette assemblée provisoire fut de favoriser au plus vite son développement. Le décret du 4 septembre 1812 promet protection aux immigrants, en particulier aux agriculteurs et aux mineurs, et leur assure la liberté du travail. Désormais ils seront assimilés aux nationaux et jouiront des mêmes droits dans la distribution des terres. On déclarait aussi que des avances leur seraient faites pour leur établissement. Peu auparavant, un autre décret avait accordé l'entrée libre de tous bois ou pièces métalliques servant à la construction, de tous instruments et machines pour l'agriculture, le travail des mines, les divers travaux de l'industrie ; enfin de tous leurs bagages et objets utiles, même à l'état de neuf, à condition que leur transport en trop grande quantité ne puisse faire penser qu'ils sont destinés au commerce. Dans l'exposé des motifs de ce décret, l'assemblée déclare : « La population étant le facteur essentiel de l'industrie, et le fondement de la félicité des États, il convient de la développer dans ce pays par tous les moyens possibles. »

Le 31 janvier 1813, on installa solennellement l'Assemblée générale constituante des provinces unies de La Plata. Son premier acte fut l'abrogation du régime colonial. Les étrangers purent dorénavant entrer et sortir librement, commercer et acquérir des biens dans le pays. L'exportation et le commerce des grains étaient affranchis des entraves qui avaient si longtemps pesé sur eux. Tout nègre qui naîtrait à l'avenir serait libre. Enfin les lois et règlements concernant le travail forcé des Indiens étaient abrogés. Ces deux dernières mesures, en supprimant une main-d'œuvre sur laquelle on avait compté jusque-là, devaient rendre pressant le besoin de travailleurs européens.

C'est donc une transformation complète du régime économique, et les conséquences sont importantes au point de vue spécial de l'immigration. Les étrangers pourraient non seulement s'établir dans le pays, mais encore commercer librement, ce qui leur était absolument interdit sous le régime colonial. Cette réforme est essentielle, car du jour où on accorde aux étrangers, dans un pays neuf, les mêmes avantages qu'aux nationaux, nombreux sont ceux qui viennent de tous pays réclamer le bénéfice de ce régime libéral.

Malgré ces dispositions législatives favorables, l'immigration ne prendra pas avant longtemps une importance vraiment appréciable. Plus de quarante ans passeront avant que la colonisation puisse commencer sérieusement. C'est que, pendant toute la période qui va du 25 mai 1810, jour de l'Indépendance, jusqu'à 1852, date où prit fin la dictature du

général Rosas, l'Argentine eut à souffrir de plusieurs guerres extérieures et de sanglantes luttes civiles, plus désastreuses encore. Il serait en dehors de notre sujet de relater en détail tous ces événements politiques et militaires. Mais il est nécessaire de les signaler pour comprendre comment l'essor de la jeune république a pu être retardé si longtemps. La guerre eut lieu en 1811 avec le Paraguay, et en 1825 avec le Brésil. Dans l'intérieur même du pays sévit une véritable anarchie où s'agitent fédéralistes et unitaires, engagés dans une lutte acharnée. Dans toute cette période de désordre politique, il faut signaler comme particulièrement désastreuse la dictature sanguinaire du général Rosas, qui pesa sur le pays pendant plus de vingt années.

On conçoit que ce ne sont guère des conditions favorables pour mettre en valeur les riches territoires que l'Espagne vient de perdre. Pendant cette époque troublée, quels étrangers pouvaient être tentés de venir coloniser dans un pays où les exactions des autorités et la guerre continuelle avaient remplacé le régime arbitraire, mais pacifique, du gouvernement colonial ? Les quelques immigrants d'alors étaient en général des aventuriers, venus avec le désir de tirer quelque profit des querelles politiques, plutôt que pour s'employer aux travaux de la culture et de l'élevage. Il est d'ailleurs à peu près impossible de connaître leur nombre car il n'y a pas de statistiques sérieuses concernant l'immigration avant 1857.

Un recensement fut fait en 1810 par les soins du

Dr Mariano Moreno. Il donne pour Buenos-Aires 55.000 habitants, et un peu plus de 500.000 pour l'ensemble de la République (1). Quelle est la valeur de ces chiffres? Rien ne permet de les contrôler. D'après M. Alsina, directeur du département de l'Immigration, Buenos-Aires n'avait à cette époque que 45.000 habitants.

Sur 28.258 personnes recensées dans quatorze quartiers, il y avait comme Européens :

1.570	Espagnols
198	Portugais
124	Anglais
61	Italiens
13	Français
292	Divers

Sur ces 2.058 Européens, on compte : 135 maçons, 293 charpentiers, 149 tailleurs, 304 cordonniers. On voit combien cet élément étranger était alors de peu d'importance numérique et économique. Dans les campagnes, les étrangers étaient en nombre encore plus faible. Dans les annales de la lutte pour l'indépendance et des guerres civiles qui suivirent, on voit figurer quelques noms étrangers, entre autres celui de notre compatriote Liniers, qui joua un grand rôle politique et militaire. Mais cet élément exotique est encore tout à fait limité. Les Espagnols ne sont pas plus de 4.000 à Buenos-Aires, et dans les provinces quelques milliers à peine. A partir du 25 mai 1810,

1. A la même date, les États-Unis avaient 7 millions 1/2 d'habitants.

ils cessent d'être la classe dominante. Le gouvernement républicain leur interdit le mariage avec les créoles. L'entrée du pays leur fut même défendue jusqu'en 1825, date où eut lieu la reconnaissance définitive de l'indépendance de la jeune république par l'ancienne métropole. Quand prirent fin les guerres napoléoniennes, la réaction violente qui sévit alors dans toute l'Europe obligea pas mal d'hommes à s'expatrier. Un grand nombre furent attirés vers les nouveaux États qui venaient de naître dans l'Amérique du Sud. Certains venaient sans doute avec l'intention de se consacrer à un travail sérieux ; mais il semble qu'il vint surtout pas mal d'aventuriers. Cela explique pourquoi tant d'étrangers prirent part aux guerres de cette époque, notamment aux révoltes provoquées par la tyrannie de Rosas. Pendant le siège de Montevideo, en 1843, on voit participer à la lutte une légion française de 2.600 hommes et une légion italienne de 700 hommes. Cela laisse supposer l'existence de noyaux assez importants d'immigrants de ces deux nationalités.

2. — 1820-1829

Jusqu'en 1820, on ne trouve aucune statistique ni aucun acte du gouvernement se rapportant à l'immigration, à part les dispositions générales déjà citées. Mais, par la suite, le souci de la favoriser se manifeste par des mesures nombreuses. La loi du 19 août 1822 autorise un emprunt destiné à la construction du port de Buenos-Aires, à l'établissement des eaux

courantes dans la capitale, à la création de villages à la nouvelle frontière et de trois villes sur la côte entre la capitale et la région patagonique. On négocie en 1823, en vertu de cette loi, une première fois l'envoi de 200 familles européennes et ensuite de 1.000 familles, destinées à peupler les nouveaux villages.

Un décret du 13 avril 1824 crée une Commission d'immigration, chargée de faire venir d'Europe des travailleurs agricoles et des ouvriers, et de les adresser aux propriétaires qui en feraient la demande. On consacre à ce service une somme de 100.000 piastres fortes (1). Un règlement est rédigé, indiquant dans quelles conditions seraient recrutés, embarqués et logés ces immigrants européens. Ils furent d'ailleurs peu nombreux. Les premiers qui vinrent furent plutôt des professeurs, des hommes de science, que le gouvernement appelait aussi afin d'organiser les services publics et de répandre l'instruction qui faisait défaut. On compte aussi quelques artistes. En 1826, commencent à s'appliquer une loi sur l'emphytéose et divers décrets concernant la colonisation. Toutes ces mesures avaient pour but de favoriser la venue des Européens. Non seulement ils étaient transportés gratuitement, mais encore on leur faisait des avances d'argent pour faciliter leur établissement. Mais, en général, les résultats furent déplorables. Le plus souvent il arrivait que ces immigrants, qu'on avait fait venir à grands frais,

1. Peso fuerte, équivalent de l'actuelle piastre or.

quittaient le pays sans rien rembourser des prêts que leur avait consentis le gouvernement. Cependant le gouvernement argentin, résolu à peupler le pays, ne paraît pas se décourager de ces échecs successifs. A partir de 1827, il s'adresse à des agents d'émigration. Ceux-ci s'engagent par contrat à faire venir des travailleurs jusqu'aux régions qu'il s'agit de coloniser, et le gouvernement en retour leur rembourse tous leurs frais et leur alloue une certaine somme par tête d'immigrant. Cette somme, généralement assez élevée, variait selon la nationalité de l'immigrant et suivant la colonie où on le décidait à se rendre. Mais on se trouva dès le début aux prises avec des difficultés nombreuses. D'abord on ne savait où installer les immigrants à leur arrivée. A peine étaient-ils débarqués que le problème se posait pressant, et le gouvernement fut toujours très embarrassé pour leur trouver un gîte quelconque. Puis on les envoyait dans des régions où tout était à faire. Rien n'était prêt pour les recevoir et ils furent réduits bien souvent à se construire en hâte de véritables huttes sauvages pour s'abriter. Le défaut principal de cette organisation résidait précisément en ceci, qu'on commençait par faire venir les immigrants, sans s'inquiéter de savoir s'ils trouveraient à se loger et à se nourrir dans les régions désertes où on les envoyait et où aucun moyen de transport rapide n'existait encore. De plus, les agents d'immigration, désireux avant tout de toucher leur prime, faisaient en Europe une active propagande, mais sans opérer la sélection qui eût été nécessaire. A tous

ceux qu'ils rencontraient mécontents de leur sort, ils faisaient entrevoir un avenir brillant, la perspective d'une fortune rapidement acquise dans un pays où ils auraient la terre pour rien et où ils trouveraient une vie facile et indépendante. Beaucoup de malheureux, séduits par de si reluisantes promesses, n'hésitaient pas à s'embarquer.

Mais, à peine arrivés, la série des déceptions commençait. Souvent, peu préparés à la vie rude qu'il leur fallait mener, incapables de l'effort qui seul conduit au succès, la plupart étaient vite désillusionnés, étant partis avec la conviction qu'ils trouveraient une vie facile, et que la fortune viendrait d'elle-même. Transportés loin de leur patrie pour avoir une vie aussi et parfois plus misérable que celle qu'ils avaient quittée, au bout de peu de temps ils aspiraient à regagner leur pays d'où ils n'auraient jamais dû partir. Le gouvernement argentin, ayant fait de grands frais pour les faire venir, essayait au moins de se faire rembourser ses avances, notamment leur passage. Mais, en général, c'était à peu près impossible. Trompés par les agents d'émigration, les malheureux transportés adressaient au gouvernement une demande afin d'être dispensés du remboursement, en raison de leur situation misérable. Et le gouvernement était presque toujours obligé de céder, n'ayant aucun moyen de les forcer à payer.

Aussi tous les efforts faits à cette époque n'eurent d'autre effet que d'entraîner de lourdes dépenses à la charge des finances publiques. En 1828, 842 im-

migrants débarquent à Buenos-Aires, mais 1721 s'embarquent pour quitter le pays. En 1829, on compte 537 arrivées et 1321 départs. Aussi le gouvernement révolutionnaire du général Lavalle dut supprimer en 1829 tous les contrats passés avec les agents d'émigration en 1827 et 1828. La situation du Trésor imposait cette mesure.

3. — 1829-1852

Avec l'arrivée au pouvoir du général Rosas, en 1829, cesse complètement la politique suivie jusque-là dans le but de favoriser l'immigration. Le dictateur fut, en général, hostile aux étrangers, en particulier aux Français, dont il parlait dans les termes les plus grossiers, même dans les actes officiels.

Par un décret d'août 1830, il supprime la commission d'immigration, et donne de cette décision les motifs suivants : « Ayant acquis l'expérience que le moyen adopté par le décret du gouvernement du 13 avril 1824, pour accroître la population, en excitant l'immigration venant d'Europe, loin d'être avantageux au pays, a augmenté, au contraire, les dépenses du Trésor public, et distrait le gouvernement d'autres soins importants, malgré le zèle des citoyens chargés de ces fonctions. Supprime la commission d'immigration établie par le décret du 13 avril 1824 ».

Le gouvernement de Rosas eut avec les puissances étrangères des rapports plutôt tendus. Nos nationaux furent molestés à diverses reprises, et notre

flotte dut bloquer le port de Buenos-Aires. Aussi, à cette époque, toute importation française fut interdite.

On comprend dans ces conditions que les étrangers n'eussent nulle envie de s'établir dans un pays écrasé par cette lourde tyrannie. Aussi l'immigration se réduit à cette époque à quelques Galiciens ou Canariens, parmi lesquels se recrutait généralement le personnel domestique.

4. — Résumé

Nous avons relaté le peu de succès des diverses mesures prises dans le but d'augmenter la population par le moyen de l'immigration. Il serait cependant tout à fait inexact de dire qu'il n'y a pas eu d'immigrants pendant la première moitié du XIX^e siècle. En 1857, la population totale comprend 1.200.000 habitants, dont 20.000 nègres ou mulâtres et 120.000 étrangers non naturalisés. C'est déjà un chiffre important, qui nous prouve que déjà, à cette époque, on commençait à venir d'Europe. Mais cette proportion du dixième de la population n'est nullement comparable à la proportion actuelle, où l'élément étranger, en y comprenant les fils d'étrangers nés dans le pays, est représenté par les deux tiers de la population.

Pendant la première partie du XIX^e siècle, il y a bien une immigration, mais une immigration isolée, individuelle. Les tentatives faites par le gouvernement, pour transporter en masse des familles de

travailleurs européens vers les régions à peupler, ont généralement échoué. La raison en est que ces essais de colonisation étaient prématurés, les moyens de communication étant encore insuffisants. De plus, les circonstances politiques, l'état d'anarchie prolongée ne se prêtaient guère au succès de ces opérations.

CHAPITRE III

DE 1852 A NOS JOURS

I. — La Constitution de 1853

Le 3 février 1852, le général Urquiza triomphe du tyran Rosas à la bataille de Monte-Caseros. Ainsi prend fin cette dictature funeste, que même l'intervention de la France et de l'Angleterre n'avait pu faire cesser. Un régime régulier va pouvoir succéder à la sanglante période anarchique.

La Constitution du 1^{er} mai 1853, votée à Santa-Fé, institue un gouvernement fédéral représentatif. Désireux de montrer combien ils désiraient rompre avec la politique xénophole de Rosas, les législateurs argentins introduisent dans la Constitution plusieurs dispositions manifestement favorables aux étrangers.

Préambule. — Nous, les représentants de la nation argentine, réunis en Congrès constituant par la volonté et l'élection des provinces qui la composent... dans le but de constituer l'union nationale, rétablir la justice, consolider la paix intérieure... pour nous, pour notre postérité, et *pour tous les hommes du monde qui voudront s'établir sur le sol argentin,*

nous décrétons et établissons la présente Constitution.

ART. 14. — *Tous les habitants de la nation* jouissent des droits suivants, conformément aux lois qui régissent leur exercice, à savoir : travailler et exercer toute industrie licite ; naviguer et faire le commerce ; adresser des pétitions aux autorités ; entrer, demeurer, passer et sortir du territoire argentin ; publier leurs idées par la voie de la presse sans censure préalable ; user et disposer de leur propriété ; s'associer pour toutes fins utiles ; exercer librement leur culte ; enseigner et apprendre.

ART. 16. — *Tous les habitants* sont égaux devant la loi et admissibles aux divers emplois.

ART. 17. — La propriété est inviolable, et aucun *habitant de la Nation* ne peut en être privé, sinon en vertu d'un jugement fondé sur une loi.

ART. 20. — *Les étrangers* jouissent sur le territoire de la Nation de tous les droits civils du citoyen. Ils ne sont pas contraints à subir la naturalisation, ni à payer des contributions forcées extraordinaires.

ART. 25. — *Le gouvernement fédéral favorisera l'immigration européenne et ne pourra restreindre, empêcher, ni grever d'aucun impôt l'entrée en territoire argentin des étrangers dont l'intention serait de labourer la terre, améliorer l'industrie, introduire et enseigner les sciences et les arts.*

Cependant l'État de Buenos-Aires n'accepta pas la nouvelle Constitution, et pendant plusieurs années encore il resta en dehors de la Confédération. Pendant tout le temps que dura cette situation anor-

male, on ne cessa pas cependant de se préoccuper de la question de l'immigration.

Il faut étudier ce qui a été fait pendant cette période, d'une part, par l'État de Buenos-Aires, d'autre part, par la Confédération régie par la Constitution de Santa-Fé.

II. — État de Buenos-Aires, 1852 à 1860

Une loi du 27 septembre 1854 autorise le gouvernement à constituer une Commission d'immigration. Elle devait comprendre neuf à quinze membres de diverses nationalités, dont les fonctions seraient purement gratuites et honorifiques. Leur rôle consistait à donner leur avis au gouvernement sur toutes les questions concernant l'immigration. La commission devait proposer les mesures qui lui semblaient les plus propres à attirer les étrangers dans le pays. Elle était chargée en particulier de la protection des immigrants, et devait intervenir dans les différends qui surgiraient entre ceux-ci et les agents d'émigration, et aussi avec les capitaines des navires. De plus, elle devait pourvoir au placement, et centraliser les demandes et les offres de main-d'œuvre. La même loi accorde l'exemption des droits de port aux navires transportant au moins 50 immigrants.

Cette loi de 1854 donna peu de résultats. Il faut en chercher la raison dans les mêmes causes déjà signalées pour toutes les lois précédentes. D'ailleurs la loi ne fut guère appliquée. Le service du placement n'exista que sur le papier. Quant aux mesures que la

commission devait proposer au gouvernement, on n'en trouve nulle trace.

Une lacune importante devait d'abord être comblée, si l'on voulait obtenir un résultat appréciable. Nous avons dit à combien de difficultés le gouvernement s'était heurté pour loger les immigrants à leur arrivée. Le seul remède efficace à cette situation était la construction d'un hôtel affecté spécialement à leur usage. Cela fut fait en juillet 1857. On installa près du port un asile destiné à abriter provisoirement les immigrants pauvres.

L'initiative privée à son tour s'inquiéta des moyens susceptibles de développer l'immigration. Chacun, en effet, était intéressé à trouver un remède au manque de main-d'œuvre. Un certain nombre d'Argentins et d'étrangers, de diverses nationalités se réunirent et fondèrent, en septembre 1857 « l'Association philanthropique d'immigration, sous la protection du gouvernement de l'État de Buenos-Aires ». Le but de l'association était de passer des contrats avec des agents pour faire venir des travailleurs d'Europe. Dès le début, le gouvernement approuva cette idée et accorda à l'association son appui moral et surtout pécuniaire.

III. — Gouvernement fédéral, 1852-1860

Aussitôt après la chute de Rosas, le gouvernement fédéral se préoccupe d'étendre ses relations avec les États européens. On nomme des consuls dans plusieurs villes d'Europe, et on les charge de renseigner

tous ceux qui le désirent sur les conditions de transport et d'établissement en Argentine. En 1853, on conclut des traités de commerce avec l'Angleterre, la France et les États-Unis.

De nombreuses mesures sont prises dans le but d'attirer les colons et de faciliter leur établissement. En 1852, le gouvernement décrète la libre navigation sur le Parana et l'Uruguay. On cherche à développer les moyens de communication, à ouvrir de nouvelles routes, et on multiplie les postes. La formalité du passeport est supprimée. Le gouvernement fit venir de nombreux ouvriers et leur paya le passage de Montevideo à divers ports. Les étrangers avaient beaucoup souffert des guerres civiles; aussi on leur distribua des indemnités importantes pour réparer les dommages subis.

En septembre 1854, on inaugure le chemin de fer de Rosario à Cordoba, qui deviendra le Central argentino. Ce fait est d'une très grande importance, car on peut dire, sans exagération, que c'est le développement des voies ferrées qui a contribué le plus efficacement à stimuler l'immigration, en permettant la colonisation dans des régions inexploitables et inhabitables tant qu'elles sont demeurées isolées des centres.

On fit, à cette époque, de nombreux essais de colonisation. En 1856, M. Aaron Castellanos signa avec le gouvernement de Santa-Fe un contrat par lequel il s'engageait à amener d'Europe 1.000 familles d'agriculteurs. De son côté, le gouvernement accordait des terrains gratuits et des subsides jusqu'à la

première récolte. La colonie Esperanza fut alors fondée. Deux cents familles de Suisses allemands s'installèrent dans un lot de quatre lieues carrées; une concession de 33 hectares fut accordée à chacune d'elles, avec les instruments, animaux et vivres indispensables pour attendre la première récolte. Deux années plus tard, en 1858, quatre autres lieues furent attribuées à un M. Foster qui fonda la colonie San-Jeronimo avec trente familles de Suisses allemands. En 1859, une nouvelle colonie fut établie sur les mêmes bases. Les débuts furent assez difficiles, car les agriculteurs de cette époque avaient à craindre les incursions des Indiens qui peuplaient encore le pays. Mais, à force d'énergie, et grâce à l'aide du gouvernement qui leur fit remise de leurs dettes, ces colonies finirent par se développer.

Les efforts du gouvernement de Buenos-Aires et du gouvernement fédéral produisirent des résultats incontestables.

A partir de 1854, année où les statistiques commencent à nous renseigner, on constate une progression lente, mais sensible cependant, du nombre des immigrants :

1854 (2 ^e semestre seulement)	2.524 immigrants	
1855	5.912	—
1856	4.672	—
1857	4.951	—
1858	4.658	—
1859	4.735	—

Ces chiffres indiquent seulement l'immigration d'outre-mer, c'est-à-dire débarquant directement

dans un port argentin. Ils seraient légèrement supérieurs si on y ajoutait le nombre, inconnu d'ailleurs, des immigrants venus par voie de terre ou par Montevideo. Quant à l'émigration, elle n'est pas encore mentionnée dans les statistiques.

4. — De 1860 à 1875

En 1860, l'État de Buenos-Aires rentre dans la Confédération. A cette époque commence l'ère de progrès et l'essor économique de l'Argentine, avec l'élection du général Bartolome Mitre à la présidence de la République. Malgré la guerre du Paraguay, qui dura de 1865 à 1870, le gouvernement argentin procéda à l'organisation définitive du pays et entreprit de sérieuses réformes.

Bien entendu il mit au premier plan la question du peuplement. En 1861, on évaluait approximativement le nombre des habitants à 1.375.000, ce qui était encore très insuffisant. On distribua d'abord de nouvelles indemnités aux étrangers pour les dommages causés par la guerre civile. De nombreux agents d'émigration furent chargés de faire venir des familles européennes.

Le réseau ferré se développa avec une grande rapidité.

Années	Étendue en kilomètres	Voyageurs	Tonnes de marchandises
—	—	—	—
1857	10	56.290	2.257
1865	249	747.684	71.571
1870	732	1.948.585	274.501

Ce développement est d'une grande importance et eut, sans doute, beaucoup plus d'efficacité pour le peuplement que tous les moyens artificiels successivement essayés.

La loi du 11 octobre 1862 autorisa le Pouvoir exécutif à passer des contrats pour introduire des immigrants étrangers et à concéder des terres nationales.

En 1863, le gouvernement permet aux immigrants d'introduire librement leurs bagages et tous objets utiles, même à l'état de neuf. Cette disposition fut incorporée dans la loi douanière de 1864 et on la trouve reproduite dans toutes les lois douanières suivantes.

En 1864, on crée à Rosario une Commission protectrice de l'immigration. Son rôle devait être analogue à celui des commissions antérieurement créées. Pour lui permettre de le remplir, le gouvernement la subventionna largement.

Nous avons parlé de « l'Association philanthropique d'immigration », qui se créa en 1857, avec l'appui de l'État de Buenos-Aires. En 1869, cette association cessa d'exister et on la remplaça par un organisme officiel : la Commission centrale d'immigration. Cette commission, créée le 10 août 1869, comprenait des membres de toutes nationalités. Elle devait chercher les moyens les meilleurs pour attirer les immigrants et les installer. Elle devait se tenir en correspondance constante avec les agents de l'extérieur, chargés de la propagande et du recrutement des travailleurs étrangers, et aussi avec les consuls

argentins, dont le rôle était analogue. Elle devait tenir les diverses autorités au courant de tous les faits se rapportant à l'immigration, et suggérer les mesures à prendre et les réformes à faire. Enfin, elle devait recueillir les demandes des particuliers, des propriétaires manquant de main-d'œuvre, et leur donner tous les renseignements qu'ils désireraient.

La Commission reçut le vieil asile des immigrants, construit en 1857. Elle opéra bien des réformes utiles. Les statistiques furent améliorées. A partir de 1870, elles classent les immigrants par nationalités. La Commission fit établir le débarquement gratuit. On lui doit l'idée de l'établissement d'un Bureau national du Travail, créé par un décret du 22 mai 1872. Ce bureau devait s'occuper du placement des nouveaux arrivés, et centraliser toutes les demandes et offres de main-d'œuvre. Dans les capitales des diverses provinces, la Commission centrale nomma des commissions auxiliaires, avec les mêmes attributions qu'elles devaient exercer dans une sphère plus restreinte.

Au point de vue de la colonisation, son œuvre est importante. Dès le début, elle sollicita et obtint des gouvernements de Santa-Fe et Corrientes des terres destinées aux immigrants. C'était une mesure de première nécessité, si on voulait les fixer dans le pays, et les empêcher, soit de repartir, soit d'aller s'établir dans les grandes villes déjà trop peuplées par rapport au reste du territoire.

La question des transports retint aussi son attention. Elle obtint de plusieurs compagnies de chemins

de fer, « Central Argentino », « Oeste », « Sud », « Norte de Buenos-Aires », le transport gratuit des immigrants qu'elle patronnait. Elle eut aussi l'idée d'ouvrir une souscription publique, dont le produit devait servir à stimuler l'immigration par les moyens habituels : propagande, transport gratuit, avances.

On voit combien, à cette époque, la question du peuplement préoccupait au plus haut point le gouvernement et l'opinion publique, car les initiatives de toutes sortes se multiplient en vue de ce même but.

Un décret d'avril 1873, nomme un agent d'émigration en Alsace-Lorraine. Cette mesure était prise dans le but d'attirer une partie importante des émigrants qui quittaient nos deux provinces perdues pour échapper à l'annexion. On ne nomme aucun agent nouveau en Italie. On estimait que celui de Florence suffisait, et qu'il n'était pas nécessaire de faire une propagande intensive dans ce pays. Le courant migratoire italien était en effet déjà très important à cette époque, et il ne paraissait pas y avoir lieu de chercher à l'augmenter. On jugeait préférable d'avoir une immigration mixte, et on cherchait en particulier à attirer celle du nord de l'Europe. Un décret du 1^{er} mai 1873 nomme un agent pour le Danemark, un autre pour la Suède et la Norvège, un autre pour l'Écosse et le nord de l'Angleterre. On pensait que ces pays étaient susceptibles de fournir des colons particulièrement désirables : robustes, laborieux, énergiques. Les régions de l'Argentine méridionale ont un climat

identique à celui des pays du nord de l'Europe, et on songeait déjà à y envoyer les colons les plus capables de les exploiter.

On encourage la propagande par les moyens les plus ingénieux. La loi du 14 août 1873 subventionne la *Revista Alemana*. Celle-ci s'oblige en échange à consacrer la moitié de chaque numéro à l'étude de chacune des provinces argentines. Elle devra faire connaître les différentes cultures et industries du pays, les conditions d'établissement, les frais et profits de la colonisation. De nombreux exemplaires devront être envoyés en Allemagne et distribués gratuitement.

Il faut signaler un autre mode de propagande assez curieux. On accordait à cette époque beaucoup de passages gratuits aux travailleurs venant d'Europe. Mais on imagina aussi de payer le voyage d'aller et retour en Europe aux colons déjà établis dans le pays, qui se seraient particulièrement distingués par le succès de leur exploitation. On pensait qu'ils ne manqueraient pas, pendant leur séjour au pays natal, de parler de leur réussite, et qu'ils ramèneraient à leur retour en Argentine beaucoup de parents et amis que leur exemple aurait séduits.

Le gouvernement fit distribuer, par l'intermédiaire des agents et des consuls, dans tous les pays susceptibles d'alimenter l'immigration, des brochures donnant toutes sortes de renseignements géographiques et économiques sur l'Argentine.

De grosses sommes sont consacrées à cette époque aux frais de propagande ou de transport.

En 1872	84.187 piastres fortes
En 1873	161.724 —
En 1874	230.244 —
En 1875	318 364 —

Toutes ces mesures que nous avons signalées, eurent pour effet d'augmenter sensiblement l'immigration. Mais il faut tenir compte d'autres causes. Les transports maritimes avaient fait de grands progrès, et le voyage à travers l'Atlantique était devenu beaucoup plus rapide et beaucoup moins coûteux. D'autre part, le développement du réseau ferré argentin se poursuivait très vite, et livrait tous les jours à l'exploitation de nouvelles régions jusque-là inaccessibles.

Années	Immigrants d'outre-mer
—	—
1860	5.656
1861	6.501
1862	6.716
1863	10.408
1864	11.682
1865	11.767
1866	13.696
1867	13.225
1868	25.919
1869	28.958
1870	30.898
1871	14.626
1872	26.208
1873	48.382
1874	40.674

Ceci ne représente que l'immigration d'outre-mer, la seule qui soit enregistrée sérieusement. Mais, si on y ajoute l'immigration venue par Montevideo, on a des chiffres beaucoup plus élevés, mais plus contestables. Citons en quelques-uns à titre d'exemple.

Années	Immigrants d'outre-mer et venant par Montevideo
—	—
1867	17.046
1868	29.234
1879	37.394
1870	39.967
1871	20.933
1872	37.037
1873	76.332
1874	68.277

Quant à l'émigration, elle n'est pas encore mentionnée dans les statistiques. Il faut ajouter les immigrants venus par voie de terre, dont le nombre n'est pas enregistré.

Il convient de remarquer la diminution brusque, certaines années, du nombre des immigrants. Ainsi de 30.898 en 1870, il tombe à 14.626 en 1871. Ces fléchissements ont des causes diverses : troubles politiques, et surtout crises économiques. Une mauvaise récolte a généralement dans ce pays presque exclusivement agricole, des répercussions graves, et sa conséquence immédiate est la diminution marquée du chiffre d'immigration pendant les années qui suivent.

5. — De 1875 à 1890

La Commission centrale d'immigration cesse ses fonctions le 7 janvier 1874. On renonce momentanément à organiser un corps collectif, et on crée pour la remplacer le Commissaire général de l'Immigration.

Bien que la Commission centrale ait été supprimée, on continue cependant à accorder le passage gratuit à tous les immigrants demandés par les commissions auxiliaires. La même politique d'encouragement continue à être suivie. La loi du 12 octobre 1875 autorise le Pouvoir exécutif à favoriser l'immigration, et la colonisation des terres nationales et provinciales. Dans ce but, il pourra être fait des concessions de terres de 100 hectares au maximum par famille, et des avances pour le passage et l'établissement des colons. On voit que ce sont toujours les mêmes dispositions et les mêmes avantages qu'on retrouve dans toutes les lois argentines sur l'immigration. Mais cette loi de 1875 limite toutes les avances qui pourront être faites à 600 piastres fortes par famille.

A cette époque on pensa qu'il était nécessaire de faire une loi générale sur l'immigration et la colonisation, réglant dans un texte unique et complet le transport, le placement et l'établissement des travailleurs étrangers.

Le gouvernement, dans son message au Congrès, en 1875, s'exprime ainsi à ce sujet : « Chacun est

heureusement convaincu, dans la République, que sa prospérité et son avenir dépendent de la solution qui sera donnée au problème de l'immigration spontanée, et c'est pour cela qu'il préoccupe au plus haut point tous les citoyens de la nation, de même que les pouvoirs publics. »

Ce message constate l'insuffisante efficacité de tous les moyens essayés jusque-là, et affirme la nécessité d'une grande loi instaurant un nouveau régime. Ce fut la loi du 19 octobre 1876. Nous l'étudierons avec quelque détail un peu plus tard ; aussi nous nous contentons de l'indiquer pour le moment.

La même politique d'encouragement à l'immigration se poursuivait toujours à peu près semblable pendant une vingtaine d'années encore. Le gouvernement passait des contrats afin de « faire venir des immigrants, suivant l'esprit de la loi, c'est-à-dire des familles d'agriculteurs de bonnes mœurs, possédant les moyens de payer leur passage et de s'établir dans le pays ». Malgré ces déclarations, le gouvernement accorda, en réalité de nombreux passages.

En 1886, on créa à nouveau une Commission centrale de l'immigration. Ses attributions furent les mêmes que celles de toutes les commissions précédemment créées et supprimées.

Le gouvernement décida de faire construire des hôtels à l'usage des immigrants dans diverses villes autres que la capitale fédérale. C'était une idée excellente, car il importait de faire dévier le courant qui se portait trop volontiers vers Buenos-Aires, ce qui avait pour résultat fâcheux l'augmentation déme-

surée de la population de cette ville, alors que tant de vastes territoires restaient incultes, faute d'habitants.

On continue à consacrer de grosses sommes aux passages et aux avances. La loi du 3 novembre 1877 autorise le Pouvoir exécutif à garantir subsidiairement la Banque nationale jusqu'à concurrence d'un million de piastres or, qu'elle consacrera aux avances de passages. La Banque recevra des intéressés des lettres signées par eux, et fixant l'amortissement convenu. D'après la loi du 20 juillet 1889, 6 millions de piastres or sont destinés aux passages. En Europe et dans la République, on accorda, en 1888, 1889, 1890, 134.081 passages, pour une valeur de 5 millions 307.704 piastres or.

Une loi de 1887 affranchit d'impôts pour trois ans, les terrains subdivisés destinés à des colonies.

Toutes ces mesures, ces moyens divers employés produisirent évidemment des résultats appréciables. Pendant cette période, de 1875 à 1890, on voit le nombre des arrivants augmenter considérablement, surtout à partir de 1882.

En s'en tenant aux immigrants d'outre-mer, nous relevons les chiffres suivants :

Années	Immigrants
—	—
1875	18.532
1876	14.532
1877	14.675
1878	23.624
1879	32.717

1880	26.643
1881	31.431
1882	41.041
1883	52.472
1884	49.625
1885	80.618
1886	65.655
1887	98.898
1888	130.271
1889	218,744

Dans la seule province de Santa-Fe, 190 colonies furent fondées après 1887, et, en 1895, il y en eut jusqu'à 363.

Il convient de remarquer que, si l'immigration a pris à cette époque des proportions aussi importantes, cela est dû en grande partie aux moyens artificiels employés par le gouvernement pour recruter des éléments de population en Europe. Ce système n'est pas sans inconvénients. Ainsi il se déversa sur l'Argentine beaucoup de gens inutiles, inaptes à un travail fécond, dont un grand nombre durent être rapatriés.

On signale, en effet, à partir de cette époque, un mouvement croissant d'émigration, dont il faut tenir compte, si l'on veut bien saisir la réalité des choses. Ainsi, en 1889, il y eut 14.508 sorties. Le gouvernement n'appliquait pas encore rigoureusement la loi de 1876, qui préconise l'encouragement de « l'immigration spontanée ».

6. — De 1890 à nos jours

En 1890, éclate une crise financière très grave dont les répercussions se firent sentir pendant plusieurs années. C'est l'abus du crédit et des travaux publics qui fut la cause de cette catastrophe. Le papier-monnaie avait été émis en quantités démesurées, ce qui avait eu pour effet de chasser la monnaie métallique. Le change était détraqué. Les capitalistes cherchèrent autant qu'ils le purent à rappeler à eux leurs capitaux engagés dans des entreprises ou déposés dans les banques. Aussi il n'y avait plus de quoi rémunérer la main-d'œuvre. Il serait en dehors de notre sujet d'étudier en détail cette crise qui se compliqua d'ailleurs de troubles politiques. Mais il était nécessaire de la signaler, car ses conséquences sur l'immigration furent considérables. Toute crise, en Argentine, provoque un exode immédiat des travailleurs européens, et arrête l'immigration. Aussi, dès 1890, on voit le chiffre des entrées tomber subitement, alors que celui des sorties augmente considérablement, et arrive même, en 1891, à dépasser celui des entrées.

Années	Immigration	Émigration	Solde
—	—	—	—
1890	77.815	62.355	15.460
1891	28.266	72.380	- 44.114
1892	39.973	29.893	10.080
1893	52.067	26.055	26.012
1894	54.720	20.586	34.134

1895	61.226	20.398	40.848
1896	102.673	20.415	82.258
1897	72.978	31.192	41.786
1898	67.130	30.802	36.328
1899	84.142	38.397	46.045

On voit combien l'immigration a été profondément touchée pendant toute cette période de désordre et de gêne économique. Lorsque certaines années le nombre des immigrants semble légèrement augmenter, le chiffre des sorties se maintient toujours élevé.

Pendant plusieurs années encore, le chiffre des entrées est assez faible, malgré certaines réformes financières importantes, notamment la création de la Caisse de conversion, en 1900, destinée à rétablir un régime monétaire sain. Il faut faire intervenir des causes diverses : les récoltes ont été mauvaises ; divers travaux publics et privés importants ont dû être suspendus ; les difficultés au sujet de la question des frontières ont fait craindre la guerre à diverses reprises. Enfin, la cherté de la vie, les difficultés rencontrées par l'immigrant pour s'établir dans les colonies nationales ou particulières, le prix trop élevé de la terre ou des loyers dans les régions agricoles les plus recherchées, le manque de sécurité, les abus des autorités, en particulier dans les régions éloignées, les troubles politiques fréquents, la lenteur et le coût excessif de la justice, sont autant de raisons qui ont, pour un temps, ralenti considérablement la venue des travailleurs étrangers.

Années	Immigration	Émigration	Solde
—	—	—	—
1900	84.851	38.334	46.517
1901	90.127	48.697	41.430
1902	57.992	44.558	13.434
1903	75.227	40.653	34.574

Mais depuis la situation a changé. Dans les années suivantes on a obtenu des récoltes splendides. La République est entrée enfin dans une période de grande expansion économique. Des progrès divers ont facilité l'établissement des colons et l'exploitation productive du sol. Nous citerons en particulier l'extraordinaire développement des voies ferrées.

En 1904 la longueur des voies ferrées était de 18.803 km.

1907	—	22.525 —
1910	—	26.000 —
1913	—	32.624 —

Les grands travaux entrepris dans les ports de Buenos-Aires, Rosario et Bahia-Blanca ont contribué puissamment à la mise en valeur de tout le pays, et en particulier des régions environnantes. A mesure que l'outillage économique se perfectionne, qu'il se constitue un système de plus en plus étendu et complet de voies de communication, la colonisation devient une réalité, l'exploitation est rendue possible dans des régions jusque-là dédaignées.

Aussi, depuis 1904, voyons-nous le nombre des immigrants croître d'année en année. Les chiffres les plus récents sont hors de comparaison avec tous ceux que nous avons cités jusqu'ici.

Années	Immigration	Émigration	Solde
1904	125.567	38.923	86.644
1905	177.117	42.869	134.248
1906	252.536	60.124	192.412
1907	209.103	90.190	118.913
1908	255.710	85.412	170.298
1909	231.084	94.644	136.440
1910	289.640	97.854	191.786
1911	225.772	120.709	105.063
1912	323.403	120.260	203.143
1913	302.047	156.829	145.218

Cependant il est à remarquer que le chiffre des sorties est de plus en plus élevé. Cela indique que l'Argentine assimile et fixe insuffisamment les éléments étrangers. Beaucoup de travailleurs viennent dans le pays, sans intention d'y demeurer. Sitôt qu'ils ont amassé un petit pécule, ils repartent vers leur patrie. Il faut tenir compte aussi de l'immigration temporaire, composée surtout d'Italiens et d'Espagnols, qui viennent chaque année pour la moisson, et se rembarquent ensuite. Les économistes argentins déplorent ce phénomène, qui retarde sensiblement le développement de la population. Nous verrons plus tard ce qu'il faut en penser.

Le nombre élevé des immigrants, depuis une dizaine d'années, mérite d'autant plus d'être remarqué, que le gouvernement argentin a absolument renoncé au système ruineux des avances et des subventions destinées aux passages. De plus, il n'entretient plus aucun agent spécial d'émigration à l'étranger depuis 1895.

Sans doute, on reçoit avec complaisance dans les consulats argentins les étrangers qui viennent s'informer, et on leur donne toutes les indications qu'ils requièrent. Mais on ne pratique nullement la propagande active et la réclame tapageuse dont usent encore certains pays neufs, désireux de se peupler.

Pour les années qui vont venir, il faut prévoir une baisse sensible du chiffre des arrivées, et une recrudescence de l'émigration. Ce sera l'inévitable conséquence de la crise économique actuelle et de la guerre européenne, dont la répercussion frappe particulièrement l'Argentine. Mais ce phénomène, commun à toutes les crises assez fréquentes dans ce pays, ne sera que momentané. Lorsque la situation redeviendra normale, l'afflux des étrangers reprendra sa progression.

DEUXIÈME PARTIE

LES ÉLÉMENTS DE L'IMMIGRATION

Jusqu'ici l'immigration a été considérée, dans cette étude, exclusivement au point de vue de l'importance numérique. Nous avons cherché à expliquer comment est né et s'est développé jusqu'à nos jours le mouvement vers La Plata. Nous avons cité et apprécié les chiffres des statistiques en gros, sans les analyser.

Cette connaissance est utile sans doute ; mais, si on s'en contentait, on n'aurait de la question qui nous occupe qu'une idée bien imparfaite et bien insuffisante. Aussi, après avoir étudié les immigrants en bloc, au point de vue du nombre, nous allons envisager maintenant le point de vue de leur valeur, de leur capacité économique.

L'immigration européenne, qui pénètre chaque année en territoire argentin, est composée d'éléments très divers. On peut dire, sans exagérer, que toutes les races de l'Europe contribuent à l'alimenter. Il est bien certain que ces éléments, différents par la race, le sont aussi par les caractères, les aptitudes,

les industries, et leur pouvoir productif est inégal.

Nous avons dit précédemment que les Espagnols n'avaient su tirer aucun parti des richesses du pays. Les créoles, descendants des premiers, n'ont pas révélé des qualités bien supérieures à celles de leurs ancêtres, et leur premier soin, sitôt le pays affranchi, a été de s'entre-dévorer dans des luttes stériles, plutôt que de mettre à profit l'indépendance conquise en multipliant la richesse. C'est vraiment l'élément étranger, l'immigration, qui a fait l'Argentine telle qu'elle est aujourd'hui. Ces hommes hardis, laborieux, plus soucieux des réalités pratiques que de la vaine agitation politique, ont importé leurs industries, leurs procédés de travail, ont substitué des méthodes nouvelles à la routine des « fils du pays ».

« Les deux grandes forces, a dit le sociologue italien Enrico Ferri, qui ont mis en valeur la plus grande partie de l'Argentine, sont l'argent anglais et le travail italien ». Tout en faisant des réserves sur ce que ce jugement a de beaucoup trop exclusif, nous devons reconnaître qu'il exprime fortement que l'Argentine moderne, sillonnée de voies ferrées, grande exportatrice de produits agricoles, est l'œuvre de l'étranger. Il ne serait pas exagéré de dire même que si l'Argentin d'aujourd'hui, descendant des conquérants espagnols, tend à se transformer, à se soucier davantage de la réalité pratique, des intérêts matériels du pays, c'est au contact de l'étranger qu'il doit sa métamorphose. Le jour où les immigrants actuels ou leurs descendants, devenus par la naturalisation et la naissance des citoyens comme

les autres, participant à la direction des affaires publiques, constitueront la masse de la population, il est à espérer que leur influence s'exercera aussi puissamment sur la politique du pays, encore trop fondée sur les rivalités personnelles et les luttes de coteries.

S'il est vrai de dire que la richesse actuelle de l'Argentine est l'œuvre des travailleurs européens immigrés, il faut ajouter que la part de chacun est très différente. Les Russes et Syriens, derniers venus, médiocres agriculteurs, ne peuvent prétendre avoir participé à la construction de l'édifice dans la même mesure que les Basques et les Français, qui furent les hardis pionniers de la pampa, et les premiers initiateurs de l'élevage et de la culture, ou que les Anglais, constructeurs du magnifique réseau ferré, dont l'extension rapide livre chaque jour de nouveaux espaces à l'exploitation.

Nous allons donc faire maintenant l'étude particulière de chaque catégorie d'immigrants. Nous chercherons quel a été son rôle dans le passé et le présent, et nous apprécierons, d'après ses œuvres, son importance et sa valeur économique. Il y a sans doute une nécessité pressante de peupler l'Argentine. Néanmoins on ne contestera pas qu'il y a, dans l'immigration, des éléments plus ou moins désirables. Nous nous demanderons donc quels sont ceux auxquels il convient de marquer une préférence, et dont la venue mérite le plus d'être encouragée.

CHAPITRE PREMIER

LES ITALIENS

Nous avons cité plus haut un mot d'Enrico Ferri, disant que le travail italien était une des deux grandes forces qui avaient fait l'Argentine actuelle. Nous avons dû faire des réserves sur ce que cette affirmation avait de trop exclusif. Elle contient cependant une grande part de vérité, qu'on ne peut méconnaître. A l'heure actuelle, en Argentine, les Italiens ont, entre tous les étrangers, l'importance numérique de beaucoup la plus considérable.

L'immigration italienne est ici très récente, puisqu'elle date, dans sa forme actuelle, d'un demi-siècle à peine. L'influence française et anglaise avait commencé bien avant, dès le début du siècle dernier, et elle s'affirmait sans discussion possible lorsque les travailleurs italiens ont commencé à pénétrer dans le pays. Leur nombre est allé grandissant d'année en année, jusqu'à devenir une véritable invasion.

Ils sont venus plus tard, mais cela ne les a pas empêchés de rivaliser parfois victorieusement avec leurs devanciers. Ils profitent de l'œuvre déjà accomplie, ils recueillent le fruit des efforts passés, et l'écras-

sante supériorité du nombre leur permet de s'insinuer partout, et de prendre la place de ceux qui leur ont ouvert la voie.

Cependant il est peut-être téméraire d'affirmer, comme certains auteurs le font avec une excessive précipitation, que l'Argentine deviendra une nation italienne, une « colonie sans drapeau » de la Péninsule (1). Rien ne permet de penser que les Italiens conserveront dans la population argentine de demain l'imposante proportion actuelle. Déjà d'autres peuples, les Espagnols, les Russes, les Syriens, envahissent à leur tour le pays en masse, et font une concurrence sensible aux Italiens. Comment prévoir l'avenir d'après les données du présent, dans un pays où tout change si vite ? En tout cas, dans les toutes dernières statistiques, les Italiens, qui naguère étaient en tête, se trouvent dépassés par les Espagnols.

L'histoire de l'immigration italienne comprend deux phases, distinctes par les causes qui les ont déterminées, et par l'origine et les caractères des éléments qu'on trouve dans chacune.

Jusque vers 1860, il y a une immigration isolée, individuelle. Ce sont des Italiens du Nord, marins pour la plupart. Venus sur des voiliers génois, amenés par le hasard des voyages, ils s'établirent sur les côtes fluviales et maritimes de l'Argentine. Ils finirent peu à peu par être nombreux, et par créer sur la rive de La Plata une ville génoise de pêcheurs et de

1. Voir R. Gonnard, *l'Émigration européenne au XIX^e siècle*.

caboteurs, devenue aujourd'hui un important faubourg de Buenos-Aires. Sans doute, les anciens taudis, les abris de planches sur pilotis ont été remplacés par des maisons de pierre ; les anciennes rues inondées sont maintenant des avenues pavées où passent les tramways électriques. Néanmoins le quartier a conservé le caractère italien, et l'on y parle presque uniquement les dialectes du nord de l'Italie. Les habitants vivent du commerce par eau, des denrées produites par les îles du Delta et du Parana, et par les régions riveraines des grands affluents de l'estuaire. Ce sont des bois, du charbon de bois, des fruits, oranges, bananes, pêches et pommes, des patates, des cuirs, peaux et laines, et la yerba mate. Bref, ces Italiens ont à peu près monopolisé à leur profit la petite navigation fluviale et le cabotage.

A cette population italienne, adonnée à la navigation, est venue s'ajouter, depuis une cinquantaine d'années, la masse énorme des travailleurs agricoles qui ont contribué pour une si large part au peuplement des campagnes argentines. Ceux-là sont en majorité originaires du sud de l'Italie. Venus des Pouilles, de la Calabre, de Sicile, de Naples, de la Campanie, ils sont en si grand nombre que l'équilibre des races s'est trouvé subitement rompu à leur profit. C'est là une immigration collective, en masse, et d'ailleurs spontanée. L'excès de population et la misère l'ont provoquée. D'après M. Émile Daireaux, il faudrait ajouter à ces causes l'unification politique. Les lois de police, selon cet auteur, venues du Nord

et strictement exécutées, ont déterminé l'exode de tous ceux qui s'adonnaient jusque-là en toute sécurité au brigandage dans les régions pauvres de l'Italie méridionale.

Cependant il faut y ajouter un contingent appréciable d'Italiens du Nord, Piémontais, Ligures, Lombards, dont la vigueur et l'ardeur au travail sont unanimement appréciées.

En 1863, première année où elle commence à prendre quelque importance, l'immigration italienne s'élève à 7.200 individus ; en 1870, elle atteint 23.000 ; en 1884, 32.000 ; en 1885, elle monte subitement à 62.528. Depuis, les chiffres sont demeurés fort élevés, en tenant compte cependant de la période de crise, dont nous avons déjà parlé.

En 1888	75.010
En 1892	27.850
En 1896	75.204
En 1905	73.500
En 1910	102.019
En 1913	114.252

En tenant compte de l'immigration antérieure aux premières statistiques, on évalue à plus d'un million la population italienne ou originaire d'Italie. Il y a environ 300.000 Italiens à Buenos-Aires. Le reste est dispersé dans toutes les provinces. Il est à remarquer cependant qu'ils ont leurs préférences, basées sur des raisons de climat, de fertilité du sol, de facilité des communications. Le plus grand nombre sont établis dans les provinces de Buenos-Aires, 300.000 ; de Santa-Fe, 200.000 ; Entre-Rios, 80.000 ;

Cordoba, 70.000. Les immigrants italiens se dirigent de préférence vers les centres de prospérité déjà établis, en particulier vers les colonies italiennes déjà fondées.

On en compte 18.000 à La Plata, 12.000 à Bahia-Blanca, 40.000 à Rosario, 12.500 à Chivilcoy, 7.500 à Mercedes, 8.500 à San-Nicolas.

Ils ont, en général, peu de goût pour s'aventurer dans les régions lointaines et peu peuplées, où cependant on peut espérer des bénéfices d'exploitation plus importants. On explique cette répugnance par le souvenir des souffrances éprouvées par les premiers colons italiens, exposés aux pillages et aux attaques violentes des indigènes et des gauchos. Il faut ajouter que cette immigration a été considérée pendant longtemps avec fort peu de faveur. Aussi ces Italiens, que tout le monde détestait à cause de la concurrence dangereuse de leur travail à bas prix, étaient les victimes sans défense des exactions incessantes des autorités dans les régions éloignées.

*
* *
*

Provoquée par la misère, venue d'un pays où l'instruction est très peu répandue, originaire de régions particulièrement pauvres, l'immigration italienne est d'une valeur économique inférieure. Aussi elle n'a pas, en Argentine, l'importance sociale et l'influence que son importance numérique semblerait devoir lui donner. Une autre cause de son infériorité est le manque de capitaux. Arrivant sans autre bien que la vigueur de leurs bras et les haillons sordides qui

les couvrent, ces travailleurs ne peuvent aspirer au début qu'à remplir des fonctions très humbles. Ils acceptent d'ailleurs sans difficulté n'importe quelle situation. Ayant peu de besoins, des goûts très modestes, ils se contentent de salaires tellement bas qu'ils découragent toute concurrence.

Cette facilité à s'accommoder de toute espèce de travail, l'ignorance pour la plupart d'un métier déterminé, les font rechercher pour toutes les tâches qui ne nécessitent aucun apprentissage préalable. Il n'est pas d'occupation si pénible ni si peu attrayante qui soit susceptible de les rebuter. Aussi un grand nombre sont débardeurs, terrassiers, manœuvres, balayeurs de rues, maçons, etc. Beaucoup travaillent à la construction des voies ferrées. Les ouvriers salariés dans les entreprises agricoles, et dans beaucoup d'entreprises d'industrielles, sont en majorité des Italiens.

Si bas que soit leur salaire, leurs besoins sont tellement réduits, qu'ils arrivent au bout de peu de temps à amasser un petit pécule. Pour y arriver, ils font des économies sur tout. Ils vivent plus misérablement que tous les autres travailleurs. Habitant dans des taudis, mal vêtus, ils économisent au besoin sur leur nourriture. Ce petit pécule, quand ils ne l'envoient pas à leurs familles restées en Italie ou aux caisses d'épargnes de la Péninsule, leur permet de s'élever à une situation moins misérable. Ils peuvent alors exercer un petit commerce, ou avoir une entreprise agricole indépendante.

La grande majorité sont agriculteurs. Après avoir

travaillé comme salariés et réalisé un petit pécule, ils peuvent s'adonner à l'agriculture suivant deux procédés différents. Les uns participent aux ventes aux enchères des lots de terre, et les achètent payables tant par semaine pendant une ou plusieurs années. Mais d'autres, plus nombreux, deviennent métayers d'un grand propriétaire. En général, ils se destinent plutôt à la culture qu'à l'élevage, qui réclame des capitaux importants et des connaissances sérieuses.

Ils procèdent de la façon suivante. Le propriétaire d'une grande estancia subdivise les diverses exploitations qui y sont possibles. La méthode ordinaire consiste à en louer la plus grande partie à des colons qui deviennent métayers. Le colon italien loue une certaine surface, qu'il entreprend de cultiver, et, comme loyer, il verse au propriétaire du sol une redevance variant de 15 à 30 o/o des récoltes obtenues. Cette redevance est payée en nature. Pour chaque centaine de sacs de blé, par exemple, quinze sacs ou plus, suivant les conventions, seront remis à l'estanciero.

Ces colons italiens font preuve d'un grand esprit d'entreprise. Lors de son arrivée à l'estancia, le colon ne reçoit, en effet, du propriétaire, que le champ absolument nu, et rien d'autre ; ni logis, ni instruments aratoires. Aussi il s'agit de pourvoir soi-même à tous ses besoins. Du reste, le colon italien, en général, est marié, car le nombre de bras est une des conditions primordiales du succès. Toute la famille travaille, même les enfants, qui atteignent très tôt l'âge du travail, en raison de la précocité de la race.

Le colon, donc, construit lui-même son habitation. C'est, en général, une sorte de hutte appelée rancho, faite de planches et de boue séchée. Il serait inutile de chercher à faire un abri plus confortable et plus solide, car le colon n'habite pas le même endroit plus de trois ou quatre ans de suite. D'après les procédés en usage de culture extensive, on a l'habitude de faire reposer le sol pendant un certain laps de temps après une période de culture, en le transformant en pâturage. Le colon est alors obligé de déménager et de chercher un nouvel emplacement. Ces Italiens ignorent la plupart du temps les procédés modernes de culture. Leur méthode de travail est empirique. Mais ils ont pour eux la persévérance, la continuité de l'effort. Leur grande force réside dans leur sobriété exceptionnelle et dans la somme prodigieuse de labeur qu'ils sont capables de fournir, eux et leurs familles.

Le colon, sans capitaux, trouve sans difficulté dans le pays le crédit qui lui est nécessaire. Jusqu'à l'époque de la moisson, il n'a même pas besoin de payer quoi que ce soit. Les outils agricoles, les vêtements, les aliments et tout ce qui lui faut en général lui est fourni par le magasin ou « almacén » le plus proche, sur la promesse qu'il paiera ses dettes lorsque les moissons auront été rentrées. Très vite, d'ailleurs, le colon italien réussit à grossir son pécule, ce qui lui permet de devenir propriétaire, et dorénavant tout le profit de son exploitation lui reviendra.

Une autre branche d'activité a été particulière-

ment envahie par les Italiens, c'est le petit commerce de détail. Jadis nos compatriotes l'avaient à peu près monopolisé ; mais les nouveaux venus n'ont pas tardé à prendre leur place. Ce développement du petit commerce s'explique par l'augmentation rapide de la clientèle à laquelle il s'adresse, et qui recherche de préférence les articles venant de la péninsule : les huiles, vins, olives, les denrées alimentaires, les tissus de laine et de coton, produits de l'industrie lombarde ou napolitaine. Cependant il est douteux que le public ait gagné au change. Selon M. Émile Dai-reaux, ces petits commerçants italiens ont une médiocre réputation d'honnêteté. « Sous les apparences de gens naïfs et ignorants, mais exerçant consciencieusement leur métier, ils cachent un fond de ruse sournoise. » Ils réussissent à capter la confiance, mais abusant sans scrupule d'un crédit consenti trop facilement, ils disparaissent un beau jour, laissant derrière eux « une boutique vide et une longue liste de créanciers ».

De nombreuses industries, françaises à leur début, tendent à passer entre les mains des Italiens. Partout ils parviennent à vaincre les concurrents français par le bon marché de leur production. Engagés comme ouvriers avec des salaires tellement bas que personne autre ne les accepterait, ils s'initient à tous les procédés employés, puis finissent par supplanter nos compatriotes. Ceux-ci, venus les premiers, auront ouvert la voie, créé des industries florissantes ; mais ils ne tardent pas à être écrasés par la supériorité du nombre et le bas prix du travail,

qui distinguent leurs rivaux italiens. Et cependant ces derniers ne manifestent guère d'originalité, et ont, en général, la fâcheuse habitude de copier les modèles créés par d'autres. Il en est ainsi dans l'industrie du meuble, des chapeaux, la confection des chemises, la tannerie, etc., toutes industries devenues prospères sous des directions françaises. Cette croissance de l'influence italienne est souvent à regretter. Ainsi dans l'industrie de la construction, un grand nombre de contremaîtres, et même de simples maçons italiens, se sont improvisés architectes et reproduisent à satiété d'anciens modèles de maisons d'une esthétique très discutable.

L'exemple le plus frappant de cet envahissement, est certainement l'industrie viticole et vinicole. Concentrée dans les deux provinces de Mendoza et San-Juan, elle fut introduite dans sa forme actuelle par des Français, et prit un sérieux développement. Mais peu à peu cette branche d'activité a été envahie à son tour. Après avoir débuté dans les plus humbles emplois, les Italiens, nombreux et persévérants, ont fini par devenir maîtres de la place. Imitateurs plus ou moins adroits, ils récoltent aujourd'hui tout le profit des efforts des initiateurs. Ils répandent partout les produits assez inférieurs mais bon marché de Mendoza, devenus article courant de consommation. Leur activité industrielle et commerciale ferme actuellement la porte aux vins jadis importés d'Espagne, de France, et même d'Italie.

Signalons encore, comme une spécialité italienne,

la culture des légumes et des arbres fruitiers, particulièrement des orangers et des citronniers, dans les provinces de Tucuman et de Salta.

Les Italiens occupent une place peu importante dans la finance. Cela s'explique par leur manque de grands capitaux. Cependant les banquiers et changeurs italiens sont nombreux. Mais l'importance de leurs capitaux et de leurs affaires ne peut se comparer à celle des maisons anglaises qui dominent le marché financier argentin. Les banques italiennes s'adressent surtout à la clientèle populaire. Elles reçoivent des dépôts, et se chargent d'envoyer en Italie les épargnes dont le total est considérable.

* * *

Doit-on considérer le développement de l'immigration italienne comme un bien pour l'Argentine ? Les avis sont très partagés sur ce sujet. Pendant longtemps l'envahissement italien a été considéré avec défaveur par l'opinion publique, et actuellement encore il n'est pas sans soulever d'objection. La raison première était que ces immigrants acceptaient des salaires inférieurs au taux courant, et il en résultait forcément une dépréciation générale. On leur reprochait de plus leur ignorance, leur malpropreté, et encore aujourd'hui on prétend qu'ils occupent dans la statistique criminelle une place privilégiée. Leur extrême sobriété, leur caractère docile et humble font même dire à certains que ce sont là les caractéristiques des races inférieures.

Certes, il est difficile de méconnaître que ces cri-

tiques sont en partie justifiées. On peut regretter, à certains points de vue, que les Italiens aient substitué leur travail à bon marché et leurs articles inférieurs à la production plus soignée qui distinguait nos compatriotes. On ne conteste pas non plus leur ignorance et leur manque d'originalité. Ils n'ont pas apporté de capitaux en Argentine, ils n'y ont rien créé de vraiment nouveau. Mais on ne peut, sans injustice, passer sous silence leurs grandes qualités et les services qu'ils ont rendus au pays. « On reproche aux Italiens, dit M. Anibal Latino, leur sobriété, leur esprit économe, leur docilité, en déclarant que ce sont là des défauts. On oublie que ce sont justement les qualités qui les font préférer à d'autres catégories d'immigrants. Ce sont ces mêmes qualités qui leur assurent le succès et les font vaincre là où d'autres succombent. Il faut ajouter une autre raison d'apprécier la valeur de cette immigration, et de lui donner une place privilégiée. C'est elle qui comprend la proportion la plus élevée d'agriculteurs, proportion qui dépasse 61 0/0. Or, ce sont surtout les travailleurs de la terre que l'Argentine désire, et il serait souhaitable que tous les immigrants fussent de simples travailleurs, et non des intellectuels qui viennent en trop grand nombre à l'assaut des emplois publics et des professions libérales ».

Il est probable que la plupart des défauts, actuellement reprochés aux immigrants italiens, s'atténueront et disparaîtront à la longue, par l'effet de l'ambiance et de l'éducation des écoles argentines. C'est un fait unanimement constaté que les immi-

grants ne tardent pas à se dénationaliser. Au bout d'une génération, ils ne diffèrent en rien des « fils du pays » au point de vue du patriotisme, du caractère, du genre de vie. Les Italiens, non seulement n'échappent pas à cette loi commune, mais encore la subissent plus rapidement et plus fortement que d'autres. Ils prennent vite le goût de la vie régulière et laborieuse, et se rendent compte que le manie-ment de la pelle et de la bêche leur sera plus profitable que celui du couteau. Il y a évidemment des exceptions, et c'est à des Italiens qu'on attribue certains désordres qui troublèrent à plusieurs reprises l'ordre public. Mais ces faits deviendront plus rares à l'avenir, quand l'unification de la race sera plus avancée. En attendant, on pourrait les éviter en dirigeant ces immigrants vers les campagnes dès leur arrivée. Un trop grand nombre restent à Buenos-Aires, et c'est là une cause non seulement de désordres, mais encore de retard pour le peuplement du pays.

Les Italiens n'ont pas eu, dans la création de la richesse argentine, un rôle aussi brillant que celui d'autres peuples. Mais cependant il faut reconnaître avec justice leur œuvre qui est considérable. Ils constituent la main-d'œuvre agricole abondante et à bon marché, qui répondra pendant longtemps à un des plus pressants besoins de la République Argentine.

CHAPITRE II

LES ESPAGNOLS

On pourrait naturellement penser que l'Argentine, après avoir été colonie de l'Espagne, conserve nécessairement avec ce pays des rapports économiques et intellectuels étroits, et que l'influence de l'ancienne métropole est restée très forte. Il n'en est rien cependant. L'Argentine s'est détournée de la mère-patrie dès que le lien politique a été brisé. C'est aux autres nations d'Europe qu'elle a constamment demandé des ingénieurs, des savants, des professeurs, des artistes. Mais, dira-t-on, l'influence du sang, de la race doit certainement persister et laisser des traces profondes. Quand on étudie l'Argentine de près, on constate l'erreur, on se rend très vite compte que, si l'ancienne population d'origine espagnole a persisté, elle se trouve aujourd'hui noyée dans le flot montant de l'immigration étrangère. Il ne faut pas attacher une importance excessive à l'emploi de l'espagnol comme langue officielle. « Nous sentons et nous parlons en espagnol, déclarait un Argentin, mais nous pensons en français (1) ».

1. Cité par M. Angel Marvaud, *l'Amérique latine et l'Espagne*. Dans *France-Amérique*, d'octobre 1913.

Depuis peu, quelques personnalités ont cherché à rétablir un courant de sympathie officielle entre l'Argentine et l'Espagne. Mais ce n'est là qu'une tentative récente sans résultats encore appréciables, et l'influence véritablement puissante est toujours celle de Londres et de Paris.

Un fait qui s'impose davantage à l'attention, c'est le développement croissant de l'immigration originaire d'Espagne. Elle n'a pourtant commencé qu'à une date relativement récente. La proclamation de l'Indépendance argentine fut suivie de mesures hostiles à l'égard des anciens tyrans. Le gouvernement républicain interdit d'abord le mariage entre Espagnols et Créoles. L'entrée du pays leur fut défendue. On maintint ces dispositions jusqu'à ce que la mère patrie eût reconnu définitivement l'indépendance de la jeune république, ce qui eut lieu en 1825.

Cependant l'immigration ne reprend réellement que vers 1840. Depuis elle a grossi d'année en année, serrant de près l'immigration italienne, qu'elle tend actuellement à dépasser. De 1857 à 1913, il est entré 1.200.000 immigrants espagnols en Argentine. En ajoutant à ce chiffre le nombre de ceux qui vinrent par Montevideo, ou en qualité de passagers, ou qui étaient dans le pays avant 1857, on estime qu'il est venu d'Espagne près d'un million et demi d'individus. Les dernières statistiques révèlent une augmentation sensible de l'élément espagnol. En 1913, il y eut 122.271 immigrants espagnols, plus nombreux par conséquent que les 114.252 italiens.

Actuellement on évalue le nombre de ceux qui

résident en Argentine à environ 800.000. Encore moins soucieux que les Italiens de s'établir dans les régions éloignées, ils sont concentrés dans les deux provinces de Buenos-Aires et de Santa-Fe, qui renferment au moins 80 o/o de la population espagnole. Ils sont plus de 120.000 à Buenos-Aires, et 20.000 à Rosario.

Les causes de la forte émigration espagnole, constatée depuis un certain nombre d'années, sont surtout le manque de travail, la misère et l'abandon de l'agriculture. Il ne faut pas parler, bien entendu, de l'excès de population, puisqu'en Espagne la population est très peu dense. Les désastres militaires, la perte des dernières colonies importantes ont été suivis d'une période d'appauvrissement et de pessimisme, pendant laquelle la misère a obligé à s'expatrier beaucoup de malheureux sans travail.

*
* * *

Analogue à l'immigration italienne par ses causes, l'immigration espagnole l'est aussi par son caractère. Sa valeur économique est faible, et son influence est bien inférieure à ce que pourrait faire supposer son importance numérique. Cependant il est nécessaire de faire une distinction entre les éléments qui la composent. Elle comprend des Catalans, et surtout des Basques, des Andalous et des Galiciens.

Le meilleur de l'immigration espagnole est constitué par les Basques. Mais nous leur réservons plus loin une étude spéciale. Les caractères particuliers de leur race, leurs qualités originales, leur langue,

leur genre de vie, leurs industries leur donnent droit à une place à part. Qu'ils viennent d'Espagne ou de France, les Basques ont les mêmes traits communs qui les distinguent nettement des autres catégories d'immigrants. Aussi ce que nous dirons dans notre étude générale de l'immigration espagnole, et de l'immigration française ne doit pas s'appliquer à eux.

Dans son ensemble, en exceptant les Basques, l'immigration espagnole est de qualité inférieure. De même que pour celle originaire d'Italie, cette infériorité s'explique par le manque absolu de ressources et le défaut général d'instruction. Et cependant les travailleurs italiens sont plus estimés, parce qu'ils sont de bons agriculteurs, et que, malgré la différence de langage, ils savent mieux s'adapter à tous les métiers. Les Espagnols, au contraire, manquent d'audace, d'esprit d'entreprise. Ils ne se soucient guère d'aller coloniser dans les régions encore peu peuplées et peu connues. Ils n'ont pas le goût de l'agriculture et l'énergie tenace qui distinguent les colons italiens.

Les Galiciens constituent l'élément le plus nombreux, mais il faut ajouter le moins estimé. Paresseux, lourds d'esprit, malpropres, âpres au gain, ils jouissent dans toute l'Argentine de la plus fâcheuse réputation. On reconnaît cependant qu'ils sont honnêtes et très fidèles. Ils sont incapables de s'adonner à la culture avec succès, et avec l'espoir d'apporter à leur situation une amélioration sérieuse. Aussi leur manque d'instruction et de ressources les conduit à devenir manœuvres, terrassiers, maçons. Beaucoup

s'engagent comme domestiques, mais leur service est peu estimé. Ces Galiciens, peu doués, comme nous venons de le dire, ne réussissent pas à se transformer, et on n'en cite guère qui soient arrivés à la fortune.

Les Catalans, en majorité, sont artisans, connaissent un métier. Ils sont appréciés pour leur caractère laborieux et énergique. Ils ont fondé un grand nombre de petites industries.

Quant aux Andalous, ce sont, en général, de médiocres agriculteurs, routiniers, indolents, incapables d'un effort énergique et prolongé. Cependant des essais de colonisation ont été tentés. Sur l'initiative de l'écrivain espagnol Blasco Ibanez, on a créé la colonie Nueva-Valencia, dans la province de Corrientes. On espérait faire l'éducation des colons, leur donner le goût du travail agricole, les attacher à la terre. Mais les résultats n'ont pas été très encourageants jusqu'ici, au dire de ceux qui ont visité la colonie.

Les Espagnols d'ailleurs préfèrent de beaucoup à la culture le petit commerce de détail. Dans la capitale et dans les grandes villes de province, un très grand nombre ont un petit magasin où ils savent attirer la clientèle populaire grâce à leur amabilité, à leur talent pour faire valoir et vendre la marchandise. Ils se spécialisent surtout dans la fabrication des cigarettes, la confection de vêtements et de linge, la vente de comestibles et de boissons. Cette extension du petit commerce espagnol, de même que celle précédemment signalée du petit

commerce italien, a été fâcheuse pour nos compatriotes. En revanche, l'importation de produits espagnols a sensiblement augmenté. Ces petits commerçants espagnols vendent en effet beaucoup de produits de leur pays : huiles, vins, olives, conserves de poisson, bonneterie et tissus de Barcelone. Ces produits, moins chers que les nôtres et d'une qualité inférieure, obtiennent naturellement la préférence de la clientèle espagnole, sans cesse accrue.



Bien que représentant une fraction importante de population de l'Argentine, les Espagnols sont loin d'avoir une influence comparable à celle d'autres groupes moins nombreux, mais d'une valeur économique très supérieure. Cette immigration n'a pas donné à l'Argentine beaucoup d'hommes qui se soient illustrés dans une branche quelconque de l'activité sociale. Elle n'a pas apporté de capitaux permettant de soutenir les grandes entreprises publiques ou privées. Elle n'a pas fondé d'établissements vraiment importants. Composée en majorité de travailleurs « non qualifiés » et de petits commerçants de détail, elle ne constitue pas, à l'exception des Basques, la main-d'œuvre agricole experte et active, dont l'Argentine a surtout besoin.

Dans ces conditions il n'y a guère lieu de s'étonner que les immigrants espagnols soient en général peu appréciés des Argentins. Bien qu'issue de la souche espagnole, la jeune nation a tendance à considérer comme un pays arriéré l'ancienne mère-

patrie, et on n'attend d'elle aucun élément de richesse, aucun instrument de la prospérité future. Cependant l'importance numérique de cette immigration commande qu'on ne la considère pas comme négligeable. L'identité de langue, la communauté de sang et de race avec la population argentine primitive, en font un élément particulièrement assimilable. On peut espérer d'ailleurs que l'ambiance, le contact des hommes énergiques et plus entreprenants venus d'autres pays, contribueront à le transformer avantageusement.

Il serait inexact et injuste de refuser à ces immigrants toutes les qualités. Robustes et honnêtes, ils acquerront, par l'effet de l'éducation nationale, ce qui leur manque encore, l'instruction et le goût du travail. Il ne faut pas dire que l'Espagne n'est susceptible de rien donner qui puisse accroître la puissance et la richesse du pays, car c'est elle qui envoie une catégorie de travailleurs particulièrement désirables et estimés, les Catalans, et aussi les Basques, dont nous dirons plus tard le rôle important dans la formation économique de l'Argentine.

CHAPITRE III

LES FRANÇAIS

L'influence française à La Plata est très ancienne, presque aussi ancienne que celle des Anglais. Déjà, en 1806 et 1807, c'est un de nos compatriotes, Jacques de Liniers, qui repoussa victorieusement l'invasion anglaise; il participa en 1810 au soulèvement libérateur. En 1815, on voit arriver quelques émigrés, fuyant la réaction qui suivit la chute de l'Empire. Ce sont d'anciens militaires, et aussi des artisans et commerçants, des capitaines au long cours qui créèrent le cabotage dans le Parana et l'Uruguay, et un commerce international avec la France par la voie des voiliers. A partir de 1825, commencent à venir des Basques de France, qui prennent part aux guerres civiles, et se fixent tantôt dans l'Uruguay, tantôt à La Plata, selon les alternatives des victoires. Dès 1830, ces Français prennent possession du marché des vins, liqueurs, sucres, farines, conserves alimentaires, et de tous les produits de nos manufactures nationales, qui, à cette époque, obtenaient plus que les articles anglais la faveur de la clientèle.

Cette colonie naissante est, en 1830, déjà assez importante pour fêter dans un banquet la nouvelle

des glorieuses journées. Depuis 1830, elle s'accroît peu à peu, mais lentement, car le gouvernement de Rosas fut hostile à l'extension de l'influence française. Pendant cette époque troublée, on n'épargna aucune vexation à nos nationaux. Les conséquences furent le blocus du port de Buenos-Aires par notre flotte, et la prohibition de toute importation française.

Mais, après 1852, le nombre des immigrants venus de France augmente beaucoup pour différentes raisons. D'abord la chute de Rosas, et l'arrivée au pouvoir de Urquiza, qui manifestait une grande sympathie pour la France, permettaient d'espérer un peu plus de sécurité et le rétablissement de la paix politique. D'autre part le coup d'État du 2 décembre obligea à s'expatrier, à cause de leurs opinions, des exilés d'un nouveau genre, lettrés pour la plupart. Ces hommes de valeur, universitaires, professeurs, ingénieurs, occupèrent des situations importantes dans les services publics et le haut enseignement. L'un d'eux, Amédée Jacques, fut chargé par le gouvernement argentin de l'organisation, de l'enseignement et de la direction du Collège National. Un autre, Larroque, devint directeur du collège de Parana. L'université de la capitale, les facultés de médecine et de droit sont remaniées sur le modèle français, et, jusqu'en 1878, l'enseignement resta le monopole de professeurs français. En 1859, notre compatriote Martin de Moussy se voit confier une mission d'étude dans tout le pays, dans le but de le faire connaître à l'Europe. Il en résulta une œuvre remarquable,

une description minutieuse du Bassin de La Plata et des richesses naturelles, qui a conservé encore aujourd'hui toute sa valeur. En même temps que la France envoyait des savants et des lettrés, l'immigration basque et béarnaise, qui commença dès l'indépendance, envoyait chaque année de nombreux contingents. En 1854, le général Urquiza créa dans la province d'Entre-Rios, la première colonie agricole de la République avec le concours des paysans français.

Lorsqu'on eut achevé de pacifier le pays, notre immigration prit un plus grand développement. Jusqu'ici, originaire exclusivement du Pays basque et du Béarn, elle comprend, à partir de 1880, des Français de toutes les provinces. Ce sont principalement des Gascons, Auvergnats, Poitevins et Savoyards. Il y a dans le nombre des agriculteurs et des vigneron, mais la plupart sont plutôt artisans, ingénieurs, architectes, médecins, industriels. Plusieurs, parmi ces ouvriers habiles, firent, grâce à leur ingéniosité et à leur labeur, de rapides fortunes. Citons le limousin Hileret, ouvrier sellier, puis maçon, qui devint industriel et créateur de la plus forte sucrerie de l'Argentine ; Prat, simple dégraisseur, qui eut l'idée de mettre de la benzine en bouteilles, et peu à peu agrandit ses affaires jusqu'à fonder une immense teinturerie, devenue l'une des principales industries de Buenos-Aires (1).

1. V. J. Huret, *De La Plata à la Cordillère des Andes*.

C'est de 1880 à 1890 que notre immigration atteint les chiffres les plus élevés :

1881	3.124
1882	3.382
1883	4.286
1884	4.731
1885	4.662
1886	6.037
1887	7.036
1888	17.105
1889	27.173
1890	17.104

Depuis, elle a beaucoup baissé et ne dépasse plus guère 3 ou 4 000 par an. De 1891 à 1904, le nombre varie entre 2 et 3.000, et depuis, entre 3 et 4.000. En 1913, 4.696 Français seulement ont débarqué en Argentine. Notre immigration, qui venait autrefois au troisième rang après les Italiens et les Espagnols, est tombée au cinquième rang, venant après les Espagnols, les Italiens, les Turcs et les Russes.

Cependant la colonie française en Argentine, bien qu'elle ne soit plus que faiblement accrue par les arrivées nouvelles, est encore importante par le nombre. De 1857 à 1913, il est entré en Argentine 200.000 immigrants français. Si on y ajoute les passagers de première et deuxième classes, le total s'élève à 250.000. En déduisant le chiffre des retours, on évalue le nombre des Français résidant en Argentine de 125.000 à 150.000. On en compte 32.000 à Buenos-Aires, 3.000 à Rosario. Ils sont 1.500 à La Plata, ville de création récente, de caractère et de

goût très français. Dans la province de Mendoza sont établis 3.000 Français, dont beaucoup occupent des situations importantes, ou figurent parmi les grands viticulteurs de la région. Dans la province de Tucuman, on compte un millier de nos compatriotes, la plupart dans l'industrie sucrière. Dans les territoires de Misiones, du Chaco, les Français figurent parmi les capitalistes les plus importants, et ils y ont fondé diverses entreprises destinées à un grand avenir; ils pratiquent notamment l'exploitation des bois précieux qui abondent dans ces régions. A Bahia-Blanca, ils participent aux grands travaux qui doivent transformer le port. Citons aussi la colonie aveyronnaise de Pigüe, fondée en 1884 dans le sud de la province de Buenos-Aires, et qui possède aujourd'hui 50.000 hectares.

A l'exception des Basques, notre immigration actuelle est en général relativement peu agricole et colonisatrice. C'est pourquoi les Français se rencontrent surtout dans les villes, en particulier dans la capitale et dans la province de Buenos-Aires.

*
* *

En étudiant le caractère et l'œuvre de l'immigration française, nous devons, comme nous l'avons fait précédemment pour l'immigration espagnole, mettre à part l'élément basque qui présente diverses particularités.

Si on la compare aux chiffres italiens et espagnols, il semble que notre immigration vienne loin derrière eux. Mais son influence réelle est très supé-

rieure à celle que devrait lui donner normalement sa faible importance numérique.

Par sa valeur économique, elle est bien différente de celle, déjà étudiée, originaire d'Italie et d'Espagne. Plus instruits, souvent pourvus de capitaux, trouvant facilement à employer leur activité, conservant toujours le désir et l'espoir du retour au pays, les immigrants français n'ont rien de commun avec ces groupes misérables d'Italiens, d'Espagnols ou de Syriens, fuyant la misère, contraints de s'imposer les plus dures privations et d'accepter les occupations les plus humbles. « Les Français, dit M. Anibal Latino, appartiennent à ce que nous pourrions appeler l'aristocratie de l'immigration. Ils s'installent aisément. Ils ont une vie plus large que celle de leurs frères de race. On ne les voit jamais entassés dans d'inimaginables taudis et réalisant des économies jusque sur leur nourriture ». En général, ils sont bien armés pour la lutte, et, s'ils s'expatrient, ce n'est pas poussés par la misère, mais dans le but d'améliorer, grâce à leur ingéniosité et à leur travail, une situation déjà acceptable. Ce qui le démontre, c'est la forme de cette immigration qui, sauf en ce qui concerne les Basques, est en général individuelle et isolée.

Les Français se distinguent en ce qu'ils sont surtout artisans. La plupart savent un métier et n'accepteraient pas, comme d'autres, de devenir manœuvres ou terrassiers. Aussi les voit-on créer nombre de petites industries, d'ateliers indépendants, d'entreprises de toutes natures qui, peu à peu,

grossissent et prospèrent. L'œuvre économique française en Argentine est considérable. Dans toutes les branches de la production, les immigrants venus de notre pays ont ouvert la voie, et c'est grâce à leur hardiesse féconde que tant de procédés ont été essayés avec succès, que tant d'industries nouvelles se sont créées.

En 1842, des Français eurent l'idée d'utiliser la laine et les peaux de moutons, qui jusque-là étaient absolument dédaignées. Ils payèrent les premières laines et les premières peaux 0 fr. 05 le kilogramme, et en exportèrent la première année quelques ballots. Leur exemple ne tarda pas à être suivi, et la production augmenta rapidement. Cette laine est devenue une source considérable de richesse. La plus grande partie vient en France, 71.000 tonnes. Ils songèrent à l'amélioration de la race ovine créole par l'importation des rambouillets. Mais aujourd'hui cette importation a cessé, et c'est d'Angleterre qu'on fait venir les animaux destinés aux croisements.

Les premiers colons attirés dans l'Entre-Rios, en 1854, par le général Urquiza, furent des Français. Ils se consacrèrent à l'agriculture. On peut même dire que ce sont eux qui l'ont implantée dans la pampa et l'ont amenée aux progrès considérables réalisés depuis quelques années. Ils ont véritablement initié les Créoles à la culture du blé. Au début, craignant l'inconnu de la plaine, ils n'osaient pas s'éloigner et commencèrent par le jardinage dans le voisinage des villes. Mais peu à peu, rassurés au sujet des prétendues attaques des Indiens et des gauchos, ils

s'aventurèrent de plus en plus loin et firent faire de grands progrès à la culture du blé. Ce sont encore des Français, des Auvergnats, qui l'ont innovée plus tard dans le sud de la province de Buenos-Aires, qu'on avait considéré jusque-là impropre à la production des céréales.

Leur rôle a plus d'importance encore dans la création des industries qui ont pour objet de transformer les produits de l'agriculture. C'est ainsi qu'ils créèrent la minoterie, représentée par d'importants moulins à vapeur, groupés autour des grandes villes où se tiennent les marchés aux céréales, appartenant en grand nombre à des Français, ainsi que les quelques moulins à eau que l'on a pu établir dans les campagnes, où les cours d'eau permanents sont rares. On leur doit encore quelques essais de distillerie. La brasserie est aussi une importation française. La première, la brasserie Bickert, fut fondée en 1869. Les procédés et l'outillage ont été rapidement améliorés, et cette industrie est devenue fort importante, l'orge argentine ayant été reconnue bonne pour la fabrication de la bière. Il y a aujourd'hui 28 brasseries vendant annuellement 85 millions de litres. Des Français ont créé les premiers de nombreuses fabriques d'huile de lin, d'olives, d'arachide, de colza, des amidonneries, des fabriques de biscuits secs, de beurre, de fromages, de conserves alimentaires, de chocolat, des teintureries, des fonderies, des ateliers de construction, de carrosserie. Ces industries sont dues en général à l'initiative de quelques ouvriers hardis qui ont commencé avec des capitaux minimes.

Dans la viticulture et l'industrie sucrière, les Français ont été des initiateurs de premier ordre.

Dans les provinces de Mendoza et de San-Juan, la vigne importée d'Espagne a été acclimatée au XVIII^e siècle. Vers 1883 elle couvrait 3.000 hectares. Quand le chemin de fer pénétra à Mendoza, en 1885, on comptait déjà quelques vignobles français en plein développement, créés à côté des anciens établissements espagnols, exploités à la mode créole. On y fermentait les vins sous des vérandas, et on les conservait dans d'énormes jarres de terre cuite, plantées dans le sol par la pointe, ou dans des outres. Les Français introduisirent les cépages du Bordelais et de Bourgogne, qui se sont développés à merveille, sans rien perdre des qualités acquises dans le sol français. Ils détrônèrent les cépages espagnols, les muscats et autres raisins qui produisaient un vin douxereux, où une mauvaise fermentation, au lieu de transformer l'alcool, conservait une acidité acétique. Mais les procédés furent entièrement transformés par des maîtres de chais appelés de la Gironde. Depuis, l'invasion italienne, ici comme partout, a pris la place de nos compatriotes, et n'a eu que la peine d'imiter leurs méthodes et de suivre leur sillage. Actuellement les grosses fortunes sont faites là-bas par des viticulteurs italiens, comme Tomba et Gargantini. Les Français conservent encore quelques exploitations, mais d'une importance moindre.

L'industrie sucrière est encore une création française. Jusqu'à présent elle est restée en dehors de

l'accaparement italien. Il y a 40 usines dans toute la République, dont 31 dans la province de Tucuman seulement, où elles représentent un capital de 100 millions de piastres, avec une production de 140.000 tonnes de sucre. Dans cette même province, 80.000 hectares sont couverts de plantations de canne à sucre.

Ce sont des compatriotes qui eurent les premiers l'idée de pratiquer l'industrie sucrière sur une grande échelle. Aussi, du jour où elle a commencé à se développer, à se moderniser, cette industrie a demandé à la France des maîtres d'atelier, des ingénieurs, des ouvriers conducteurs. Ce sont les usines françaises qui ont fourni et qui fournissent encore aujourd'hui presque tout l'outillage de chaudières, de moulins, la chaudronnerie, les turbines, destinés aux raffineries de Tucuman, Santiago del Estero et Salta. D'importantes plantations et usines, parmi les plus prospères, appartiennent à des Français, comme M. Hileret, M. Nougès, etc. (1). Ils emploient en général la main-d'œuvre indigène. Celle-ci accepte des conditions telles que la concurrence italienne elle-même, pourtant très modeste dans ses prétentions, est obligée de s'abstenir.

Dans le domaine industriel et commercial, les Français ont eu autrefois une influence bien supérieure à celle d'aujourd'hui. Ils sont remplacés de jour en jour davantage par les Allemands. Malgré tout ils conservent encore une place honorable. Jadis

1. V. P. Walle, *l'Argentine telle qu'elle est*.

les hôteliers, boulangers et tailleurs étaient très souvent des Français ; mais aujourd'hui ils ont été presque partout supplantés par les Espagnols. Dans le commerce de la province, ils sont de moins en moins nombreux.

On compte encore quelques industriels français. Ainsi dans la province de Cordoba, un Français, M. d'Abbadie d'Arrast, dirige une importante entreprise de distribution de force et de lumière. Dans la même province, l'important barrage de San-Roque, qui permet d'irriguer 16.000 hectares, est l'œuvre d'ingénieurs français.

On pourrait citer nombre d'entreprises importante fondées par des Français à l'aide de capitaux français : la Compagnie française des Chemins de fer de Santa-Fe, la Compagnie d'assurances la « Franco-Argentina », la Compagnie générale française des Chemins de fer de la province de Buenos-Aires, la Compagnie de Rosario à Puerto-Belgrano, les tramways électriques de Rosario. Ce sont des Français qui ont obtenu la concession de trois lignes de chemins de fer aboutissant à Bahia-Blanca et de la construction du futur port de Puerto-Belgrano.

Dans l'ordre financier les Français viennent au second rang, après les Anglais. On évalue à 1.200 millions le total des capitaux français envoyés en Argentine (1). Une grande partie est mise en œuvre par des Français résidant dans le pays. Les princi-

1. Paul Walle, *op. cit.* : M. Alberto Martinez, dans *les Valeurs mobilières de la République argentine*, évaluait en 1907 nos capitaux à 900 millions.

paux établissements financiers français sont le Crédit foncier, la Banque hypothécaire franco-argentine.

* * *

Cependant notre influence en Argentine décline de jour en jour, reculant devant la supériorité numérique de l'immigration italienne, devant l'effort patient et tenace des commerçants et industriels allemands. Il est nécessaire que nous y prenions garde avant qu'il soit trop tard. Ne perdons pas de vue ce magnifique pays, où nous comptons tant de sympathies, et où nous pouvons maintenir notre rang avec de l'énergie et de l'audace. On regrette avec juste raison que le goût de l'aventure et du risque se perde peu à peu chez nous et que trop de Français préfèrent les situations sûres, mais forcément médiocres, des administrations publiques et privées, aux aléas et aux années de lutte que comporte forcément la création d'une industrie ou d'un commerce à l'étranger. « Notre horizon est borné, a dit M. Truchy, et notre idéal médiocre. Nous risquons peu, nous gagnons peu... Dans ces voies paisibles où les fils sont menés par les pères, et où, à leur tour, ils mèneront leurs enfants, nous trouverons peut-être le bonheur ; mais, à coup sûr, ce ne sont pas celles par où les peuples modernes marchent à la grandeur ni au rôle historique (1) ».

Ne nous désintéressons pas d'un pays où tant de nos compatriotes ont vécu, travaillé et créé, et où

il reste tant à faire pour les Français de l'avenir, s'ils savent lutter hardiment contre leurs rivaux italiens et surtout allemands. Les Argentins ne peuvent oublier l'œuvre considérable des savants, des pionniers, des hommes actifs et industriels venus de France, à qui on doit d'avoir montré la voie dans toutes les branches de la production, et d'avoir jeté la semence des richesses que d'autres moissonnent aujourd'hui. Nos immigrants n'ont pas cessé d'être particulièrement estimés et désirés. Ils constituent un élément de choix, une sélection d'une valeur économique très supérieure à celle de la foule compacte, mais pauvre et ignorante, venue d'autres pays.

CHAPITRE IV

LES BASQUES

Les statistiques officielles relatives à l'immigration ne mentionnent pas les Basques à titre distinct. C'est que, en effet, ils ne constituent pas une nation, un groupe indépendant. Ils sont donc compris dans les chiffres indiquant le nombre des immigrants français et espagnols. Au point de vue politique, il n'y a pas de peuple basque ; et les provinces de Guipuzcoa, Alava, Navarre et Biscaye, en Espagne, le département des Basses-Pyrénées, en France, sont à l'heure actuelle de simples divisions administratives dont la situation n'est en rien différente de celle des autres départements ou provinces. Mais il serait superficiel et inexact de s'en tenir à l'apparente uniformité du cadre politique. Si les Basques ne sont pas une nation, il est cependant incontestable qu'ils sont d'une race particulière. Leur langue, leur type physique, leurs mœurs, leur donnent une physionomie à part, qui les distingue profondément des autres peuples d'Espagne et de France.

De tout temps ils ont voyagé dans tous les pays du monde. Les premiers en Europe, ils sont allés pêcher sur les côtes du Canada, ils ont poursuivi la

baleine jusque sur les côtes du Groenland. Peuple essentiellement migrateur et colonisateur, ils ont cependant toujours conservé, dans les pays où ils sont allés s'établir, leur langue, leur manière de vivre et leurs traditions particulières. Cela s'explique par leur habitude d'émigrer en groupes importants; partout où ils se retrouvent, ils ne manquent pas de se réunir, de créer de multiples associations et même des journaux rédigés dans leur langue.

On trouve des Basques un peu partout dans le monde. Il n'est pas de lieu où ils ne soient allés. Mais l'Amérique du Sud, et en particulier l'Argentine, en a attiré le plus grand nombre. Il est très difficile de donner des chiffres précis, puisqu'on ne les mentionne pas à titre spécial dans les statistiques. On est obligé de se contenter d'évaluations assez hasardeuses. On compte environ 250.000 Basques français et espagnols en Argentine (1). Il est impossible de dire combien viennent d'Espagne et combien viennent de France. Quelle que soit leur provenance, les Basques ont des caractères distinctifs communs : même costume, même langue, même mode d'existence. Ils ont les mêmes journaux et vont jusqu'à se fondre dans les mêmes sociétés, comme l'importante Euskal-Echea à Buenos-Aires.

Ils méritent vraiment qu'on leur consacre une étude spéciale, car leur importance sociale et économique en Argentine est considérable. Ce n'est pas sans vraisemblance que certains Argentins notables,

1. Chiffre donné par le Dr Brisson dans une conférence faite à Montréal en 1908.

comme l'écrivain Basaldua et l'ancien président Carlos Pellegrini, affirment que l'élite de la société bonairienne est essentiellement basque. Dans les annales de la conquête du pays par l'Espagne, les noms basques se rencontrent fréquemment : Juan de Garay, devenu en 1565 gouverneur de la Plata ; Zabala, fondateur de Montevideo ; et bien d'autres que nous ne citons pas.



Au point de vue économique, l'œuvre des Basques est fort importante. Ils ont les premiers colonisé le pays, et l'ont doté de plusieurs de ses sources actuelles de richesse. Robuste, laborieux, tenace, le Basque fait montre, partout où il se trouve, d'esprit de hardiesse et d'initiative.

« Dans toutes les républiques de La Plata, a dit M. Daniel Munoz, ministre plénipotentiaire de l'Uruguay en Argentine, les Basques ont été des facteurs extrêmement importants pour la richesse et la colonisation. Suivant les traces de leurs deux nobles devanciers Garay et Zabala, les Basques commencèrent à émigrer au Rio de La Plata. Ils se répandirent sur les deux rives incultes du fleuve, et, quand ils les eurent fertilisées et peuplées de troupeaux, ils s'adonnèrent à l'industrie de la salaison. Peu à peu les Basques devinrent maîtres de la terre où paissaient leurs troupeaux ; et, peuplant le désert, groupant leurs maisonnettes sur l'emplacement des cités aujourd'hui prospères, ils étendirent la zone de la civilisation. Nombre de ces familles

honnêtes et laborieuses qu'ils ont fondées jadis occupent aujourd'hui les premiers rangs dans l'armée, dans la magistrature et la diplomatie, au parlement et au barreau.

» D'autres émigrants sont venus plus tard, qui ont puissamment contribué au merveilleux progrès de ces régions de La Plata. Mais nous ne devons pas oublier que les Basques ont été des premiers à venir dans ces plaines à peine encore sorties de l'inconnu, et que basques ont été nos premiers bergers, nos premiers laboureurs, nos premiers industriels. Nous devons nous souvenir qu'ils ont fondé nos cités les plus florissantes, qu'ils ont créé beaucoup de nos plus illustres familles, qu'ils ont été le noyau de toute une race d'hommes qui se sont distingués dans les multiples manifestations de notre vie agraire, commerciale et politique.

» Dans cet organisme complexe et puissant de la société bonairienne ou uruguayenne, l'un des plus énergiques facteurs d'activité est le sang basque qui court dans ses veines, le sang clair et pur d'une race forte, saine, entreprenante, honnête et belle (1). »

Il n'y a pas grand'chose à ajouter à cet éloge éloquent qui définit exactement les belles qualités dont la race euskarienne a justement le droit de s'enorgueillir. Voyons cependant avec quelques détails dans quelles branches de la production son action a été la plus féconde.

Au début du XIX^e siècle, on ne pratiquait pas

1. D. Munoz, *Etnologia vascongada*, Buenos-Aires, 1905.

encore comme aujourd'hui l'élevage rationnel et scientifique. D'immenses troupeaux maigres paissaient en rase campagne. Vaches et moutons se nourrissaient comme ils pouvaient, abandonnés sans soin dans la pampa. Aussi on laissait volontiers la laine à qui voulait la prendre. Les Basques n'hésitèrent pas à se livrer à cet exercice facile. Ils allaient par bandes se proposer dans les estancias comme tondeurs de moutons. Ayant ainsi acquis pour un prix minime un nombre respectable de toisons, ils vendaient la laine à Buenos-Aires à bon compte.

Mais bientôt ils trouvèrent une autre occasion de profits importants. Ils s'en allèrent dans les grandes fermes de la pampa voisines des frontières des tribus indiennes, et se firent accorder par contrat par les propriétaires le droit de capturer et de s'approprier toute bête rencontrée et non marquée. A cette époque, les bergers, qui avaient à garder des milliers d'animaux, n'arrivaient pas à les marquer tous. D'autre part, les troupeaux des Indiens franchissaient parfois les clôtures des zones où ils étaient installés. C'étaient pour les Basques autant de proies qu'ils capturaient au lasso. Les bêtes trouvées sans marque étaient abattues, et leurs peaux, rapidement enlevées, étaient vendues ensuite. Cela finit par devenir un commerce important qui assura d'assez gros profits. Mais ces procédés appartiennent aujourd'hui à l'histoire, car les éleveurs se réservent maintenant les dépouilles de leurs animaux, dont le prix a augmenté par suite des améliorations

dans la nourriture et les soins donnés aux bestiaux.

L'industrie de la laiterie a été et demeure encore en Argentine un domaine presque exclusivement réservé aux Basques. Les premiers « lecheros » basques achetèrent quelques vaches pour un prix dérisoire, et s'établirent près des faubourgs des villes. Ils étaient déjà formés à l'art de soigner le lait, et d'en tirer fromages, beurres, caillés. Aussi l'industrie locale du lait et du beurre au détail a fini par tomber presque entièrement entre les mains des Basques. Ce fut au début un métier dangereux. Les laitiers basques étaient fréquemment attaqués par des gauchos ou des Indiens, et devaient parfois faire le coup de feu pour se défendre. Mais aujourd'hui ils exercent en toute sécurité leur honnête industrie. Certains même l'exercent très en grand. Une dizaine de Basques, avec un capital important, ont fondé à Buenos-Aires une grande crèmerie, la « Union Argentina », qui possède cinquante-deux usines dans la campagne bonairienne et centralise presque toute la production de beurre de la région.

L'industrie des saladeros, qui fut pendant de longues années la principale de l'Argentine, a attiré beaucoup de Basques. Les saladeros sont de vastes abattoirs où, pendant six à sept mois de l'année, on égorge, dépèce et sale un nombre énorme de bœufs, ensuite expédiés aux grands ports. C'est un travail dur mais rémunérateur. Beaucoup de Basques, commençant comme ouvriers, ont réussi, grâce à un labeur énergique, à réaliser vite un petit capital pour s'établir à leur tour ; et ils ont fini en peu de temps

par monopoliser cette industrie. C'est à eux qu'appartiennent tous les saladeros établis sur les rives de La Plata. Ils ont même porté cette industrie à l'intérieur des terres.

L'élevage, grâce à eux, a fait d'énormes progrès. Dès 1842, ils commencent à s'y consacrer. A cette époque, le soin des troupeaux appartenait aux gauchos comme un privilège qu'ils défendaient jalousement. Ces gauchos, métis d'Indiens et de Blancs, étaient des demi-sauvages, vivant dans de sordides ranchos ; leurs principes en matière d'élevage étaient tout à fait rudimentaires. Plus d'une fois des étrangers avaient tenté de les apprivoiser et de leur faire adopter des méthodes plus rationnelles. Mais ceux qui avaient échappé au couteau de ces irritables compagnons ne tardaient pas, découragés, à quitter les ranchos et ces tristes solitudes où la civilisation n'avait pas fait son apparition. Les bergers euskariens ne craignirent pas de s'aventurer sur le terrain dangereux où tant d'autres avaient échoué. Admirablement tenaces et rusés, ils flattèrent au début la ridicule vanité du gaucho, qui se targuait d'être l'unique connaisseur en travaux d'élevage ou d'agriculture. Ils réussirent à gagner sa confiance, et substituèrent peu à peu leurs procédés de travail aux siens. On ne tarda pas à reconnaître leurs qualités, et les estancieros les recherchèrent pour leur donner des postes de « mayordomos » ou contre-maitres. Ils devenaient ainsi les chefs de ce gaucho dont ils avaient subi avec patience et pendant si longtemps les ridicules prétentions. Beaucoup, com-

mençant comme domestiques ou subalternes, d'ailleurs très appréciés de leurs maîtres pour leur honnêteté et l'intelligence des soins qu'ils donnaient aux troupeaux, acquéraient quelques animaux qu'ils élevaient avec ceux des maîtres, et finissaient souvent par s'associer avec les propriétaires. Ils remplacèrent dans les estancias la routine suivie jusque-là par des méthodes plus perfectionnées. Ils surent augmenter la valeur et la quantité des produits, viandes, laines et cuirs, en modifiant les procédés et en variant les fourrages.

Les Basques se sont consacrés aussi à la culture et au défrichement. Débutant en qualité de pâtres, laitiers, garçons de ferme, ils réussissent à devenir fermiers et propriétaires. Très apprécié comme travailleur agricole, le Basque, intelligent et actif, ne tarde pas à s'élever et à acquérir une partie de la grande propriété où il a commencé comme simple salarié.

On cite souvent l'histoire typique de Pierre Luro (1) Après avoir débuté, en 1837, dans un saladero, il acheta avec les économies réalisées 200 hectares et un petit troupeau. Puis il se mit à planter des arbres. Un riche voisin lui proposa de planter aussi des arbres dans sa propre estancia à raison de 4 centimes par arbre ordinaire, et 25 centimes par arbre fruitier à noyau, payables à la fin de bail. Le terme venu, c'est-à-dire cinq ans, les arbres étaient si nombreux que leur valeur dépassait non seulement celle du terrain planté, mais encore celle de toute la pro-

1. V. P. Lhande, *l'Émigration basque*.

priété du voisin. Aussi le propriétaire dut abandonner ses 5.000 hectares à Luro plutôt que de payer les arbres.

Il partit ensuite dans le sud de la province de Buenos-Aires où les terres, encore presque désertes, n'avaient guère de valeur. Les vaches, à l'état sauvage, erraient librement. On les capturait au moyen du lasso et des bolas (1), ce qui était long et difficile. Luro proposa à un estanciero de lui acheter toutes ses bêtes à cornes à raison chacune de dix piastres. Au lieu d'employer le système de capture routinier usité chez les gauchos, l'ingénieur Basque imagina d'appriivoiser les bestiaux, en supprimant les folles chevauchées et en les habituant à se laisser approcher par les gardiens. En un an, il réussit à capturer 35.000 vaches et taureaux.

Plus tard, il acheta des terres au delà de Bahia-Blanca, sur les bords du Rio-Colorado, et y installa 300 Basques qu'il fit venir de son pays, la Basse-Navarre. En même temps, il faisait un commerce important de peaux et de laines. Il construisit un saladero qui devint un des plus grands du Rio de La Plata. Il est mort, laissant 40 millions.

On voit par cet exemple fameux comme les Basques sont aptes à entreprendre toutes sortes d'industries et de commerces, à se lancer bravement dans l'inconnu, à oser avant tous les initiatives les plus hardies.

1. Longue corde au bout de laquelle sont attachées deux ou quatre petites boules.

Nous avons cité le commerce de la laine, le commerce des cuirs, l'élevage, la laiterie, l'industrie des saladeros, le défrichement, comme étant les branches d'activité dans lesquelles les Basques se sont particulièrement distingués, Mais il est bien d'autres domaines où on les retrouve. Beaucoup se sont adonnés à la briqueterie, industrie vite prospère, ce qui s'explique étant donné le développement rapide de Buenos-Aires et l'insuffisance de la pierre de construction. D'autres ont repris l'ancien métier du pays natal et se sont faits sandaliers.

C'est à des Basques qu'on doit tant d'idées ingénieuses, tant de créations fécondes qui font aujourd'hui la fortune de l'Argentine. M. Céré, originaire de la Soule, prévoyant que le développement subit de l'agriculture nécessiterait un nombre énorme de sacs pour les grains et les céréales, créa immédiatement cette industrie. Les sacs furent d'abord cousus à la main. Mais peu à peu les moyens ont été perfectionnés, et maintenant il possède une grande usine qui produit journellement 250.000 sacs. M. Sansinena, un autre Basque français, introduisit en Argentine l'industrie frigorifique, ce qui eut pour effet de substituer la viande congelée à la viande salée, et porta un tort considérable à l'énorme industrie des saladeros. M. Ribes, originaire de Bayonne, entra petit commis dans une compagnie de navigation. Ayant appris le mécanisme des affaires et réalisé quelques économies, il acheta un modeste bateau et commença à faire concurrence à la puissante compagnie dont il sortait. Peu à peu il put acquérir

de nouveaux vapeurs, et finalement mourut, laissant une flotte estimée 20 à 25 millions, qui fait un excellent service de navigation sur le Parana et l'Uruguay.

Le croirait-on ? On trouve des Basques même dans la banque. En 1908 fut fondée El Banco basko-argentino, qui fait toutes les opérations ordinaires de banque, mais dont l'objet principal est d'acquérir de grands domaines fonciers, de les fractionner, et de vendre les lots payables suivant un système d'amortissement analogue à celui de notre Crédit Foncier.

*
* * *

Ces rudes et simples montagnards, qu'on croirait aptes uniquement aux travaux des champs et au soin du bétail, se sont révélés des colonisateurs et des initiateurs de premier ordre. Entre tous les étrangers, ce sont eux que l'Argentine reçoit avec le plus de faveur, car on sait que, s'ils arrivent avec un bien mince bagage, ils ne tardent pas à créer autour d'eux, dans le pays qui les accueille avec une particulière sympathie, la prospérité et la richesse.

En 1905, désireux de reconnaître officiellement les bienfaits de l'immigration basque, le président de la République a posé lui-même à Buenos-Aires la première pierre de la maison basque, de l'importante association Euskal-Echea.

CHAPITRE V

LES ANGLAIS

Dans la statistique, les Anglais viennent loin derrière les immigrants déjà cités. Si on ne se préoccupait que du nombre, c'est à peine si on les mentionnerait dans cette étude. Mais leur influence sur le progrès argentin a été tellement importante que ce serait être incomplet que ne pas signaler leur rôle.

De 1857 à 1913, il est entré dans le pays 50.000 immigrants anglais. En y ajoutant ceux qui étaient venus antérieurement, et les passagers des classes supérieures, on arrive avec peine à un total de 65.000 pour la durée d'un siècle. On peut fixer à environ 35.000 le nombre de ceux qui résident actuellement dans la République. En 1913, il est venu seulement 2.132 immigrants anglais.

On les trouve répartis sur tout le territoire. Certains même, avec une audace et un courage incroyables, se sont installés dans les parties les plus lointaines et les plus désertes du Centre et du Sud. Ils sont 6.000 dans la capitale fédérale, 1.500 à Rosario, On en trouve des groupes plus ou moins importants à La Plata, Bahia-Blanca, Cordoba, Mendoza. Mais le plus grand nombre se sont établis dans le sud de

la province de Buenos-Aires, et dans les territoires de Neuquen, Rio-Negro, Chubut et Santa-Cruz.

* * *

Cette immigration, d'importance numérique faible, est d'une qualité particulière et d'une valeur économique supérieure. Les initiatives qu'elle prend sont nombreuses, et les intérêts qu'elle représente sont puissants. La force des Anglais réside aussi en grande partie dans l'importance des capitaux qu'ils ont mis en œuvre en Argentine. On les trouve à la tête de toutes les grosses entreprises. Pendant longtemps ils ont inondé le pays de leurs produits. « Toutes les sociétés industrielles, commerciales et minières, dit l'économiste Lorini (1), qui figurent dans la statistique argentine, portent la marque « limited », au point de donner l'impression qu'il s'agit d'une colonie purement anglaise ». On n'en finirait jamais, si on voulait dresser la liste des opérations de crédit, des sociétés, entreprises, travaux publics, établissements, où figure en tout ou en partie le capital anglais. « Le capital anglais, a dit Alberto Martinez (2), ancien ministre des finances d'Argentine, a été le grand moteur de tous les progrès du pays. »

En 1825, on contracte en Angleterre le premier emprunt d'un million de livres. Depuis lors presque tous les emprunts ont été contractés à Londres, et on ne peut en citer un seul qui ait abouti sans la

1. Lorini, *Problèmes économiques et financiers de l'Argentine*.

2. Alberto Martinez, *les Valeurs mobilières de l'Argentine*.

participation des capitalistes anglais. Il est assez difficile de connaître le chiffre exact du total des capitaux anglais employés dans le pays. On n'a sur la question que des données incertaines et difficiles à apprécier. M. Alberto Martinez évaluait en 1907 le capital anglais à 250 millions de livres. M. Jason Rigby, président l'assemblée générale de la compagnie du chemin de fer du Sud pour le règlement de l'exercice 1908-1909, déclara que le capital anglais en Argentine s'élevait au chiffre fabuleux de 500 millions de livres, soit 12.500 millions de francs. La disproportion entre ces deux données est énorme. Cependant, au dire de M. Anibal Latino, le chiffre donné par M. Martinez en 1907 serait aujourd'hui inférieur à la réalité, car depuis cette date on a augmenté le capital des compagnies de chemins de fer et de tramways, on a contracté de nouveaux emprunts, et diverses entreprises, comme la Compagnie de navigation Mihanovitch et le chemin de fer andin, qui jusque-là fonctionnaient exclusivement avec des capitaux argentins, ont été acquises par des capitalistes anglais. Aussi M. Latino évaluait en 1910 le capital anglais à 350 millions de livres, soit 8.750 millions de francs.

L'industrie des transports terrestres est à peu près monopolisée par les Anglais. C'est à eux qu'on doit la construction extrêmement rapide du réseau ferré, qui est particulièrement serré dans la province de Buenos-Aires. Ils ont pris la part la plus importante dans les grands travaux des ports à Buenos-Aires, Rosario, Bahia-Blanca, Ingeniero White où l'usage

de la langue et des mesures anglaises est presque général.

Dans la finance et le commerce ils viennent tout à fait en tête. Bien que dans cette dernière branche ils aient maintenant à faire face à la redoutable concurrence allemande, on ne peut oublier que les premières grosses maisons de commerce furent fondées par des Anglais dès le début du siècle dernier. Même avant l'Indépendance, il y avait déjà des marchands anglais qui faisaient le négoce à La Plata. L'expédition navale de 1806 montre bien que les Anglais avaient déjà la préoccupation d'étendre leur influence à ce pays. Jusqu'en 1830, ils y eurent incontestablement le monopole du commerce. Mais à cette époque les produits français commencèrent à être introduits par nos compatriotes et obtinrent la faveur du public. Les Anglais ont conservé malgré tout une situation commerciale de premier ordre.

La majeure partie de la colonie anglaise de Buenos-Aires est composée de gens de la classe moyenne, employés dans les administrations et les affaires. L'Angleterre n'envoie pas de travailleurs non qualifiés, ni même d'ouvriers, mais des contremaîtres, et surtout des ingénieurs qui dirigent les travaux.

Les grands financiers anglais qui sont à la tête des grosses affaires les dirigent de Londres et ne résident pas en Argentine. De temps en temps, ils viennent y passer quelques mois ou y envoient quelqu'un de leur famille, afin de se rendre compte de l'état des affaires.

La plupart des Anglais sont dans la banque, le commerce et l'industrie ; mais on en compte aussi d'assez nombreux qui s'occupent d'élevage et d'agriculture. Il faut distinguer parmi ces derniers deux catégories. Il y a d'abord les riches estancieros disposant de gros capitaux, ce qui leur permet de faire de l'élevage très en grand, d'essayer sur une vaste échelle l'amélioration des races d'animaux. Ils ont joué un rôle important en cette matière. Ils ont fait venir d'Angleterre des vaches et taureaux Durham, Hereford, Norfolk, des brebis et moutons Lincoln, Soth-Down, Leicester, etc. Par de judicieux croisements avec des animaux de premier choix, ils ont transformé complètement les races créoles. Malheureusement cela a eu l'effet regrettable d'arrêter l'importation de nos races françaises, qui ont aussi leur valeur.

Il y a une autre catégorie d'immigrants anglais, mais ceux-là appartiennent plutôt à la classe pauvre. On compte quelques Irlandais qui font surtout de l'élevage. Il faut citer surtout la colonie galloise du Chubut. Ces colons vinrent s'installer en 1866 sur la côte, dans le territoire du Chubut, à 1.350 kilomètres de Buenos-Aires par voie maritime. Ce groupe gallois resta longtemps isolé du reste du monde, car les premières autorités argentines ne sont venues dans ce territoire que depuis une vingtaine d'années. Ce fut une colonie très fermée où on n'admettait exclusivement que des Gallois. Ces hommes ignorants, mais énergiques, déployèrent une grande activité. Ils construisirent un grand canal et d'autres plus petits

dérivés du Chubut, afin d'irriguer leurs propriétés. Ils plantèrent aussi de longues avenues d'arbres. Leurs cultures sont surtout le blé et la luzerne. Ils ont fondé plusieurs centres gallois : Rawson, qui possède 1.500 habitants en majorité anglais, Trelew, Gailan. On dit que ces Gallois, après les rudes efforts du début, se sont ralentis dans leur fièvre d'activité, et qu'il n'y a plus à attendre de grands progrès dans leurs colonies (1).

*
* * *

En résumé, à part une minorité, l'immigration anglaise en Argentine est composée d'éléments supérieurs. L'œuvre accomplie, les remarquables qualités manifestées ici comme partout par ces hommes sérieux, énergiques, audacieux, les fait particulièrement apprécier. L'énormité des capitaux apportés et mis en œuvre par eux rend plus féconds leurs travaux et leurs initiatives.

Ils viennent en Argentine en hommes d'affaires pratiques, confiants dans leur puissance, sûrs du succès, et ils réussissent avant tous les autres étrangers. Ils doivent maintenant subir l'assaut redoutable de leurs rivaux allemands, mais la guerre actuelle leur assure sur ces derniers un avantage marqué au point de vue commercial. La maîtrise de la mer permet aux Anglais de paralyser le commerce allemand et de s'emparer du marché. Cela augmentera leur situation, qui est déjà de premier ordre.

1. Paul Walle, *op. cit.*

CHAPITRE VI

LES ALLEMANDS

Venus les derniers, les Allemands, avec une audace et une rapidité prodigieuses, ont rattrapé leurs devanciers anglais et français, et ils n'auraient pas tardé à les dépasser si la guerre européenne n'était venue subitement bouleverser l'ordre des choses. Ils sont encore peu nombreux, et cependant leur influence gagnait d'année en année, et on prévoyait qu'ils devaient conquérir avant peu une situation, tout à fait prépondérante. Mais les événements actuels et leurs conséquences probables auront pour effet de porter un coup fatal à leur prestige et à leur situation économique.

L'immigration allemande n'a guère eu d'importance appréciable avant 1880, et elle est encore aujourd'hui très faible numériquement. Le total des immigrants arrivés jusqu'en 1913 ne dépasse pas 55.000, ou 65.000 si on compte les passagers. En 1913, il est entré seulement 4.620 immigrants allemands. Cependant la colonie allemande, en 1910, dépassait déjà en nombre la colonie anglaise, comprenant 43.320 individus contre 33.881 Anglais. Il y a 6.000 Allemands à Buenos-Aires, 1.500 à Rosa-

rio, 900 à La Plata ; le reste est réparti dans tout le pays.

*
* * *

Il est piquant de rappeler que Frédéric List avait prévu l'établissement de ses compatriotes dans l'Amérique Latine, et le programme de pénétration qu'il préconisait est exactement celui qu'ils ont suivi.

« Nous sommes très loin, dit-il, de partager l'opinion que les contrées de l'Amérique situées sous la zone torride offrent moins d'avantages à la colonisation allemande que le climat tempéré de l'Amérique du Nord.

» Bien que prévenus, nous l'avouons, en faveur de ce dernier pays, nous ne devons pas moins déclarer ici que, du point de vue national, l'émigration dans l'Amérique centrale et méridionale, bien conduite et opérée sur une grande échelle, promet à l'Allemagne des avantages beaucoup plus grands...

» Les Allemands qui vont s'établir dans l'ouest de l'Amérique du Nord ne contribuent pas sensiblement à augmenter la demande des produits des fabriques allemandes, et, sous ce rapport, l'émigration dans l'Amérique du Centre et du Sud mérite beaucoup plus et a beaucoup plus besoin d'être encouragée.

» Ces dernières contrées sont surtout destinées à produire des denrées tropicales ; jamais elles n'iront loin dans l'industrie manufacturière. Il y a là un marché neuf et vaste à conquérir. Ceux qui y établiront de solides relations les conserveront à tout jamais. Dépourvues de l'énergie morale pour parvenir

à un plus haut degré de culture, pour fonder des gouvernements réguliers et stables, ces contrées comprendront mieux chaque jour la nécessité d'une assistance du dehors par le moyen de l'immigration. Les Anglais et les Français y sont haïs pour leur arrogance par des peuples jaloux de leur indépendance nationale ; les Allemands y sont aimés pour le motif contraire. Les États du Zollverein devraient par conséquent porter de ce côté toute leur attention.

» Il faudrait organiser un bon système d'agents consulaires et diplomatiques allemands en correspondance les uns avec les autres. Il faudrait inviter de jeunes naturalistes à parcourir ces pays, et à les faire connaître par des rapports impartiaux, de jeunes négociants à les explorer, de jeunes médecins à y aller pratiquer leur art. Il faudrait appeler à la vie, soutenir par des prises d'actions sérieuses et environner d'une protection particulière des compagnies qui se constitueraient dans les places maritimes, pour acheter dans ces contrées de vastes espaces de terre et pour les coloniser avec des Allemands, des sociétés de commerce et de navigation ayant pour but d'y ouvrir de nouveaux débouchés aux produits des fabriques allemandes et d'organiser des lignes de paquebots, des sociétés minières, qui se proposeraient d'employer les lumières et le labeur des Allemands à l'exploitation d'immenses richesses minérales (1). »

1. Frédéric List, *Système national d'Économie politique*, livre IV, chap. IV.

List avait pressenti avec une grande clairvoyance quelle méthode de pénétration économique devait être et a été suivie par ses compatriotes dans les pays vastes et riches de l'Amérique latine, en particulier en Argentine. Cependant, nous devons faire quelques réserves sur ce qu'il dit. La plupart des pays de l'Amérique centrale et méridionale ne produisent guère que des denrées tropicales ; mais on ne peut en dire autant de l'Argentine, de l'Uruguay et du Chili, qui donnent en outre, et en bien plus grande quantité, tous les produits des pays tempérés. D'autre part, il est exagéré de prétendre que les Français sont haïs pour leur arrogance par les populations sud-américaines. S'il est vrai que certaines attitudes de supériorité et de dédain, d'ailleurs regrettables, provoquent parfois des susceptibilités, cela n'empêche pas qu'en général les Français sont reçus avec une particulière sympathie par leurs frères de race et de culture.

Les Allemands sont venus tard en Argentine, plus tard qu'au Brésil où ils ont fondé des colonies importantes dans l'État de São-Paulo. Mais leur habileté diplomatique et commerciale leur a valu de s'introduire, en moins de quarante ans, non seulement dans toutes les branches de la production, mais encore dans les services publics, dans l'armée et l'enseignement.

Leur immigration à La Plata n'a pas les mêmes caractères que celle qui se porte (1) vers les États-

1. Ou plutôt qui se portait, car elle a considérablement diminué depuis quelques années.

Unis et le Brésil. Cette dernière est collective, et composée, pour la plus grande partie, de travailleurs agricoles sans capitaux, qui abandonnent leur patrie sans esprit de retour. Au contraire, les Allemands qui vont en Argentine, de même que les Anglais et la plupart des Français, appartiennent en général à la classe moyenne. Ils sont instruits, pourvus de capitaux. Ils viennent fonder des industries, établir des succursales de maisons de commerce, participer aux grands travaux publics ou privés. C'est une immigration individuelle, peu importante numériquement, mais d'une grande valeur économique.

L'Allemagne n'a pas envoyé seulement des professeurs aux universités et des instructeurs à l'armée argentine, mais aussi chaque année un nombre grandissant de voyageurs, de représentants de commerce, qui parcourent tout le pays dont ils apprennent la langue, qui répandent les produits de leurs industries nationales. Ils cherchent, bien plus que les Français, à satisfaire la clientèle, à flatter ses goûts, à lui fournir les produits qu'elle réclame, au lieu de lui en imposer d'autres qu'elle ne veut pas (1).

« Le commerce allemand, dit M. Pierre Baudin (2), est surtout propagé par des voyageurs habiles, tenaces, organisés suivant une méthode éprouvée. Ils font une enquête des besoins régionaux, de la valeur marchande des objets réclamés ; ils la trans-

1. Il est arrivé, par exemple, à un certain moment, que des Français, dans l'industrie sucrière de la province de Tucuman, durent commander des machines en Allemagne, faute de pouvoir obtenir des constructeurs français les modèles qu'ils désiraient.

2. Pierre Baudin, *l'Empire allemand et l'Empereur*, 1912.

mettent à leurs maisons, proposent un prix de vente aux patrons. Ceux-ci font leurs calculs, et au besoin sacrifient leurs bénéfices afin d'imposer leurs marques ».

M. Jullemier, consul de France à Stuttgart, écrivait dans un rapport de 1902 : « Les représentants de commerce ont été un des grands facteurs du développement commercial de l'Allemagne, par leur nombre d'abord, qui fait qu'on les rencontre partout, puis par leurs qualités personnelles de souplesse, d'opiniâtreté, de facilité à prendre le goût du client et à essuyer ses refus et, enfin, par leur connaissance des langues étrangères. Les Allemands ont pu inonder le globe entier de leurs voyageurs, et il est tout naturel qu'ils songent à pousser jusqu'à la dernière limite un système qui leur a si bien réussi jusqu'à présent » (1).

En pratiquant en Argentine ce système de propagande commerciale intensive, ils ont réussi non seulement à concurrencer la toute-puissance anglaise dans le grand commerce, mais même les Italiens et les Espagnols à qui appartenait le commerce de détail. Ils introduisent par quantités croissantes des marchandises de qualité souvent médiocre, mais bon marché, et qui obtiennent la faveur de la clientèle modeste, qui est en même temps la plus nombreuse. Ils font même aujourd'hui une concurrence sérieuse aux maisons françaises et anglaises pour la fourniture des machines et du matériel de chemin de fer,

1. M. Jullemier, *Rapport sur la situation économique de l'Allemagne* en 1902.

wagons et locomotives, bien que les compagnies soient toutes anglaises ou françaises. Le résultat a été le développement incroyablement rapide du commerce germano-argentin, qui a augmenté en vingt ans de 300 o/o.

Dans l'industrie on signale un progrès analogue. Une compagnie allemande est chargée presque exclusivement de fournir l'éclairage, la traction et la force motrice électriques à la ville de Buenos-Aires. Les Allemands ont fondé des fabriques d'extrait de viande, d'extrait de quebracho. Dans le domaine agricole, ils n'occupent encore qu'une place peu importante, mais ils sont représentés. Ils ont fondé quelques colonies, et on compte aussi quelques grands estancieros allemands.

C'est à la compagnie de navigation Hambourg-Sud-Amérique qu'on doit le développement récent de la population et des exploitations agricoles dans les territoires du Sud. Lorsqu'en 1901 elle organisa un service de vapeurs sur la côte du Sud, c'était une entreprise assez hasardeuse, car il n'y avait là que fort peu d'habitants, et, seule, une partie minime du territoire était cultivée. Elle a eu confiance dans la vitalité et le développement du pays, et avec raison, car, depuis, de nouveaux centres et de nouvelles exploitations se créent rapidement sur cette côte.

Dans le domaine financier, les Allemands arrivent encore loin derrière les Anglais, mais il faut déjà tenir compte de leur existence. Ils possèdent deux banques importantes, la Banque allemande transa-

tlantique et la Banque germanique. Ils commencent à participer aux emprunts publics et privés.

■
* *

On ne saurait contester, sans aveuglement, l'importance économique grandissante de l'immigration germanique en Argentine. Avec une rapidité déconcertante, les Allemands se sont implantés dans le pays, et y ont acquis une situation solide.

Leurs succès dans la lutte industrielle et commerciale leur ont valu l'admiration de beaucoup d'Argentins. « Peu importe qu'ils manquent d'originalité, dit M. Anibal Latino, peu importe qu'ils se bornent à copier ce qu'ils trouvent de mieux en Angleterre, en France, aux États-Unis et en Italie. Personne ne peut nier leurs qualités extraordinaires d'assimilation, leur admirable esprit d'initiative, leur solide éducation commerciale, qui en font de redoutables concurrents dans la lutte économique. Eux, qui ont tant copié et imité partout, pourraient maintenant être imités avec profit par les autres peuples. »

Ce qui contribue particulièrement à leur concilier les sympathies argentines, c'est la facilité avec laquelle ils adoptent la langue, le costume, la vie et les mœurs du pays. Les Allemands, comme d'ailleurs cela a été reconnu dans tous les pays étrangers où ils se sont établis, sont un élément particulièrement assimilable. Un écrivain italien qui a beaucoup étudié les questions américaines, M. Guglielmo Ferrero, dit à ce sujet : « Les émigrants allemands se fondent et s'absorbent facilement dans la masse de la popula-

tion dominante. Ils adoptent sa langue, ses coutumes, ses sentiments et ses idées, et ils perdent tout caractère national au bout de deux ou trois générations. »

Pour toutes ces raisons, et aussi grâce aux habiles manœuvres du gouvernement allemand, se traduisant par des manifestations répétées de sympathie officielle, notamment le voyage du Prince Henri de Prusse, les Allemands augmentaient chaque jour leur influence dans le pays. Malgré leurs incontestables affinités intellectuelles avec la France, beaucoup d'Argentins ne cachaient pas leur admiration pour nos adversaires, qui jouissaient jusqu'ici du prestige du succès. Aussi le commerce allemand progressait avec rapidité, l'industrie allemande obtenait des commandes sans cesse plus nombreuses au détriment de la nôtre, grâce à l'activité de leurs agents commerciaux établis en Argentine.

Mais la guerre européenne, comme on peut dès à présent le prévoir, aura des conséquences très graves pour nos rivaux. Vaincus sur les champs de bataille, comme dès maintenant personne en Europe et en Amérique ne doute qu'ils le soient, leur défaite leur causera sur le terrain économique des pertes considérables et beaucoup plus difficiles à réparer que les autres. Leurs relations maritimes avec le dehors sont interrompues, et leur marine marchande saisie ou paralysée. A la perte du prestige, résultant des échecs militaires d'une armée proclamée invincible, s'ajoute la perte des marchés, par suite de l'arrêt des communications et des transports.

L'Angleterre et la France peuvent mettre largement à profit cette situation. Restées libres du côté de la mer, pouvant s'approvisionner de matières premières, il leur est possible de maintenir dans une certaine mesure le fonctionnement de leurs industries, et de continuer le service régulier de leurs transports. Il leur est facile, par conséquent, de se substituer aux Allemands sur le marché argentin, d'accepter et d'exécuter les commandes que ceux-ci sont dans l'impossibilité d'exécuter. Pour peu que la guerre se prolonge, les Allemands arriveront à perdre presque entièrement leur situation au profit de leurs adversaires, capables de continuer à fournir le marché à la place des défaillants, frappés dans leurs transports maritimes.

L'effet de cette situation serait éphémère, et les Allemands ne tarderaient pas à regagner le terrain perdu, si nous, Français, nous ne parachevons notre victoire militaire et économique, en modifiant profondément et résolument nos méthodes commerciales. Envoyons en Argentine de nombreux voyageurs pour représenter nos marques. Donnons à la clientèle ce qu'elle désire et ce qui convient à son usage, au lieu de persister dans les vieilles routines et d'imposer notre goût personnel. Ce serait le fait d'un patriotisme inintelligent d'ignorer volontairement nos adversaires. Ce sera faire œuvre plus éclairée d'étudier soigneusement leurs procédés commerciaux, et de nous assimiler ce qu'ils ont de meilleur. Nos qualités propres n'y perdront rien ; cela leur permettra au contraire de s'épanouir plus fructueu-

sement. C'est seulement grâce à un effort énergique et persévérant, que nous arriverons à reprendre en Argentine notre situation ancienne, et à l'asseoir solidement.

CHAPITRE VII

ÉLÉMENTS DIVERS

Nous avons étudié jusqu'ici les immigrants dont l'importance est la plus marquée, soit par suite de leur nombre, comme c'est le cas des Italiens et des Espagnols; soit en raison de leur valeur économique et de leur influence sociale, ce qui s'applique aux Français, aux Anglais et aux Allemands. Mais n'oublions pas que l'immigration qui pénètre en Argentine est extrêmement variée, et qu'elle comprend à peu près toutes les races de l'Europe.

Nous avons donné la première place à ceux qu'on doit justement appeler les grands artisans de la prospérité argentine. Ce serait être incomplet que de passer sous silence les autres éléments de moindre importance, dont le rôle, malgré tout, est utile et actif. Il faut y ajouter certains autres éléments, qui ont fait leur apparition à une date récente, mais dont l'importance numérique progressera certainement beaucoup dans l'avenir.

I. — Les Austro-Hongrois

Les Austro-Hongrois sont assez nombreux en Argentine. Il en est entré plus de 85.000 dans le

pays, dont 4.317 en 1913. Plus de 45.000 y résident actuellement. On en compte 5.000 à Buenos-Aires, 1.300 à Rosario, 700 à La Plata. Diverses colonies ont été fondées et peuplées exclusivement par des Austro-Hongrois : Apostoles et Santa-Ana, par exemple, dans le territoire de Misiones. Ils comprennent évidemment des éléments très divers par la race et les caractères : des Allemands, des Hongrois et des Italiens, qui se confondent au point de vue ethnique avec les individus de même race, appartenant à d'autres nationalités.

Ce sont des immigrants généralement estimés. Ils sont sobres, paisibles, possèdent toutes les qualités des bons travailleurs, forment une race forte, accoutumée aux travaux pénibles. Ils s'adaptent facilement à n'importe quel climat, et sont de goûts et de prétentions modestes. Ils n'apportent pas de capitaux, mais leur caractère laborieux est très apprécié.

II. — Les Suisses

Sur 40.000 Suisses entrés dans le pays, il en reste actuellement environ 25.000, dont 3.000 à Buenos-Aires, 600 à Rosario, 300 à La Plata. Le plus grand nombre est établi dans les campagnes. Ils sont venus nombreux à certaines époques ; mais, en 1913, on ne compte guère que 880 nouveaux arrivants.

Les Suisses ont été en Argentine des colons de la première heure, des pionniers comparables aux Basques. Ils se sont aventurés dans les régions éloignées, et, malgré les attaques des Indiens et des

gauchos, les vexations et les difficultés de toutes sortes, ils se sont livrés à la culture et à l'élevage. Avec un courage et une ténacité qu'il convient de souligner, ils n'ont pas craint de marcher à l'avant-garde dans les vastes étendues désertes, sans se laisser décourager par les obstacles naturels et le voisinage dangereux des indigènes. Plusieurs des colonies les plus anciennes, c'est-à-dire fondées en 1856, l'ont été par des familles suisses. El Baradero, dans la province de Buenos-Aires, doit son origine à un groupe d'habitants de Fribourg. Les colonies Esperanza et San-Carlos dans la province de Santa-Fé, celle de San-José dans la province d'Entre-Rios, furent fondées par des familles du canton de Valais. Depuis, bien d'autres ont été créées : Humboldt, Gessler, Grütli, etc. Elles se distinguent par leur parfaite prospérité, le bon aspect des maisons entourées de jardins, les routes bordées d'arbres, et les méthodes de culture qui sont appliquées, très modernes et appropriées aux régions.

On reconnaît aux immigrants suisses de précieuses qualités. Ils sont sérieux, simples, modestes et laborieux. Ils se montrent entreprenants dans de multiples occasions, inaugurant des procédés nouveaux, se dégageant hardiment de la vieille routine consacrée. Ce serait une erreur de croire qu'ils se cantonnent dans l'horlogerie et l'industrie hôtelière. Ils sont au contraire représentés dans toutes les professions sans exception. Plusieurs ont des situations importantes dans l'industrie, le commerce, et même la banque.

III. — Les Belges

Les Belges sont très peu nombreux, environ 7.000. Mais ils appartiennent à l'immigration de qualité supérieure. Ils apportent de gros capitaux qu'ils affectent à des tramways, des chemins de fer, des entreprises industrielles ou commerciales de toute espèce. Le mouvement commercial avec la Belgique atteint près de 275 millions de francs.

Bien entendu les Belges qui viennent en Argentine ne sont pas de la catégorie de ceux qui émigrent par manque de travail ou misère. Aussi leur influence est-elle puissante, bien supérieure à celle qu'on pourrait supposer en se référant seulement à leur faible nombre. La plupart sont dans de grandes entreprises financières, commerciales ou industrielles. Quelques-uns ont fondé des colonies agricoles, dont une dans la province d'Entre-Rios ; toutes jouissent d'une parfaite prospérité.

Les Belges sont considérés en Argentine d'un niveau supérieur à celui des Austro-Hongrois et même des Suisses, parcequ'ils apportent des capitaux et sont de gros acheteurs des produits du pays : céréales, laines et cuirs. On regrette seulement qu'ils soient si peu nombreux.

IV. — Les Russes

L'immigration russe a commencé en 1890. De cette date à 1912, il est entré 140.000 Russes en Argentine, plus 18.626 dans l'année 1913 seule. La

plupart se fixent définitivement dans le pays. Aussi doit-on les considérer comme un élément très important du peuplement. On n'en compte pas moins de 20.000 à Buenos-Aires. Au point de vue de l'importance numérique, ils viennent au troisième rang, immédiatement après les Espagnols et les Italiens.

Cependant, cette immigration est très discutée, et on la juge généralement d'une valeur économique tout à fait inférieure. Les Russes arrivent dans un état lamentable de misère. Jamais ils n'apportent de capitaux qui leur permettraient d'entreprendre un grand commerce ou une industrie. A tort ou à raison, on leur a attribué plusieurs attentats anarchistes, ce qui a eu pour effet d'en faire expulser un nombre important. Enfin la traite des blanches, pratiquée sur une grande échelle par quelques individus sans moralité, a contribué encore à accentuer la défaveur dont ils jouissent dans l'opinion publique.

Ils constituent un élément jusqu'ici inassimilable. Ils s'obstinent à ne parler que leur langue et n'apprennent jamais l'espagnol. Ils vivent dans un état de malpropreté repoussante, conservant leurs habitudes et leurs costumes nationaux, la longue huppelande et les hautes bottes, ce qui est du plus bizarre effet sous le soleil tropical d'Entre-Rios. Ce sont, de plus, des agriculteurs routiniers qui ne se décident pas facilement à abandonner leurs procédés archaïques.

Mais on confond généralement en Argentine les Russes avec les Israélites et les Turco-Syriens. Il y a plusieurs catégories d'immigrants russes. Les immigrants russes non israélites, que certains appellent,

nous ne savons pourquoi, Russo-Allemands, sont d'une valeur supérieure à celle des autres. Il faut leur reconnaître certaines qualités. Ce sont des travailleurs robustes et sobres. Ils vivent très modestement, à la manière des colons italiens. Cependant, malgré leur rude labeur, ce sont eux qui récoltent le moins, parce qu'ils emploient des procédés de culture défectueux et arriérés. Ils gaspillent les semences et labourent trop superficiellement.

Les colons russes s'établissent de préférence dans la province d'Entre Rios, dans celle de Santa-Fe, et dans le sud de Buenos-Aires. Leur principal centre d'attraction était le département de Diamante et les bords du Parana. Mais les derniers venus se dirigent en majorité vers Bahia-Blanca.

V. — Les Israélites

Les Israélites proviennent soit de Russie, soit de Syrie. Ils sont assez nombreux, mais on les juge absolument indésirables, car ils n'ont pas les qualités requises pour devenir de bons agriculteurs.

En 1891, le baron Hirsch contribua, par une donation de 50 millions, à fonder une colossale entreprise capitaliste, la « Jewish Association Colonisation », ayant pour but principal de secourir les Israélites russes, victimes des persécutions de l'administration de leur pays. Cette association possède dans la province d'Entre-Rios 246.000 hectares. Ce domaine s'agrandira encore, car cette société cherche à atteindre l'Uruguay, dont ses terres sont peu éloi-

gnées actuellement, afin d'y établir un port particulier. Il est divisé en trente-quatre colonies agricoles, qui possèdent chacune leur centre de population et sont habitées par 10.000 Israélites. La principale et la plus prospère de ces colonies est la colonie Clara, chef-lieu des colonies juives. Fondée dès le début, elle a beaucoup progressé. On y a construit des maisons nombreuses et de vastes entrepôts pour les céréales.

Pendant les premières années, les colons israélites obtenaient facilement de la Jewish Association des concessions de terre payables en dix ou quinze annuités, des vivres, des semences et des machines agricoles. Mais tout cela a changé, et l'entreprise n'applique plus du tout les idées philanthropiques du baron Hirsch. Actuellement les lots sont vendus très cher, payables en vingt annuités. Jusqu'à complet paiement, le colon doit subir les caprices de l'Association qui lui impose des contrats onéreux, par lesquels il la reconnaît seule propriétaire des terres et des bâtiments jusqu'au remboursement intégral de tout ce que le colon peut devoir à l'Association. Toutes les maisons édifiées sur ses propriétés sont louées pour son compte. Le nombre de magasins ou maisons de commerce, qui doivent être établis dans chaque centre, est fixé par la direction.

Cette colonisation israélite a donné des résultats très médiocres, sauf dans la région de Clara et de Villaguay. Cela tient non seulement au régime rigoureux imposé par la Jewish Association, mais aussi et surtout aux instincts ataviques de la race. Ces

Israélites ne sont jamais que de piètres agriculteurs ; ils préfèrent de beaucoup s'adonner au petit commerce. Dès qu'ils ont réalisé quelques économies, ils abandonnent la terre et, munis d'une pacotille quelconque, s'en vont parcourir les routes, achetant, revendant toutes sortes d'objets usagés et sans valeur. Ils préfèrent ce négoce infime ou même l'usure au travail des champs, qui serait sûrement plus rémunérateur et pas plus pénible. L'état de la plupart de leurs colonies de l'Entre-Rios, notamment Basavilbaso et Yerúa (1), démontre bien l'incapacité agricole des immigrants israélites. Une partie restreinte des lots est cultivée soit en blé, soit en lin ; le reste est consacré à l'élevage libre comme autrefois. D'ailleurs, ceux qui ont acquis quelques bêtes à cornes ne tardent pas à se livrer à des spéculations sur le bétail. La Jewish Association possède encore d'autres domaines dans les provinces de Buenos-Aires et de Santa-Fe, où les conditions sont identiques.

En résumé, l'immigration israélite est vue avec peu de faveur. Elle ne donne pas à l'Argentine les agriculteurs qu'elle désire : robustes, tenaces, attachés au sol, l'esprit ouvert à toutes les innovations modernes. Ces Israélites, au contraire, se transforment trop vite en petits commerçants de détail qui découragent toute concurrence par l'extraordinaire bon marché de leurs marchandises, car ils se contentent d'un bénéfice infime sur chaque article.

1. V. P. Walle, *op. cit.*

Cependant il ne serait peut-être pas impossible de modifier leur esprit et leurs instincts. Dans certaines régions ils ont mis en valeur une assez grande étendue de terres incultes ; ce qui doit être apprécié sans être cependant comparable à l'œuvre des autres races. On peut espérer que l'éducation des écoles argentines et le service militaire obligatoire les transformeront peu à peu et leur feront abandonner préjugés et routine.

VI. — Les Turco-Syriens

Les Turco-Syriens ne sont pas moins de 100.000. Leur nombre s'accroît malheureusement d'année en année. Il en est arrivé, 19.542 en 1913. C'est une catégorie d'immigrants encore moins désirables que les Russes et les Israélites. Ils arrivent dans un état de misère extrême, et n'ont généralement pas de profession. 15.000 à peu près se livrent par intermittence aux travaux agricoles, surtout pendant la période des moissons. Mais la plupart préfèrent le métier de colporteur. Comme les juifs, ils parcourent avec une pacotille quelconque les faubourgs des grandes villes et les provinces. Quelques-uns se sont enrichis et ont conquis des situations importantes dans les affaires et dans la politique. Cependant l'opinion publique les voit en général d'un mauvais œil. Ils excellent dans le commerce de détail où ils font maintenant concurrence aux Italiens et aux Espagnols.

Certains auteurs prétendent que le caractère de

cette immigration « turque » tend à changer. M. J. Huret raconte à ce sujet une histoire assez curieuse, qu'il tient de M. Alsina, directeur du service de l'Immigration. « Il y a quelque temps, un groupe de ces Turcs, dont pas un ne parlait l'espagnol, était arrêté par le bureau de l'Immigration, parce qu'on les prenait, grâce à leur apparente misère, pour des mendiants. Cependant une femme de la smala, qui disait quelques mots de français, leur expliqua qu'on leur reprochait de n'avoir pas de moyens d'existence. Quand ils eurent compris, ils se mirent à rire en silence. Et l'un d'eux sortit de sa poche une lettre de change de 100.000 francs sur une banque de Buenos-Aires » Une personnalité notable de la colonie française de Buenos-Aires nous a dit, d'autre part, que l'immigration turco-syrienne était un phénomène des plus importants, et qu'elle était destinée à jouer un grand rôle dans l'avenir de l'Argentine.

Quoi qu'il en soit, l'Argentine a besoin d'agriculteurs, et non de trafiquants et de colporteurs nomades. Sans aller jusqu'à dire, comme beaucoup d'Argentins, que cette invasion turco-asiatique peut dans l'avenir constituer une charge, sinon un danger grave pour le pays, et qu'il serait nécessaire de prendre des mesures de défense vis-à-vis d'elle, on peut néanmoins penser qu'elle n'est pas désirable, pour ce qui concerne la majorité de ses éléments, et qu'il n'y a pas lieu de l'encourager.

VII. — Éléments divers

Après avoir passé en revue tout ce qui méritait une étude spéciale, nous nous contenterons de signaler rapidement quelques autres éléments de l'immigration dont l'importance n'est en rien comparable à celle des premiers. Ils méritent cependant d'être signalés, soit à cause du commerce appréciable entretenu avec leurs pays d'origine, soit parce qu'on peut désirer et espérer une augmentation de leur contingent dans l'avenir. Les Portugais, par exemple, ne sont pas venus plus de 15.000 en Argentine, mais ce chiffre est important, considéré relativement à la population de la mère-patrie. Les Hollandais sont environ 6.500. Leur caractère sérieux et travailleur est très apprécié. Le commerce de leur pays avec l'Argentine dépasse 40 millions de francs.

Le Danemark est représenté par 5.000 de ses nationaux, la Suède par 1.500. Les Norvégiens sont en très petit nombre. Cette immigration originaire de l'Europe septentrionale est très désirée, et on souhaite qu'elle se développe dans l'avenir. Elle serait, en effet, particulièrement apte à coloniser les régions de l'extrême Sud, le territoire de Chubut et de Santa-Cruz, et la terre de Feu, dont le climat correspond exactement à celui des pays scandinaves.

CHAPITRE VIII

L'IMMIGRATION TEMPORAIRE

Quand nous avons fait l'historique du mouvement d'immigration, nous avons constaté pour les années les plus récentes un nombre élevé d'immigrants. Malheureusement beaucoup ne viennent que pour un séjour momentané, au bout duquel ils regagnent l'Europe. Ainsi, en 1913, il y a eu 302.047 entrées. Mais l'émigration s'élève à 156.829, ce qui réduit l'immigration nette à 145.218. Cela tient à ce qu'une forte partie de l'immigration est seulement temporaire. On l'appelle « inmigracion golondrina », ce qui veut dire immigration « hirondelle ».

Chaque année, un grand nombre de travailleurs agricoles italiens et espagnols, 30 à 40.000, quelquefois 50.000 et plus, quittent l'Europe dès le mois de novembre pour venir aider aux récoltes d'Argentine qui commencent en décembre. Quand elles sont terminées, en mars ou avril, ils regagnent leurs patries, où, par suite de la différence des saisons, ils peuvent encore se livrer à d'autres travaux agricoles. Les compagnies de navigation les transportent à des conditions suffisamment avantageuses pour qu'ils puissent réaliser un bénéfice appréciable sur les salaires touchés.

Cette immigration est très critiquée. On prétend qu'elle est nuisible au pays, parce qu'elle emporte chaque année au retour des sommes importantes représentant les salaires touchés. Le département de l'Immigration évalue à environ 150 piastres or, soit 750 francs, la somme emportée au départ par chacun de ces immigrants.

Il faut bien reconnaître, cependant, que tant que l'immigration fixe ne sera pas plus considérable, tant que la population ne se sera pas développée davantage, cette immigration temporaire répond à un besoin impérieux. Tous les ans, à l'époque des moissons, il y a une grande demande de bras dans toute l'Argentine, et, sans le secours de ces travailleurs nomades, une grande partie de la production agricole serait certainement perdue.

Il serait évidemment désirable que cette immigration, qui représente certaines années le tiers et jamais moins du quart de l'immigration totale, se fixe dans le pays. Pour cela, il faudrait prendre certaines mesures, dont la principale serait de permettre aux immigrants l'acquisition facile de la terre. D'ailleurs, il est à remarquer que chaque année une partie de ces travailleurs, venus pour la moisson avec l'intention de repartir, restent néanmoins dans le pays. Il serait opportun d'augmenter la proportion de ces derniers en leur offrant des avantages sérieux.

TROISIÈME PARTIE

LE PROBLÈME DE L'IMMIGRATION

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLÈME DE L'IMMIGRATION DANS LES PAYS NEUFS, EN PARTICULIER EN ARGENTINE

A. — *Le problème de l'immigration dans les pays neufs en général.*

Des trois facteurs de la production, les pays neufs en possèdent un généralement en surabondance, la terre. Dans les contrées lointaines, découvertes depuis peu, où n'ont vécu pendant longtemps que des peuplades sauvages ignorantes de la culture, le sol vierge recèle d'incomparables richesses, dont l'épuisement n'est pas à craindre avant longtemps. Mais ces pays neufs, constitués en États ou en colonies par des conquérants appartenant à des nations arrivées à un haut degré de civilisation, doivent emprunter à ces mêmes nations les deux autres facteurs qui leur manquent pour posséder une organisation économique équilibrée et complète : la main-d'œuvre et les capitaux,

Tant que le pays n'aura pas atteint l'âge adulte, tant que son développement ne sera pas suffisamment avancé pour qu'il puisse continuer à vivre sans aide étrangère, il devra non seulement recevoir sans obstacle ni restriction, mais encore appeler, attirer les travailleurs et les capitaux. Fermer jalousement sa porte, s'isoler par une triple barrière de ceux qui lui fournissent l'indispensable substance de sa constitution économique, serait pour lui se condamner prématurément à l'impuissance et à la stérilité, arrêter son développement dès son début.

Pendant le fait de l'immigration étrangère n'est pas sans soulever des problèmes d'ordres très divers.

Au point de vue politique, un pays qui reçoit une immigration très forte ne doit-il pas craindre que l'introduction d'éléments étrangers nombreux détruise l'unité de race, modifie la physionomie nationale, influe profondément sur la langue et les mœurs ? Ces considérations ont une grande force dans les pays de vieille civilisation, arrivés à l'âge adulte, et qui peuvent craindre qu'une invasion démesurée d'étrangers trouble gravement leur organisation politique et sociale. Elles doivent au contraire être tenues pour secondaires dans des pays neufs, où la densité de population est encore très faible, où par conséquent il n'y a pas encore, à proprement parler, d'institutions, de mœurs, dont les caractéristiques s'affirment, constituent un véritable type national dominant. Quand un pays neuf reçoit des hommes de même race, de civilisation équivalente, leur

fusion ne tarde pas à créer une nationalité particulière, ayant ses caractères propres. Ainsi aux États-Unis, on peut dire aujourd'hui qu'il s'est formé un type américain, dont la physionomie est très tranchée, qu'on ne peut confondre avec le type anglais, allemand ou français, et qui néanmoins est le produit de leur fusion. Il en est autrement lorsque l'immigration a pour conséquence une opposition violente entre des races et des civilisations foncièrement différentes, incapables de fusionner. Cela nous explique pourquoi les États-Unis et le Canada ont été amenés à interdire l'entrée des Asiatiques sur leur territoire.

Au point de vue économique, c'est une nécessité vitale pour un pays neuf de laisser librement pénétrer l'immigration, tant que le manque de main-d'œuvre fait obstacle à l'exploitation intégrale du sol. L'État peut-il se contenter de permettre l'immigration, ou doit-il aller jusqu'à l'encourager ? Si on adopte ce dernier parti, quelles seront les mesures les plus efficaces pour attirer et retenir les travailleurs dont le pays a le plus besoin ? Ce sont là autant de questions délicates que nous aurons à examiner et à résoudre.

Lorsque la population sera parvenue à un assez haut degré de développement, il arrivera un moment où l'immigration étrangère ne sera plus une nécessité. Bien plus, elle pourra être un mal, si cette affluence de travailleurs est supérieure à la demande de bras. Elle aura pour effet de provoquer une concurrence entre indigènes et étrangers, d'avilir les

salaires, d'entretenir dans les villes une nombreuse population de chômeurs et de perpétuels mécontents, cause permanente de désordre. Mais la question des mesures à prendre pour s'opposer à l'envahissement étranger ne pourra se poser que le jour où le marché de la main-d'œuvre sera saturé, c'est-à-dire le jour où le nombre des travailleurs sera supérieur aux besoins normaux du pays.

Jusqu'à ce jour où la population, par son accroissement normal, sera très suffisante, eu égard à l'étendue du territoire, devra-t-on recevoir sans contrôle, sans distinction, absolument tous les éléments étrangers, quels que soient leur provenance, leur caractère, leurs aptitudes ? Sera-t-il sans danger pour le pays d'admettre des individus de tout âge, de toute condition, même les indigents et les malades ?

Cette question, on le voit, est extrêmement complexe. Il y a, non pas « un » problème, mais « des » problèmes de l'immigration. Ce phénomène peut être envisagé à des points de vue divers, politique, économique, ethnique, social. Mais quel que soit l'aspect de la question qui puisse paraître le plus intéressant, on ne pourra pas, sous peine de commettre de grosses erreurs, considérer isolément un seul point de vue, en détournant les yeux absolument et systématiquement de tous les autres. Il y a un lien indéniable entre les phénomènes d'ordre politique et ceux d'ordre économique. Leurs influences, leurs répercussions réciproques empêchent qu'on les sépare artificiellement, sans méconnaître une large part de la réalité.

B. — *Le Problème de l'immigration en Argentine.*

Nous avons choisi l'Argentine comme sujet d'étude. C'est donc dans ce pays spécialement que nous allons examiner comment le problème se présente. Tout en signalant les diverses questions qu'il soulève au point de vue politique et social, nous insisterons plus particulièrement sur le point de vue économique, qui nous paraît être ici le plus essentiel et le plus intéressant.

Le problème se trouve d'abord très simplifié du fait que, l'Argentine étant habitable par la race blanche sur toute l'étendue de son territoire, l'immigration a été jusqu'à ce jour exclusivement européenne. On n'a pas eu, par conséquent, à se préoccuper, du moins à l'époque actuelle, d'y introduire la main-d'œuvre noire ou des coolies asiatiques (1). Le conflit de races n'existe donc pas ici. On dit bien qu'il y a danger pour la nationalité argentine à recevoir tant d'étrangers, que les mœurs et les institutions s'en trouveront altérées. Mais il n'est guère sérieux de parler pour le moment de nationalité argentine. L'unité de type n'existe pas encore. Aux États-Unis, l'immigration fut en majorité anglo-saxonne pendant très longtemps, et cela avait eu pour effet de créer un type caractéristique. Mais, en Argentine, les éléments espagnols, indigènes et métis,

1. Au Brésil, au contraire, les blancs ne peuvent pas travailler dans beaucoup de régions. On a dû faire appel à la main-d'œuvre jaune.

qui constituaient au commencement du xix^e siècle la population du pays, se sont trouvés depuis noyés dans la masse des étrangers. A l'heure actuelle, les étrangers et les habitants d'origine étrangère sont en majorité, et représentent les deux tiers de la population. Au surplus, que peut-on craindre ? C'est un fait universellement constaté que les immigrants sont en général absorbés et assimilés rapidement par les sociétés américaines. En Argentine, comme aux États-Unis, « l'américanisation » des étrangers se produit au bout de très peu de temps.

Les fils d'étrangers, nés dans le pays, ne sont pas des Argentins moins patriotes et moins attachés à la nation et à ses intérêts que les fils d'Argentins. Aux termes de la loi, est Argentin quiconque est né sur le sol de la république, dans les légations et sur les navires de guerre de la nation, en pleine mer sous pavillon argentin, quelle que soit la nationalité des parents. Citoyens par l'effet de la loi, ces fils d'étrangers le sont aussi par les sentiments et les idées, l'éducation et l'ambiance les ayant fait passer par le moule national. Il serait donc vain de s'opposer à l'immigration, dans le but de défendre la nationalité argentine menacée. Non seulement les étrangers font preuve d'un loyalisme sincère, mais encore les Argentins, « fils du pays », descendants des Espagnols, ont tout à gagner à ce contact d'hommes travailleurs et audacieux, qui secouent la torpeur créole par l'exemple de leur énergie.

Au point de vue économique, le besoin de main-d'œuvre est très pressant. Par conséquent, vis-à-vis

de l'immigration, le régime de l'entrée libre s'impose. L'Argentine a une population très peu dense. Aussi une partie considérable du territoire est encore inexploitée. Sur les 300 millions d'hectares du sol argentin, 100 millions sont actuellement affectés à l'élevage, 23 millions à la culture. Il reste encore près de 80 millions d'hectares de terre arable pouvant être immédiatement cultivée (1). Mais, faute de bras, des richesses considérables ne peuvent encore être exploitées.

Il faut reconnaître cependant que les progrès de ces dernières années ont été extrêmement rapides.

En 1872 l'étendue cultivée est de	580.008	hectares
En 1895	—	4.892.004 —
En 1911	—	21.838.689 —
En 1913	—	22.993.000 —

On ne peut s'empêcher d'admirer un pareil essor. Il a commencé très tard, mais le temps perdu a été vite rattrapé. Ce qui a permis une extension aussi rapide de la surface cultivée, c'est le développement tout récent de l'immigration et du réseau ferré. La construction des voies ferrées doit être considérée, dans ce pays où les routes n'existent pas et où les voies navigables sont peu nombreuses et presque toutes situées dans le nord, comme le principal agent de pénétration et comme le facteur le plus efficace du peuplement.

Il n'est pas besoin d'insister beaucoup, et l'élo-

1. Renseignements de la division de statistique agricole et d'économie rurale.

quence des faits et des chiffres suffit pour affirmer, sans contestation possible, que c'est à la forte immigration venue depuis un demi-siècle que le pays doit sa richesse. Supposons un instant que les 500.000 habitants qui composaient la population argentine en 1810, lors de la proclamation de l'indépendance, n'aient vu leur nombre s'accroître que par l'excédent des naissances sur les décès, sans l'adjonction d'aucun élément étranger. Il est probable, dans ce cas, que l'Argentine serait demeuré un pays arriéré, produisant à peine de quoi nourrir une population misérable. Sur la vaste étendue des pampas continueraient à galoper quelques gauchos poussant devant eux des troupeaux maigres et à demi sauvages. Mais ces immigrants méprisés, arrivés en haillons, ont transformé les espaces déserts et les ont livrés à la culture, révélant chaque jour davantage combien ce sol recélait de richesses ignorées. L'élevage amélioré a donné à l'industrie des conserves alimentaires une matière première sans cesse accrue. Bref, il s'est développé dans toute l'Argentine une activité productrice qu'on chercherait vainement dans beaucoup d'autres pays sud-américains, restés à l'état stationnaire depuis leur affranchissement politique.

Si, en présence de cet essor rapide et de l'avenir qu'on peut légitimement espérer, il serait peu fondé de se montrer pessimiste, néanmoins l'expérience passée et présente enseigne qu'il faut aussi se garder d'un fol enthousiasme et d'un optimisme exagéré. La crise de 1890 et la crise actuelle ont donné aux

amateurs d'hyperboliques espérances une sévère leçon de prudence. Ce ne sont là cependant que des crises de croissance, communes à tous les pays neufs, qui non seulement sont sujets aux fièvres de la spéculation, mais encore subissent fortement le contre-coup des événements qui affectent les pays européens dont ils sont les tributaires financiers. « La crise, a dit M. Léopoldo Lugones dans *la Revue sud-américaine* de février 1914, en provoquant une liquidation de valeurs fictives, a été plutôt bienfaisante. C'est une crise de la spéculation, et non de la production. » Nous trouvons un jugement tout à fait analogue dans *l'Argentine* de mai 1914. « Supposons, y dit-on, un homme qui aurait pris l'habitude de considérer sa fortune à travers une loupe. Le jour où elle lui tombe des mains, il a la surprise désagréable de constater qu'au lieu, par exemple, de 50 millions, il n'en a que 6 ou 7. Il en est ainsi de l'Argentine ». Ces crises sont donc des leçons salutaires, qui mettent au point certaines exagérations dangereuses.

Pour ce qui concerne l'immigration, il est nécessaire d'observer la même prudence. Laissons de côté la loupe grossissante, et tenons-nous en à la réalité toute nue que nous révèlent les statistiques. Le fait incontestable est que l'Argentine est un pays encore presque désert, et cela, malgré l'importance du nombre des étrangers venus depuis un demi-siècle. Pour employer un terme plus exact, l'Argentine, dans une grande partie de son territoire, est non pas un désert, mais une solitude,

Il est assez difficile de savoir le chiffre exact de la population argentine, car il n'avait pas été opéré de recensement général depuis 1895. Un recensement vient d'être effectué en 1914, mais, les résultats n'étant pas encore connus en Europe, nous sommes forcés de nous contenter d'évaluations approximatives. On peut évaluer la population argentine au 1^{er} janvier 1915 à environ 8.300.000 habitants. Cela fait à peine une densité de 2,81 par kilomètre carré (1). Si on considère, en outre, que la capitale fédérale, Buenos-Aires, renferme à elle seule 1.500.000 habitants au moins, son territoire étant de 190 kilomètres carrés, cela ne fait plus pour le reste du pays qu'une densité de 2,30 habitants par kilomètre carré.

Sans doute l'accroissement naturel, dû à l'excédent des naissances sur les décès, est appréciable. La natalité est très forte : 34,16 pour 1.000 à Buenos-Aires. Les races prédominantes en Argentine, Italiens, Espagnols et Russes, sont particulièrement prolifiques. La population est en majeure partie agricole, et il n'y a pas lieu de s'étonner que ces rudes travailleurs des champs soient plus disposés à élever une nombreuse progéniture que les ouvriers de nos grandes villes. De plus, la mortalité, malgré l'hygiène encore défectueuse, est faible en raison du climat particulièrement salubre. Elle ne dépasse pas 15,50 pour 1.000 à Buenos-Aires.

Cependant, quelque considération que puisse

1. Densité de population de quelques autres pays. Hollande, 176,94; Allemagne, 121,52; Belgique, 253; Autriche-Hongrie, 75,80; France 73,10.

mériter le taux élevé de l'accroissement naturel, il est bien certain qu'il faudrait encore bien longtemps pour peupler les vastes espaces de la République, s'il ne s'y ajoutait l'appoint de l'immigration. Cette immigration est-elle suffisante actuellement pour les besoins du pays ? Évitons, avant de répondre, de nous laisser impressionner par l'enthousiasme irréfuté de certains Argentins, qui n'hésitent pas dès à présent à comparer leur pays aux États-Unis au point de vue du pouvoir d'attraction et de l'avenir probable. Il est préférable de reprendre contact avec la réalité rigoureuse des chiffres.

En 1913, l'immigration a atteint le chiffre de 302.047, mais l'émigration s'élève à 156.829. Donc le gain pour le pays, l'accroissement net de population est de 145.218. Bien entendu la crise actuelle aura pour effet d'abaisser beaucoup le chiffre de l'immigration et d'élever celui de l'émigration. Mais il ne faut pas raisonner sur ce qui se passe en temps de crise, mais sur des chiffres normaux.

La question est donc de savoir si l'accroissement de population, dû à l'excédent des naissances et à l'immigration, est suffisant pour les besoins du développement normal du pays. Il est impossible de fixer mathématiquement quel devrait être le chiffre atteint pour qu'il n'y ait pas de manque de main-d'œuvre, pour qu'aucune richesse en état d'être fructueusement exploitée ne soit momentanément laissée de côté, faute de bras pour la mettre en œuvre. Sans arriver à une aussi parfaite précision, on peut néanmoins affirmer qu'actuellement la main-

d'œuvre manque dans les campagnes argentines. Le prix élevé des salaires, la facilité avec laquelle les travailleurs agricoles trouvent à s'employer, témoignent de cette insuffisance.

Le fait de l'immigration temporaire est une autre raison puissante à invoquer en sus des deux premiers arguments. Ce mouvement de travailleurs nomades cesserait évidemment si la main-d'œuvre indigène était en assez grande abondance pour suffire aux besoins. « L'exploitation au moyen d'une immigration saisonnière, dit M. Georges Lafond (1), secrétaire général de la Chambre de commerce argentine à Paris, permet de faire face aux exigences du moment, c'est-à-dire d'effectuer la récolte, mais ne résout pas le problème. En effet, cette immigration est constituée par des éléments hétérogènes, aux aptitudes agricoles quelquefois très rudimentaires, accoutumés à des procédés de travail différents, comprenant des tempéraments multiples, parmi lesquels la sobriété est en piètre minorité. Elle arrive avec des aspirations chaque année plus grandes, avec des revendications encore imprécises, mais latentes, et qui ne tardent pas à se formuler ».

Le manque de main-d'œuvre est-il dû uniquement à l'insuffisance de l'immigration ? Il est difficile de l'affirmer, car une autre cause apparaît, extrêmement puissante : c'est la répartition défectueuse des immigrants sur le territoire. Le plus grand nombre ont une fâcheuse tendance à s'établir dès leur arrivée

1. *France-Amérique*, Octobre 1913.

dans les grandes villes, et particulièrement à Buenos-Aires. On évalue à environ 50 o/o de l'immigration le contingent qui reste fixé à Buenos-Aires. Comme l'immigration temporaire atteint environ 25 o/o, c'est seulement 25 o/o de l'immigration qui contribue à peupler l'immense étendue du territoire.

Aussi voit-on enfler démesurément la population de la capitale fédérale, alors que les provinces et territoires restent déserts. Un tel phénomène est particulièrement à déplorer dans un pays encore à peu près exclusivement agricole. Quelles sont les causes de cette attraction exercée par Buenos-Aires sur les nouveaux arrivants ? Elles sont faciles à expliquer. On a commis jusqu'à ce jour la faute de faire débarquer tous les immigrants à Buenos-Aires. Séduits par la vie de la grande ville, à peu près identique à celle d'Europe, ils ne veulent pas aller plus loin et s'arrêtent là. « Que de désirs, dit M. Sisson (1), que de convoitises font naître dans les âmes naïves de ces gens qui, peut-être, n'ont vu en fait de cités que le port où ils se sont embarqués, les beautés et le luxe de la seconde ville latine du monde ! Ils en rêvent ; ils tâchent d'y rester, ou du moins y reviennent le plus tôt possible. Quelques-uns réussissent à grimper dans l'échelle sociale, d'autres végètent, le grand nombre se ruinent, se perdent ; et, lorsque quelque meneur qui aspire à pénétrer dans la Chambre des députés fait miroiter aux yeux de ces malheureux, quelques-uns imbus d'idées subversives qu'ils ont apportées de leur patrie, le mirage

1, Sisson, *le Pôlé latin de l'Amérique*, p. 201,

du paradis socialiste, ils vont grossir les bataillons des grévistes ou des émeutiers, et débauchent en plus les bons ouvriers. »

A quoi bon, pensent la plupart, affronter le mystère et la solitude des pampas, courir les risques d'une entreprise agricole, puisque, dès notre arrivée, nous trouvons les hauts salaires tant désirés ? Malheureusement ils ne réfléchissent pas que le prix très élevé de la vie dans la capitale et les grandes villes les empêchera forcément d'économiser, et que, par suite, ils n'arriveront probablement jamais à améliorer leur niveau d'existence.

Cette erreur, qui a consisté jusqu'à nos jours à diriger sur Buenos-Aires tous les immigrants, a été féconde en résultats politiques, économiques et sociaux tout à fait désastreux, et sur lesquels nous nous réservons de revenir bientôt.

Ainsi, sur le total de l'immigration, un quart repartant au bout de peu de temps, et la moitié demeurant dans la capitale, il reste 25 o/o pour le peuplement du territoire. Les travailleurs composant ce dernier quart se répartissent très inégalement. Ils ont une tendance naturelle, mais qu'on peut à certains égards déplorer, à se rendre de préférence dans les régions déjà très peuplées, où le travail exige moins d'efforts, mais n'assure aussi qu'un rendement inférieur. Aussi des régions immenses demeurent encore de tristes solitudes, où on n'attend que des bras pour mettre au jour les richesses enfermées dans leur sol.

Seules, les provinces du centre sont peuplées. La

province de Buenos-Aires à 2.017.242 habitants (1); Santa-Fé, 887.092; Cordoba, 640.998; Entre-Rios, 394.661. Mais les provinces andines et septentrionales, et surtout les territoires nationaux (gubernaciones) ont une population encore extrêmement faible. Le territoire de Los-Andes, au nord-est, d'une superficie de 9 millions d'hectares, n'a pas plus de 4.000 habitants. Celui de Santa-Cruz, au sud, a 8.620 habitants pour 28 millions d'hectares.

L'examen impartial des faits et des résultats impose de ne pas trop exagérer l'importance de l'immigration actuelle. Ce n'est pas être pessimiste que de la déclarer insuffisante, ou plus justement de déclarer qu'elle ne contribue que trop faiblement et trop lentement au progrès du pays.

Au cours de notre étude analytique des éléments composant l'immigration, de leurs caractères et aptitudes, de leur rôle économique, il nous a été donné de constater que certaines catégories d'immigrants étaient reçues en Argentine avec peu de faveur. On reproche aux uns leur ignorance, leur manière de vivre, leur incapacité, leur manque de capitaux. Chez d'autres, on critique l'inaptitude et la répugnance pour les travaux agricoles, la difficulté à s'adapter, à s'assimiler la langue et les mœurs du pays. On va même jusqu'à parler d'un véritable danger social, d'une invasion d'éléments nuisibles, destinés à devenir une véritable charge pour l'État. Aussi la question s'est posée devant l'opinion publique et devant les corps politiques de limiter

1. Au 1^{er} janvier 1912.

l'immigration, de la sélectionner sévèrement, afin d'exclure tout ce qui serait un poids mort, et non un apport de puissance et de richesse.

Comment concilier ces deux nécessités opposées ? D'une part, l'Argentine a absolument besoin pour son peuplement d'une immigration nombreuse, afin que les provinces et territoires, qui jusqu'ici n'existent qu'en tant que divisions administratives, acquièrent une vie véritable, deviennent des régions habitées, des centres de production. D'autre part, l'introduction de certaines catégories d'individus ne semble pas accroître la richesse, hâter le progrès, mais provoque au contraire des troubles, des conflits politiques et économiques, et augmente sans grand profit les charges de l'État.

Nous essaierons de voir si ces deux points de vue, ces deux ordres de nécessités sont conciliables, et comment, sans diminuer le nombre des immigrants, on peut éviter certains inconvénients sérieux attribués à l'immigration étrangère.

Dans ce chapitre, notre but a été, non pas de résoudre, mais simplement de poser, d'indiquer les problèmes que l'immigration fait surgir. Ils sont d'ordres très divers ; ils se pénètrent, se combinent, s'enchevêtrent, ce qui rend la matière complexe. Certains sont communs à tous les pays neufs. D'autres sont particuliers à l'Argentine en raison de sa situation géographique, de ses besoins, de la date récente de son essor, de son histoire, de ces mille particularités, enfin, qui donnent à un pays une physiologie spéciale et des besoins propres.

CHAPITRE II

LE RÉGIME LÉGAL DE L'IMMIGRATION

Après avoir posé le problème, comme nous avons essayé de le faire dans le chapitre précédent, il importe de chercher une solution. Pour ce qui concerne le passé, nous avons signalé, au cours de notre étude historique, les procédés employés par les gouvernements successifs pour attirer les immigrants. En énumérant tant de lois et de décrets dont les dispositions se ressemblent, nous avons voulu surtout montrer la préoccupation constante, de 1810 à nos jours, de tous les gouvernements argentins de chercher le meilleur moyen de développer l'immigration.

Avant d'examiner quelle méthode pourrait être suivie à l'avenir pour le plus grand bien de l'Argentine, il est nécessaire d'étudier le régime légal en vigueur, d'apprécier la solution actuelle, pour en pénétrer au besoin les insuffisances et les erreurs.

I. — La loi du 19 octobre 1876

La loi fondamentale est toujours la loi du 19 octobre 1876. Son titre est : loi sur l'immigration et la colonisation.

a) *Dispositions relatives à l'organisation
des services de l'immigration*

La loi crée un Département général de l'Immigration sous la dépendance immédiate du ministre de l'Intérieur.

Ses attributions sont les suivantes :

« 1° Se tenir constamment en relation active et directe avec les commissions qui sont sous sa dépendance, et avec toutes les autorités publiques du pays, pour tout ce qui se rapporte à l'encouragement de l'immigration et à sa distribution de la façon la plus avantageuse ;

» 2° Protéger l'immigration honorable et laborieuse, et proposer des moyens pour arrêter les éléments inutiles et nuisibles ;

» 3° Inspecter les navires d'immigrants et assurer l'exécution des lois en ce qui concerne le logement, l'alimentation, l'installation, l'hygiène et la sécurité des immigrants ;

» 4° Intervenir dans le débarquement des immigrants et de leurs bagages ;

» 5° Exiger des capitaines des navires d'immigrants la liste de ceux-ci, leurs passeports, papiers, connaissements, et autres renseignements jugés nécessaires ;

» 6° Assurer le placement des immigrants par l'intermédiaire des offices du travail ;

» 7° Faciliter par tous les moyens en son pouvoir l'établissement des immigrants à l'intérieur du pays ;

» 8° Pourvoir, à la charge de la nation, à l'embarquement et au transport des immigrants qui désireraient s'établir ;

» 9° Faciliter l'exercice devant les autorités des actions appartenant aux immigrants pour défaut d'accomplissement des contrats de transport, mauvais traitements, détérioration des bagages, etc., ou les exercer à la demande des intéressés ;

» 10° Proposer au Pouvoir exécutif toutes les mesures susceptibles de favoriser l'immigration, et la réforme de celles dont l'expérience aurait démontré les inconvénients ;

» 11° Soumettre au Pouvoir exécutif le projet de budget des dépenses annuelles du département, avec l'explication des causes qui ont motivé des changements par rapport aux années précédentes ;

» 12° Administrer les fonds destinés à l'encouragement de l'immigration ;

» 13° Tenir un registre où sera noté, par ordre de date, l'entrée de chaque immigrant, ses nom, prénom, âge, sexe, état civil, patrie, religion, profession, degré d'instruction, point de départ, lieu d'établissement ;

» 14° Diriger l'immigration vers les régions à coloniser que désignera le Pouvoir exécutif, d'accord avec le bureau des terres et colonies ;

» 15° Présenter un mémoire annuel sur le nombre des immigrants entrés, leurs qualités, professions, origines ; sur le progrès, l'état stationnaire ou la diminution de l'immigration, leurs causes, les moyens jugés efficaces pour stimuler son dévelop-

pement et supprimer ce qui l'entrave. » (chap. I^{er}, art. 1 à 4.)

Le Pouvoir exécutif nomme, en outre, une commission d'immigration, dépendant du département central, dans les capitales de province, les ports de débarquement, et même dans d'autres endroits, si cela parait nécessaire.

Les attributions et obligations de ces commissions sont les suivantes : « 1^o recevoir, placer, installer les immigrants, et les transporter d'un point à un autre relevant de leur juridiction ; 2^o faire une propagande active en faveur de l'immigration dans leurs territoires respectifs, en faisant connaître les industries existantes ou susceptibles d'être créées, le taux des salaires, la nature du climat et les divers avantages offerts ; 3^o provoquer sur leurs territoires respectifs la formation d'associations privées protectrices du placement des immigrants ; 4^o solliciter des gouvernements des provinces, des municipalités ou des particuliers, des subventions en terres, argent ou en objets divers, pour les utiliser au profit des immigrants ; 5^o rendre compte trimestriellement de l'emploi des sommes allouées pour l'accomplissement de leurs obligations ; 6^o présenter un rapport sur le mouvement de l'immigration sur leurs territoires, et sur tous les travaux accomplis. » (chap. III, art. 6 à 9.)

La loi crée aussi des Offices du travail, chargés du placement des immigrants.

Diverses dispositions concernaient les agents d'immigration au dehors. Elles sont devenues cadu-

ques, puisque depuis 1895 le gouvernement argentin n'a plus aucun agent à l'étranger.

Il y a un fonds général de l'immigration, alimenté par les sommes allouées par le budget, et par le produit des amendes édictées par la loi d'immigration. Chaque bureau d'immigration pourra constituer un fonds spécial avec le produit des subventions officielles ou privées, et le produit de la vente des terres, animaux ou objets qui lui seraient donnés dans ce but (chap. X).

b) Mesures protectrices de l'immigration

D'après la loi, « est immigrant tout étranger journalier, artisan, industriel, agriculteur ou professeur, mineur de soixante ans, justifiant de sa moralité et de ses aptitudes, et qui vient pour s'établir dans la République en bateau à vapeur ou à voile, en seconde ou en troisième classe, à ses frais ou aux frais d'une entreprise particulière de colonisation » (chap. V, art. 12).

Toutes les dispositions qui étaient relatives aux subventions et aux avances de passages sont aujourd'hui caduques, la République ayant cessé de pratiquer ce système.

La loi reconnaît à un individu la qualité d'immigrant assez largement, comme nous venons de le voir. Cependant, même si les diverses conditions réunies lui donnent droit de se prévaloir de sa qualité d'immigrant pour jouir des avantages accordés, il pourra néanmoins n'être considéré que comme un simple

voyageur, s'il déclare en s'embarquant au capitaine du navire, ou en débarquant aux autorités maritimes, qu'il renonce au bénéfice de la loi. Cette dernière disposition est critiquable. La loi prévoit plusieurs catégories d'immigrants auxquels l'entrée du pays doit être interdite. Mais il suffira à l'immigrant visé de déclarer qu'il est simple voyageur, pour échapper à la mesure prohibitive ; ce qui peut être fâcheux, s'il s'agit en fait de véritables immigrants, et si leur nombre est important.

Tout immigrant qui justifie de sa bonne conduite et de son aptitude à exercer une industrie, un métier ou une profession utile quelconque, aura droit à son arrivée à jouir des avantages suivants :

« 1° Il sera logé et nourri aux frais de la Nation pendant les cinq jours qui suivent son débarquement. En cas de maladie grave qui empêcherait son déplacement après les cinq jours écoulés, les dépenses de logement et de nourriture continueront à être à la charge de l'État jusqu'à la guérison. A Buenos-Aires et dans les autres villes où cela est nécessaire, les immigrants sont logés dans un hôtel qui leur est affecté spécialement ;

» 2° L'immigrant a droit à être placé dans l'industrie ou employé au travail, existants dans le pays, pour lesquels il manifeste sa préférence.

» 3° Il sera transporté aux frais de la nation jusqu'au lieu où il désire fixer son domicile ;

» 4° Il pourra introduire libres de tout droit les objets, vêtements, meubles, instruments aratoires, outils, et une arme de chasse, jusqu'à concurrence

de la valeur fixée par le Pouvoir exécutif ». (chap. V, art. 14)

Ces dispositions pourront s'étendre aux femmes et aux enfants des immigrants, s'ils justifient de leur moralité, et de leurs aptitudes au travail s'ils sont adultes.

Les Offices du travail et les Commissions d'immigration sont chargés du placement des immigrants. Autant que possible ce placement doit être assuré pendant les cinq jours qui suivent le débarquement. L'immigrant indique quel métier il désire exercer, et dans quel lieu il désire se fixer. Il est interrogé sur ce point dès son arrivée. L'Office du travail lui indique, d'après les demandes reçues, les places qui peuvent lui être procurées avec l'indication du salaire qui sera payé et des diverses autres conditions, tout cela mentionné avec les plus grands détails dans des livres tenus spécialement dans ce but. S'il n'y a pas à ce moment d'offre d'emploi dans la profession que l'immigrant désire exercer, l'office doit néanmoins chercher du travail, s'adressant pour cela aux entreprises. Si l'immigrant, avisé qu'il n'y a pas de travail de sa profession dans le lieu où il désire se rendre, désire malgré cela y être dirigé, sa décision sera respectée.

Lorsque l'immigrant, placé ou non, a déclaré où il désirait se rendre, il y est immédiatement transporté avec sa famille et ses bagages aux frais de l'État. A son arrivée au lieu de résidence, il est logé et nourri gratuitement pendant dix jours, par les soins des Commissions d'immigration.

Les Offices du travail et les Commissions devront, à la demande des immigrants intéressés, intervenir dans les contrats de travail pour assurer leur exécution.

Bien entendu les immigrants, qui emprunteront le territoire argentin pour se rendre dans un pays étranger, ne pourront sous aucun prétexte bénéficier des franchises et avantages accordés par la loi. (chap. IV, VIII, IX)

c) Mesures de police et de restriction

La loi soumet à un certain contrôle les navires qui transportent les immigrants. « Est considéré employé au transport des immigrants tout navire à voile ou à vapeur qui, des ports d'Europe ou d'ailleurs, transporte au moins quarante passagers de seconde et de troisième classe ». Ces navires jouissent de diverses franchises, mais, par contre, ils sont soumis à certaines obligations destinées à assurer l'hygiène et la sécurité des immigrants. (chap. VI)

Le règlement de débarquement des immigrants du 4 mars 1880 indique quelles formalités devront être accomplies. Elles n'ont rien de bien particulier. Ce sont des mesures en usage dans tous les pays qui reçoivent des immigrants : visite sanitaire, identification, etc.

Bien que la loi argentine soit très libérale, et qu'il n'y ait pas encore de disposition interdisant le territoire aussi sévèrement que les législations des États-Unis, de l'Australie et de l'Afrique du Sud, basée sur

l'origine, la race, le degré d'instruction des immigrants, il existe cependant quelques restrictions d'ordre surtout sanitaire.

Les capitaines des navires ne devront pas embarquer de passagers venant de régions où sévirait le choléra asiatique, la fièvre jaune, ou quelque autre maladie épidémique. De même ils ne pourront transporter à titre d'immigrants les individus atteints d'une maladie contagieuse ou d'un vice organique qui les rende inaptes au travail, les déments, les mendiants, les condamnés, les criminels tombant sous l'action de la justice, les majeurs de soixante ans, à moins qu'ils ne soient chefs de famille. Les capitaines, qui enfreindraient ces dispositions, seraient frappés d'une amende et contraints de rapatrier à leurs frais les immigrants indésirables. (Chap. VI, art. 31, 32.)

La législation argentine est toujours une législation favorable aux immigrants. Autrefois elle encourageait la venue des travailleurs étrangers et la facilitait par une active propagande et des subventions de passages, système surtout pratiqué de 1885 à 1891. Aujourd'hui il n'y a plus de passages gratuits. Quant à la propagande, au recrutement pratiqué par des agents spéciaux dans les foyers d'émigration, elle n'existe plus non plus. Les consulats se bornent à renseigner ceux qui le désirent sur les facilités accordées en territoire argentin à ceux qui viennent y travailler et s'y établir. L'action de l'État, sauf en ce qui concerne les conditions d'hygiène et de sécurité exigées des navires transporteurs, ne s'exerce

qu'à partir de l'arrivée sur le territoire de la République. Le système consiste donc, non à recruter des immigrants, mais à aider ceux qui sont venus spontanément par leurs propres moyens. On pense que ceux-là sont d'une plus grande valeur économique.

Quant aux restrictions, elles sont le minimum de ce qui peut être établi. Nous examinerons plus tard si elles se justifient, et si elles sont suffisantes.

II. — Le régime des terres

Nous avons étudié le texte qui réglemente directement l'entrée et l'installation des immigrants en territoire argentin. Ce serait cependant être incomplet que de ne pas parler du système employé par l'État fédéral pour permettre à ces immigrants l'acquisition de la terre, ce qui est une question de la plus haute importance dans un pays agricole.

En Argentine, comme dans les autres pays neufs d'Amérique, l'État dispose d'un excellent facteur de colonisation. Ce sont les terres publiques, ou *tierras publicas*, ce qui signifie, non pas domaine public comme on pourrait le croire, mais terres du domaine privé. Ce domaine privé de l'État est très étendu dans un pays dont le territoire est immense et la population très faible, et où par conséquent une portion restreinte de la terre est appropriée par les particuliers. Il s'est constitué par la transmission à l'État républicain de l'ancien domaine de la couronne espagnole, et par la conquête des vastes régions autrefois occupées par les Indiens.

Le gouvernement argentin a employé des systèmes très variés pour l'aliénation de ses terres publiques. La plupart appartiennent au passé. Leur étude historique et critique a déjà été faite (1). Nous nous contenterons de parler du système actuel.

La loi des terres publiques du 8 janvier 1903 ordonne « l'exploration et l'arpentage des terres publiques, de manière à faire déterminer leurs conditions d'irrigation, les avantages qu'elles présentent pour l'agriculture, l'élevage, l'exploitation des forêts et terrains où pousse la yerba maté, et autres industries, ainsi que pour l'établissement de colonies et de centres de population » (art. 1).

Suivant le résultat des explorations, la terre est divisée en zones, et les zones reconnues propres à la fondation de centres de population et à l'établissement de colonies agricoles et d'élevage sont elles-mêmes divisées en lots, conformément aux indications de leur topographie. Les lots agricoles ne peuvent excéder cent hectares, et ceux d'élevage deux mille cinq cents hectares. Les autres terres sont destinées à la location ou à la vente aux enchères publiques.

Une seule personne ou société ne peut obtenir plus d'un lot d'élevage, et plus de deux lots agricoles.

Le Pouvoir exécutif peut concéder gratuitement le cinquième des lots aux premiers colons qui viennent s'établir dans les colonies.

1. Voir A. Picyre, *Des procédés employés par l'État argentin pour l'aliénation des terres faisant partie de son domaine privé*. Paris, 1905.

Les fermiers et acquéreurs de terres en toute propriété sont obligés, dans les délais établis par le Pouvoir exécutif, de les garnir de bétail et d'y élever des constructions pour une valeur d'au moins 500 piastres par lieue carrée argentine, c'est à-dire 2.500 hectares. Les acquéreurs de lots urbains sont obligés de les clôturer et d'y construire une habitation et ses dépendances dans le délai d'une année. Les concessionnaires de lots agricoles doivent y édifier une habitation dans le délai de deux années, et mettre la terre en culture dans les proportions fixées par le Pouvoir exécutif pour chaque colonie.

Les terres fiscales peuvent être affermées. La surface prise en location par une seule personne ou une société ne peut dépasser 20.000 hectares, et le bail est consenti pour cinq ans seulement. A l'expiration de ce délai, le fermier ou locataire aura le droit d'acquérir en pleine propriété la moitié de la terre louée, au prix qui aura été fixé dans le contrat de bail. Les fermiers doivent exploiter personnellement la terre louée, avec un capital personnel en bétail d'une valeur minima de 2.000 piastres par lieue carrée, pendant les deux premières années du cours du contrat, et d'employer en outre en constructions une somme équivalente à autant de fois 500 piastres qu'il y a de lieues affermées.

Donc l'immigrant pourra obtenir la terre publique par trois procédés : achat aux enchères publiques ou achat direct de lots dans une colonie, concession gratuite, location. La concession gratuite n'est pas admise comme système habituel d'acquisition ; elle

n'est, d'après la loi de 1903, qu'une mesure exceptionnelle. Ce système a été critiqué. On l'accuse d'être trop compliqué et de rendre trop difficile aux immigrants, généralement ignorants et peu familiarisés avec toutes ces formalités, la possession tant désirée de la terre. On trouve aussi trop étendue (20.000 hectares) la surface qui peut être prise en location par une seule personne, et dont la moitié peut être acquise en toute propriété à la fin du bail. Cela favorise l'accaparement et la spéculation.

Aussi le gouvernement a présenté au Congrès un nouveau projet de loi des Terres (1). Suivant ce projet, le gouvernement devra réserver, parmi les terres publiques à explorer et à mesurer, les régions favorables à l'établissement de colonies agricoles, pastorales ou mixtes, à l'établissement de missions indigènes, réserves de transit (2) ou autres fins d'utilité publique. Les lots agricoles ne pourront excéder 100 hectares ; les lots mixtes, agricoles et pastoraux, 500 hectares ; les pastoraux, 2.500 hectares, soit une lieue carrée argentine.

Les autres terres fiscales pourront être louées ou vendues aux enchères publiques par lots ne pouvant excéder 5.000 hectares, dans les délais et conditions que déterminera le Pouvoir exécutif.

Le titre définitif de propriété sera délivré à ceux qui auront payé le montant de leur lot et rempli les conditions (habitation, puits, clôture), même avant les délais fixés.

1. Paul Walle, *op. cit.*

2. Espaces destinés à l'usage public pour l'abreuvement et le repos du bétail en voyage.

Les locataires et acquéreurs de terres pastorales seront obligés de les occuper et de les exploiter dans le délai de deux ans avec du bétail et des constructions d'une valeur minima de 2.500 piastres par lieue carrée. Le transfert de tous droits sur des terres publiques est prohibé avant que le titre définitif ait été obtenu.

Le projet de loi organise un système de concession gratuite beaucoup plus large que celui de la loi de 1903. D'abord des concessions gratuites seront faites dans les villages et colonies agricoles ou agricolo-pastorales aux premiers colons qui s'y établiront personnellement. Ces concessions se feront par lots alternés. Dans le but d'encourager le développement de l'agriculture dans ces colonies, des concessions gratuites de nouveaux lots seront accordées aux colons qui se seront faits remarquer par leurs aptitudes et leur activité. Ces concessions ne pourront excéder un lot par personne ou société ; elles comporteront les mêmes obligations que celles déjà signalées. A la place de cette donation, une diminution du cinquième du prix du lot peut être accordée, basée sur la valeur des autres lots de la colonie.

De plus, le pouvoir exécutif est autorisé à accorder gratuitement des lots agricoles n'excédant pas 100 hectares, et des lots mixtes ne dépassant pas 500 hectares, à tout citoyen étranger possédant sa carte de naturalisation, ou qui s'engage à la réclamer dans le délai d'un an. Les conditions requises sont : avoir atteint la majorité de vingt deux ans ; n'être pas propriétaire dans le pays ; ne demander la terre que

pour son usage et bénéfice personnels ; accepter l'obligation d'occuper directement et personnellement la concession pour soi ou pour ses héritiers en cas de mort pendant cinq ans ; s'assujettir en outre aux obligations de peuplement, constructions et cultures déjà indiquées. Cette concession ne peut être exécutée ni saisie en vertu de dettes contractées avant et pendant la concession. Si, après avoir rempli pendant deux ans les obligations du contrat, le concessionnaire voulait obtenir par anticipation le titre définitif du lot occupé, il le pourrait en payant au comptant le quart de la valeur qui aurait été établie pour la vente des autres lots de la colonie dans laquelle il se trouve. Après le même espace de temps, le concessionnaire peut obtenir gratuitement le titre de propriétaire de son lot agricole ou agricole-pastoral, s'il prouve et s'il résulte de l'inspection pratiquée qu'il a introduit en constructions, cultures et bétail, un capital plus de deux fois supérieur à celui exigé, et qu'il a planté 500 arbres de deux ans d'âge.

Le locataire de terres publiques, ayant rempli les conditions de l'affermage, aura le droit d'acheter la moitié du terrain loué au prix qui aura été fixé dans chaque cas en signant le contrat.

Toute location, concession ou acquisition de lots de terre pourra être déclarée caduque, si on n'a pas exécuté les obligations stipulées dans le contrat.

Tout locataire ou acquéreur de terres en vente directe ou aux enchères publiques, devra signer des traites échelonnées pour la valeur des acquisitions.

Les pouvoirs publics sont également autorisés à

entreprendre la colonisation de terres fiscales sur les territoires fédéraux par des entreprises particulières qui en feront la demande, en offrant des garanties suffisantes, notamment des recommandations d'établissements de banque.

Il faut donc distinguer : d'une part, l'action officielle de l'État, qui organise des colonies, ou permet aux immigrants l'acquisition de la terre par vente directe, vente aux enchères, concession gratuite, location ; d'autre part, les entreprises particulières de colonisation qui afferment ou vendent payables par annuités des terres concédées par l'État, ou vendent des terres achetées par elles.

L'emploi plus large du système de la concession gratuite, peu usité jusqu'ici pour des raisons fiscales, permet d'espérer l'établissement d'un régime de petite propriété, et par conséquent le résultat naturel doit être de fixer et d'assimiler plus rapidement les immigrants.

Un grand nombre d'immigrants ne recourent ni à l'État, ni aux entreprises de colonisation. Beaucoup préfèrent se faire attribuer une partie d'un grand domaine qu'ils exploiteront en qualité de métayers. C'est une méthode très employée, en particulier par les Italiens, comme nous l'avons déjà signalé. Il arrive très souvent que de gros propriétaires fonciers, ne pouvant ou ne voulant pas cultiver eux-mêmes toute l'étendue de leurs terres, en louent une très grande partie à des sociétés particulières, qui elles-mêmes la subdivisent et sous-louent les lots à des colons. Ces lots varient de 10 à 30, 60, 100 hectares, et même plus.

Il se peut que le colon reçoive du propriétaire des instruments de travail, des semences, et des avances. Mais il se peut que le colon ne reçoive que la terre. La redevance sera plus ou moins élevée suivant le cas.

CHAPITRE III

LES MESURES A PRENDRE

Nous avons indiqué quels problèmes soulevait dans un pays neuf, particulièrement en Argentine, la venue de l'immigration étrangère. Nous avons étudié les lois qui règlent actuellement à La Plata l'entrée et l'établissement des immigrants.

Nous inspirant des nécessités actuelles du pays, nous allons nous demander si le régime en vigueur est bien celui qui convient, ou si au contraire il ne serait pas opportun de le modifier.

Nous examinerons les trois questions suivantes :

1° L'Argentine doit-elle, à l'exemple de plusieurs autres pays, imposer à l'immigration certaines restrictions, et empêcher l'entrée des éléments étrangers qui pourraient être nuisibles au point de vue économique, social et sanitaire ?

2° L'immigration actuelle doit-elle être considérée comme suffisante ? Sinon, est-il possible de l'augmenter numériquement ?

3° Comment assimiler les éléments étrangers et les employer au mieux des intérêts du pays ?

I. — Restriction de l'immigration

Un certain nombre d'États, particulièrement dans les pays neufs (1), après avoir longtemps favorisé la venue des travailleurs étrangers, se sont préoccupés depuis peu d'élever des barrières pour arrêter ou tout au moins restreindre cette invasion pacifique. Ces mesures d'exclusion, limitées d'abord aux hommes de couleur, surtout asiatiques, tendent maintenant à s'appliquer aux immigrants de race blanche.

On essaie de justifier ces obstacles opposés à la venue des étrangers par diverses considérations : ordre social, intérêt économique, intégrité nationale. Mais il semble plutôt qu'ils sont imposés par les exigences des syndicats ouvriers, là où ils sont fortement organisés, et dans l'intérêt exclusif de ceux-ci, qui craignent la dépréciation de leurs hauts salaires, par suite de l'afflux considérable de la main-d'œuvre étrangère. On n'a pas oublié les manifestations violentes qui ont abouti, aux États-Unis et au Canada, à une législation restrictive très sévère. La loi américaine du 20 juillet 1907 est le type le plus parfait de ces mesures de défense, réclamées par l'égoïsme de classe, déguisé sous l'apparence d'un prétendu intérêt national. La même politique est suivie dans l'Afrique du Sud et en Australie.

1. Plusieurs États européens ont pris des mesures semblables, mais dans un but surtout politique.

Dans ce dernier pays, on a le spectacle singulier d'un territoire immense à peu près désert, sauf sur la côte, et où l'on a interdit l'entrée de ceux qui pourraient le plus efficacement le mettre en valeur. Un absurde égoïsme de classe a pour effet la méconnaissance totale de l'avenir et des nécessités du développement du pays.

Dans l'Amérique latine, on en est encore à la phase d'encouragement de l'immigration. La législation argentine, nous l'avons vu, favorise nettement la venue des étrangers. Malheureusement, sous l'influence de l'exemple des pays anglo-saxons, on voit depuis peu se dessiner dans une partie de l'opinion une fâcheuse tendance à réclamer une politique d'exclusion. Cette tendance s'est manifestée nettement dans le message du président Figueroa Alcorta, le 5 mai 1910.

Il semble pourtant étrange qu'un pays, dont la densité de population est si faible, où le manque de main-d'œuvre agricole est général, puisse songer à se défendre contre l'apport précieux de travailleurs adultes, tout prêts à coopérer à l'accroissement de la production et de la prospérité nationale. Quels griefs invoque-t-on contre ces étrangers qui ont créé la fortune argentine, et qu'on veut écarter maintenant ?

« Nous assistons, dit M. Anibal Latino, à une lutte tenace, incessante, qui se livre dans le for intérieur de beaucoup d'Argentins, entre la nécessité de l'immigration et le désir de la repousser, entre la conviction de son utilité et le sentiment de répu-

gnance qu'inspirent sa présence et ses résultats. De leur côté, les étrangers, par leur dédain, leur manie des comparaisons, leur souvenir de la patrie d'origine, l'oubli de leur situation dans leur nouveau pays, le souci de se comporter en maîtres et non en hôtes, contribuent à développer ce sentiment, et non à l'effacer.

» Aussi on attribue à l'immigration une série de responsabilités et de fautes qui ne lui incombent pas. Les uns prétendent que c'est uniquement à l'abstention et à l'indifférence des étrangers, et non aux abus et à l'incapacité des gouvernants, qu'on doit les maux politiques du pays. C'est là une opinion erronée, car les étrangers ne cessent de lutter contre l'instinct de rapacité de ceux qui veulent conserver à tout prix le monopole du trésor national et des postes publics, dont ils profitent. D'autres ne trouvent pas d'autre explication de l'esprit matérialiste qu'on observe dans le pays, de l'égoïsme qui pénètre dans la population indigène, que la présence des immigrants ; comme si, même au cas où cette inculpation serait exacte, les Argentins étaient forcés d'imiter le pire, et non le meilleur, de ce qu'ils observent chez les autres. Ces deux opinions ne sont pas fondées, comme il serait facile de le démontrer. Un écrivain argentin (1), ardent protagoniste du progrès national, auteur de nombreux ouvrages, a dit que « l'Argentine ne vit pas d'idées pures ni d'abstractions, elle désire surtout vendre ses céréales et son bétail, et s'enrichir. Derrière l'agitation des

partis politiques, il n'y a rien d'autre que le désir de prendre part à l'exploitation du pays et de jouir de ses richesses. »

M. Anibal Latino conteste qu'on puisse imputer aux étrangers l'esprit mercantile et la politique trouble qui règnent en Argentine. L'influence étrangère a été au contraire bienfaisante. Ce sont les étrangers qui ont importé l'esprit pratique, l'énergie productrice dont manquaient les Espagnols et leurs descendants créoles, trop enclins à l'indolence stérile. On doit se féliciter de cette influence du dehors et non la déplorer.

Quant aux prétendus dangers que fait courir à la nationalité argentine l'afflux énorme d'étrangers de races et de pays divers, il faut déclarer que c'est là un simple prétexte, et que cette préoccupation soi-disant patriotique masque un intérêt égoïste moins avouable. Au nom de quoi les descendants des Espagnols et les étrangers déjà établis prétendraient-ils fermer la porte aux nouveaux venus sous prétexte de défendre leur prétendu caractère national ? Quel est-il, ce caractère national ? Peut-il être défini d'ores et déjà ? Il faut répondre qu'il n'y a pas encore réellement de nationalité argentine, et qu'elle est encore en formation. Alors pourquoi vouloir doser arbitrairement aujourd'hui les éléments qui doivent la composer ?

« Les craintes qu'on manifeste, a dit le Président Carlos Pellegrini (1), ne sont pas fondées, comme le

1. Préface de *l'Argentine au xx^e siècle* de A. Martinez et Lewandowski.

démontre l'exemple des États Unis. Dans cet immense creuset entra d'abord le courant de l'émigration anglo-saxonne, hollandaise, française et espagnole ; plus tard vinrent les Scandinaves, les Allemands, les Polonais, les Hongrois, les Italiens, les Africains. De la fusion de tous ces éléments, il a surgi une nouvelle race homogène et forte, douée d'un puissant esprit national, qu'on appelle « esprit américain » et qui s'est imposé sous ce nom au respect du monde ».

« L'exclusivisme contre l'étranger, dit M. Théodore Roosevelt (1), est aussi anti-américain que le cosmopolitisme. C'est une insanité de combattre un homme à cause de sa religion ou de son pays natal, et tous les bons citoyens doivent abhorrer une pareille action. L'Irlandais, l'Allemand ou le Scandinave qui est vraiment devenu américain, a le droit de tenir le même rang qu'un citoyen né sur notre territoire ; il mérite au même degré l'appui et l'amitié de ses voisins. Parmi les hommes avec lesquels j'ai eu le plus de contact personnel, et qui ont été en politique mes plus sûrs amis et aliés, se trouvent plusieurs Américains nés au-delà des mers, en Allemagne, en Irlande, en Scandinavie. On ne pourrait trouver d'hommes supérieurs dans les rangs de nos citoyens indigènes. »

Voilà l'esprit large dont tous les Américains doivent s'inspirer, en particulier les Argentins qui sont entièrement redevables de leur prospérité à ces étrangers,

1. Th. Roosevelt, *l'Idéal Américain*. Traduction de Roussiers, 1905.

que quelques esprits mesquins voudraient exclure aujourd'hui.

D'ailleurs les auteurs européens, qui ont étudié la condition de leurs compatriotes en Argentine, sont unanimes à constater leur rapide dénationalisation (1). Il n'est donc pas fondé de craindre, dans ce pays, un danger politique dû à l'immigration.

« Il ne peut y avoir pour un homme, dit Carlos Pellegrini, d'autre famille, ni d'autre foyer que ceux où il est né et où il a grandi. Sans doute, il se sentira rattaché au foyer de ses ancêtres par des liens de tradition et de respect profond; mais, par ses fibres et ses sentiments les plus intimes, il est lié au foyer et à la famille où il est né, dont il a reçu la sève, et où les premières impressions ont modelé son esprit, et lui ont imprimé les traits caractéristiques de sa personnalité. Les différences originaires entre les immigrants de différentes nationalités disparaissent ».

Cette opinion autorisée d'un ancien Président de la République Argentine apprécie très justement le degré d'importance de la nationalité d'origine chez les immigrants européens en Amérique. Écartons donc résolument toutes les raisons alléguées pour prévenir un soi-disant danger politique et national. Sur le terrain économique, des mesures de restriction se justifieraient-elles davantage? Remarquons d'abord qu'en Argentine, de même que dans tous les pays où on a proposé ou établi la restriction de

1. V. E. Daireaux, *la Vie et les Mœurs à La Plata*. — J. Huret, de *La Plata à la Cordillère des Andes*.

l'immigration, ce sont les syndicats ouvriers qui se sont montrés les plus ardents et les plus obstinés à réclamer ces mesures de protectionisme de la main-d'œuvre. Aux États-Unis, au Canada, en Australie, ce sont eux qui s'opposent violemment, contre l'intérêt évident du pays, à l'entrée des immigrants. Désireux de conserver leurs hauts salaires, ils allèguent que, puisqu'il y a des chômeurs, le marché de la main-d'œuvre est saturé, et il n'y a pas lieu d'adjoindre l'immigration à l'accroissement naturel de la population.

Quelle est la cause de cet état d'esprit singulier? Dans les pays que nous venons de citer, où règne cette tendance xénophobe, on remarque une distribution très inégale de la population. Les campagnes sont à peine peuplées, de vastes étendues attendent et attendront sans doute longtemps des bras vigoureux pour les exploiter. D'autre part, il se fonde avec une incroyable rapidité des villes géantes où s'entasse une population considérable. Les masses ouvrières, cédant à l'attrait trompeur de la vie urbaine, ne veulent pas s'arracher à leurs taudis malsains, au surmenage dans des locaux sans air, alors qu'elles trouveraient dans les campagnes vides la vie indépendante et salubre. Ces ouvriers, beaucoup trop nombreux, frappés forcément à maintes reprises par le chômage, tiennent cependant à conserver les salaires élevés qu'ils sont venus chercher de très loin. Étrangers ou fils d'étrangers, naturalisés de la veille, ils sont parfois les plus ardents à fermer la porte à ceux qui voudraient

venir après eux, et ils déguisent leurs prétentions égoïstes sous les apparences d'un patriotisme de fraîche date, plus intransigeant que celui des indigènes.

Pour concilier ces prétentions avec les vrais besoins du pays, il faut d'abord chercher à affaiblir l'effet de cette néfaste attraction des villes, et obtenir par là même l'utilisation maxima de l'immigration.

Ce que nous avons examiné jusqu'ici, ce sont les raisons qu'on fait valoir pour réclamer une restriction *générale* de l'immigration, la considérant en bloc, sans distinguer la nationalité ou les particularités de chaque immigrant. Nous concluons que cette restriction ne serait pas justifiée en Argentine, l'immigration étant encore bien loin d'y avoir les proportions d'un courant dévastateur, ainsi que le prétendent certains intéressés au « protectionisme ouvrier ».

Mais nous sommes loin de penser, cependant, qu'il y a lieu d'admettre sans restriction et sans contrôle toutes catégories d'immigrants, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent. Aussi nous allons examiner dans quels cas des immigrants pourraient être considérés comme indésirables.

1° *Exclusion en raison de la race.*

Les Américains et les Australiens défendent leur territoire par des lois sévères contre l'invasion jaune. Ces mesures sont très discutées, approuvées ou blâmées suivant les auteurs.

Le péril jaune existe-t-il en Argentine ? Les statistiques de l'immigration ne révèlent qu'un chiffre insignifiant d'immigrants asiatiques, et, à première vue, on peut penser que le pays n'a guère à se prémunir contre un danger que les faits ne semblent guère faire craindre jusqu'ici.

Les autres républiques de l'Amérique latine reçoivent la main-d'œuvre jaune, et même l'appellent. Les Japonais sont nombreux au Mexique et au Pérou. Le Brésil les attire en leur accordant divers avantages.

Bien que ce phénomène ne soit pas encore appréciable en Argentine, on a déjà résolu de prendre des mesures préventives de défense. On peut les justifier par plusieurs raisons. L'Argentine est un des pays d'Amérique où la race européenne domine le plus exclusivement. L'élément noir a disparu à peu près entièrement, et les Asiatiques n'ont pas pénétré d'une façon sensible. Aussi on comprend le désir général de maintenir une population de race et de civilisation exclusivement européennes. D'autre part, le climat permettant aux Européens de vivre et de travailler sur presque toute l'étendue du territoire, le besoin ne s'est pas fait sentir, comme au Brésil, au Venezuela, et dans d'autres pays de climat tropical, de faire venir la main-d'œuvre jaune là où le travailleur blanc est incapable de se livrer à une activité sérieuse. Dans les seules régions où le blanc ne peut travailler, la population indigène est assez nombreuse pour fournir une main-d'œuvre suffisante. Ainsi, dans la province de Tucuman, dans le

Chaco, à Misiones, les Indiens sont employés à la culture de la canne à sucre.

Les Japonais s'établissent nombreux au Chili, environ 1.500 par an. Les agents d'émigration japonais ayant fait une propagande active pour diriger leurs nationaux vers l'Argentine, proche du Chili et analogue par le climat et la production, le Sénat argentin a approuvé en octobre 1910 un projet de loi de M. Manuel Lainez pour modifier l'article 25 de la Constitution fédérale (1), de façon à exclure totalement l'immigration de couleur.

Au cours de notre étude analytique par nationalités, nous avons remarqué que certaines catégories d'immigrants, même Européens, étaient loin de jouir de la sympathie universelle. Aux Italiens, on reproche de jouer trop facilement du couteau, et d'être une cause perpétuelle de désordres et de violences. Les Russes, les Juifs, les Syriens sont considérés comme de médiocres travailleurs, comme des éléments inassimilables, obstinés dans la conservation de leurs usages arriérés, incapables d'adopter le genre de vie, la langue, les mœurs argentines. Tous ceux-ci, de même que les Espagnols, sont jugés d'un niveau inférieur, à cause de leur manque de capitaux, et surtout de leur complète ignorance.

Nous avons déjà signalé ces accusations. En général, elles sont fort exagérées. En tout cas, elles ne com-

1. Cet article 25 dit bien que « le gouvernement fédéral favorisera l'immigration européenne ». Mais il ajoute : « il ne pourra restreindre, ni grever d'aucun impôt l'entrée en territoire argentin des étrangers dont l'intention serait de labourer la terre, améliorer l'industrie, introduire et enseigner les sciences et les arts »,

portent pas du tout, comme conséquence logique, l'exclusion absolue de ceux qui en sont l'objet. Sans doute nous reconnaissons que ces immigrants sont inférieurs à d'autres au point de vue de la valeur économique *individuelle*. S'ils étaient seuls à composer l'immigration, le pays ne tirerait pas grand profit de cette invasion d'éléments médiocres. Mais c'est, d'autre part, une grave erreur de penser que le pays gagnerait à recevoir une immigration exclusivement composée d'éléments supérieurs.

Le cas se présente ici comme pour les États-Unis, où on regarde avec tant de défaveur les catégories d'immigrants en question. Qu'on se garde de les exclure, le pays y perdrait une très grande force, en croyant opérer une sélection salubre. Miss Jane Adams, sociologue américain très connu, conseillait à ses concitoyens « de ne pas parler avec trop de désinvolture des immigrants, « cette lie d'Europe », et de songer que les moins cultivés et les moins habiles des immigrants sont plus utiles aux États-Unis que les immigrants plus instruits, car seuls ils consentent à travailler la terre (1). »

Si on établissait une sélection basée sur le degré d'instruction, on réduirait l'immigration à des intellectuels, des commis, des déclassés. Sont-ce ceux-là qui vont pousser la charrue et soigner le bétail ? Appliquer le système de l'Illiteracy Text serait absurde et injuste. Fermer la porte à ceux qui ne savent ni lire, ni écrire, serait gravement méconnaître

1. Cité par Ch. Salvy, *l'Immigration aux États-Unis*, p. 160.

les leçons de l'expérience. Que d'hommes sans aucune instruction sont arrivés par leur labeur et leur ténacité à des situations considérables, et ont plus contribué que des intellectuels à la prospérité de l'Argentine !

Sans doute ces Russes, Italiens, etc., ne sont pas sans défauts. Mais on exagère par trop les leurs, sans réussir d'ailleurs à nous convaincre qu'il s'agit là de tares que rien ne saurait faire disparaître. Pourquoi repousser un homme adulte, capable de travailler, sous prétexte qu'il est ignorant et qu'il ne possède rien, alors que si on lui concède un peu de terre et de crédit, il pourra s'élever et contribuer à la prospérité de tous ?

On vient dire que ces catégories d'immigrants, pris parmi les plus misérables, sont destinés à devenir une charge pour l'État, et qu'ils occupent une place privilégiée dans les statistiques de la criminalité. Cette triste supériorité n'est pas si grande qu'on le prétend. D'ailleurs c'est là un fait constant dans tous les temps et tous les pays que la classe la plus pauvre fournit le plus fort contingent à l'armée du vice et du crime. Mais c'est là une situation susceptible de changement. L'immigrant pauvre, lorsqu'il se sera créé par son travail, si toutefois on le lui facilite, des moyens d'existence stables et honnêtes, se dégagera aisément des obsessions malsaines que la misère suggère à celui qui a faim.

L'exemple des États-Unis est encore à citer. « Il est certain, dit M. Giuseppe Prato (1), que, si les

1. G. Prato, *le Protectionisme ouvrier*, p. 180.

Américains de 1860 avaient déclaré indésirables les phalanges de travailleurs qui fuyaient les famines d'Irlande, ou considéré comme des déchets dangereux les ouvriers allemands, scandinaves ou anglais, plus d'une florissante ville industrielle serait maintenant un petit centre agricole perdu entre les prairies et les forêts, et les fils de ces étrangers, fraternellement accueillis, ne constitueraient pas aujourd'hui, dans l'Union, la partie la plus active et la plus intelligente de sa population ».

D'une façon générale, il faut repousser ces mesures d'exclusion basées uniquement sur la race et sur l'origine, surtout lorsqu'il s'agit d'hommes de civilisation équivalente à celle du pays d'immigration. D'ailleurs on commettrait de lourdes erreurs en déclarant indésirables en bloc tous les hommes venant d'un même pays, alors qu'ils sont généralement très différents suivant la province dont ils sont originaires. Ainsi on sait que l'Italien du Nord est très différent de l'Italien des provinces méridionales. Le Sarde et le Piémontais sont des travailleurs appréciés, partout recherchés. Quant à l'Italien du Sud, généralement considéré comme paresseux, indolent, il sera juste de l'expulser toutes les fois qu'il s'obstinera à vivre en mendiant, en marge des lois.

De même, parmi les Russes, il faut distinguer les Russes non-israélites, dits Russo-Allemands, et les Israélites, ces derniers beaucoup moins désirables en raison de leur inaptitude et de leur répugnance pour les travaux agricoles. On ne contestera pas qu'il y a eu, parmi les Russes venus en Argentine,

des anarchistes assez nombreux' recherchés par toutes les polices. Si fréquent que soit le cas, comme plusieurs attentats l'ont démontré, ce n'en est pas moins un cas individuel.

Pour ce qui concerne les Syriens et les Israélites, l'expérience acquise jusqu'ici établit leur inaptitude aux travaux agricoles et leur difficulté à se laisser assimiler. Pense-t-on que ce soit encore là une raison définitive pour les exclure ? Une demi-mesure suffirait pour remédier à cette situation fâcheuse. Une des principales causes de leur manque d'assimilation est le fait qu'ils s'établissent en majorité dans les villes. Là, il leur est facile de continuer la même vie qu'en Europe. Ils tendent à se grouper, à former des colonies où ils continuent l'usage de leur langue et de leurs mœurs nationales. L'essai de colonisation israélite n'a guère réussi, justement parce que les colons israélites ont été groupés, placés en dehors d'un contact étranger qui les aurait transformés, leur faisant adopter des habitudes d'existence et de travail plus conformes à la nature du pays.

Il faudrait s'efforcer de décongestionner les villes et d'envoyer ces Israélites, ces Russes et ces Syriens dans des colonies lointaines, de préférence, afin qu'ils ne puissent revenir trop facilement vers les villes, et en évitant de grouper ensemble un trop grand nombre de colons de même race. Il serait nécessaire même qu'ils ne prennent pas du tout contact à leur arrivée avec la grande ville, et que le bateau les conduise directement au port le plus proche de la colonie où on les envoie.

Quant à ceux qui, malgré tout, s'acharneraient à revenir vers les villes, se rendraient coupables de délits, se livreraient à la mendicité, ou tomberaient à la charge de l'assistance publique pour une cause autre que l'invalidité, l'État pourrait leur imposer une résidence, système analogue à notre interdiction de séjour. Puisqu'il a le droit de les expulser, ne vaut-il pas mieux surseoir à cette mesure extrême, et tenter de les transformer par le travail ? La violation de cette interdiction de séjour serait punie d'une peine corporelle que l'expulsion suivrait obligatoirement. Ce serait le moyen le plus sûr de ne pas se priver d'un élément de population important par le nombre et sans cesse croissant, susceptible d'être utilisé à condition qu'on l'aide, au besoin qu'on le force à abandonner un genre de vie inconciliable avec les nécessités d'activité et de développement du pays.

Il faudrait d'ailleurs, pour cela, une modification de la Constitution fédérale, puisque d'après son article 14 « tous les *habitants* de la nation jouissent des droits suivants : ... *entrer, demeurer et passer, et sortir du territoire argentin* », ce qui signifie la liberté d'aller et venir, et de s'établir où bon leur semble. L'article 25, déjà cité, devrait également être modifié.

D'après la loi de résidence du 22 novembre 1902, « on pourra expulser tout étranger qui aura subi une condamnation, qui sera réclamé par un tribunal étranger, ou *qui compromettrait l'ordre et la sécurité publique*. Le départ devra s'effectuer dans les trois

jours ». Nous ne voyons nulle raison qui puisse empêcher l'État, armé du droit d'expulsion à l'égard de l'étranger, de ne l'exercer qu'après l'expérience préalable de l'obligation de résidence, bien entendu en laissant l'intéressé opter entre ce régime et l'expulsion immédiate. Ce procédé serait à l'abri de la critique, du moment que l'étranger reste toujours libre de regagner son pays d'origine, s'il le désire.

Ces réserves étant faites, nous déclarons que l'exclusion basée uniquement sur la race ne se justifie pas, à moins qu'il ne s'agisse d'hommes d'une civilisation absolument différente, par exemple des Asiatiques. Ce serait une grave erreur d'écarter systématiquement, sous des prétextes quelconques, car on se garderait de le faire ouvertement, tous les immigrants originaires de certains pays, en les déclarant arbitrairement de « race inférieure ». Il ne faut agir que par mesure individuelle et avec beaucoup de circonspection, car l'Argentine, ayant besoin de main-d'œuvre, n'est pas encore en situation de se montrer difficile.

2° *Exclusion pour cause de défaut
de moyens d'existence.*

La loi américaine du 20 février 1907 interdit le débarquement « des miséreux, personnes susceptibles de tomber à la charge publique, des mendiants ». La loi argentine du 19 octobre 1876 ne vise que les mendiants. Serait-il opportun d'y ajouter les mêmes dispositions que celles de la loi américaine ? Nous ne

le pensons pas. Qu'importe à un pays qui manque de main-d'œuvre, si ceux qui viennent sur son territoire n'ont pas d'autre bien que la vigueur de leurs bras. Il est préférable, sans doute, que les immigrants possèdent des capitaux qu'ils pourront mettre personnellement en œuvre. Mais il serait vraiment excessif de repousser des immigrants adultes, sous prétexte qu'ils sont dépourvus de tout capital, du moment qu'ils sont valides et capables de vivre de leur travail. A l'État qui les reçoit incombe la tâche de leur donner du travail, tâche d'ailleurs facile dans un pays où l'on réclame des bras dans toutes les provinces. Mais il est de toute nécessité, pour éviter le chômage dans les villes surpeuplées, de diriger sans tarder l'immigrant vers les campagnes, car c'est là, et là seulement, qu'on a besoin de lui.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce point. Il suffirait de reproduire les arguments déjà donnés à propos des immigrants dits de race inférieure, originaires de pays pauvres, et presque toujours sans aucun capital.

3° Exclusion en raison de l'âge ou de tares physiques.

La loi argentine n'admet pas les immigrants âgés de plus de soixante ans, à moins qu'ils ne soient chefs de famille. Cette disposition se justifie en principe. Le pays ne doit admettre que des hommes valides, encore capables de fonder une famille. Il n'a pas intérêt à recevoir ceux qui tombe-

raient à bref délai à la charge publique. Cependant des raisons d'humanité doivent faire fléchir dans certains cas cette règle rigoureuse. On devrait ajouter à l'exception déjà admise le cas où la personne majeure de soixante ans justifie qu'elle vient retrouver des parents susceptibles de la faire vivre. Il est excessif, en effet, de séparer les membres d'une même famille sous le simple prétexte que la limite d'âge est atteinte. Elle ne se justifie que lorsqu'il s'agit d'individus isolés, pour éviter que certains États ne trouvent commode de se débarrasser de leurs assistés et de leurs vieillards, en les envoyant dans d'autres pays où ils ne pourront aucunement participer à la production.

La loi argentine, de même que la loi américaine, contient de nombreuses restrictions pour cause de maladie. Sont exclus « les personnes venant de régions où sévit le choléra asiatique, la fièvre jaune ou toute autre maladie épidémique, les individus atteints d'une maladie contagieuse et d'un vice organique qui les rend inaptes au travail, les déments ». Ces mesures ne doivent pas être discutées. Il s'agit là, pour l'État, d'un devoir de préservation sociale, contre lequel ne peut prévaloir aucune autre considération, même économique.

4° Exclusion dans l'intérêt de l'ordre public.

Il est une autre catégorie d'individus qu'il faut éliminer d'une manière absolue, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité intérieure. Ce sont tous ceux qui ont

subi des condamnations pour crimes ou sont sous le coup de poursuites, et qu'il serait par conséquent dangereux d'accueillir. La loi argentine vise les condamnés et les criminels tombant sous l'action de la justice. On ne distingue pas suivant qu'il s'agit de crime de droit commun ou de crime politique. La loi américaine n'exclut que les condamnés pour crime non politique. Sans doute, il est trop rigoureux d'exclure tous les condamnés sans exception, et plus d'un pays a eu à se louer de la venue de réfugiés que la persécution ou la révolution chassait de leur pays. Cependant il est une catégorie de criminels politiques qui présentent un danger permanent pour tous les pays où ils se rendent : ce sont les anarchistes. Puisqu'ils sont résolus à détruire tout ce qui est le fondement essentiel de nos sociétés actuelles, leur présence ne devrait être tolérée sur le territoire d'aucun État soucieux de maintenir l'ordre, surtout lorsqu'ils viennent d'un pays étranger, et alors même qu'ils n'auraient subi aucune condamnation.

Les États-Unis ont agi sagement, en ajoutant les anarchistes à la liste des indésirables. Ce sont, suivant la loi américaine, « les personnes souhaitant ou prônant le renversement par la force ou par la violence du gouvernement des États-Unis, ou de tout autre gouvernement, ou de toutes les formes de lois, ou l'assassinat des fonctionnaires publics ». Il serait opportun d'introduire une telle disposition dans la législation argentine. Ce serait le moyen d'éviter à l'avenir des attentats et des désordres comme ceux qu'on a eu maintes fois à déplorer. Les coupables,

Russes ou Italiens pour la plupart, ont été condamnés ou expulsés. Mais il est préférable d'agir préventivement. Le fait de quelques individus a pour effet fâcheux de faire rejaillir sur leurs compatriotes la défaveur qu'ils ont méritée seuls. D'ailleurs ils ont en général des moyens d'existence peu avouables et ne se livrent pas à un travail régulier. Par conséquent, leur élimination serait un bien à tous points de vue.

Nous avons envisagé les divers motifs d'exclusion qui peuvent être invoqués, et nous avons vu qu'ils n'ont pas tous la même valeur. On peut distinguer, en effet, deux grandes catégories d'indésirables.

La première doit être éliminée d'une manière absolue. Ce sont tous ceux qui présentent pour la société où ils prétendent pénétrer un tel danger, qu'elle doit les écarter dès le début, sans attendre qu'ils aient eu le temps d'exercer leur influence néfaste. Danger physique, s'il s'agit d'individus atteints d'une maladie contagieuse ou héréditaire. Danger social, si ce sont des individus incapables de travailler pour raison d'âge ou d'invalidité. Danger pour l'ordre et pour les institutions politiques, si ce sont des fous, des repris de justice, des anarchistes, ou des individus inassimilables en raison de leur race (Asiatiques).

La deuxième catégorie de prétendus indésirables comprend : ceux qui n'ont pas d'autres moyens d'existence que leurs deux bras ; les illettrés, et ceux qu'on juge arbitrairement de race inférieure, parce qu'ils viennent de pays pauvres et qu'ils ne sont pas accoutumés au genre de vie du pays où ils se rendent. Tous ceux-là, nous pensons que ce serait une grave

faute de les exclure. L'Argentine est loin d'être assez peuplée, pour qu'on puisse songer dès aujourd'hui à opérer une sélection aussi rigoureuse. Il serait d'autant plus fâcheux d'exclure tous ces soi-disant indésirables, qu'ils composent la majeure partie de l'immigration actuelle. Ils sont donc un appoint fort important dans l'accroissement de la population. Nous ne contestons pas, cependant, que leur manière de vivre et de travailler soulève des réclamations fréquentes et parfois justifiées. Nous avons tenté de proposer un système qui pallierait dans une certaine mesure les inconvénients signalés. Créer des colonies mixtes, imposer à ces immigrants de qualité douteuse la résidence loin des villes, seraient les plus sûrs moyens de hâter leur transformation et de mettre le mieux à profit leurs indiscutables qualités.

II. — Encouragement de l'immigration

Nous avons répété à plusieurs reprises que l'immigration, eu égard à l'étendue du territoire argentin, ne parvenait pas à accroître très rapidement la population et ne répondait que faiblement à la demande de main-d'œuvre. Malgré les déclarations irréfléchies de quelques enthousiastes superficiels, on ne peut nier que le fait de l'immigration temporaire démontre surabondamment l'insuffisance de la main-d'œuvre stable. Cependant le gouvernement argentin, après avoir beaucoup favorisé l'immigration autrefois, a renoncé depuis 1895 aux avances de

transport et au système des agents d'émigration. Il se borne actuellement à favoriser l'immigrant, à l'aider, à partir du moment où il pénètre en territoire argentin.

N'a-t-on pas abandonné avec trop de hâte l'ancien système, et ne conviendrait-il pas de revenir à des mesures plus efficaces pour développer l'immigration ? La crise actuelle et la guerre européenne auront pour effet certain, comme l'enseigne l'expérience passée, de diminuer sensiblement pendant quelques années le chiffre des entrées et de donner une fâcheuse impulsion à l'émigration. Aussi la question se pose plus que jamais de savoir s'il ne serait pas opportun pour l'État argentin d'intervenir plus activement qu'il ne le fait, et si cette intervention serait vraiment efficace.

Le système des transports gratuits et des agents d'émigration a pour premier inconvénient d'être fort onéreux. Le budget argentin ayant beaucoup enflé, suivant en cela le malheureux exemple de nos pays d'Europe, ce serait lui adjoindre une lourde charge que de rétablir l'ancien système. L'avantage qu'on en retirerait compenserait-il vraiment les lourds sacrifices que l'État devrait s'imposer ? Sans doute le nombre absolu d'immigrants augmenterait probablement ; mais on peut justement craindre, si on se réfère à l'exemple du passé, que la quantité s'accroisse aux dépens de la qualité. Ce système, qui consiste à provoquer artificiellement l'immigration, s'explique dans un pays absolument neuf, où tout est à créer, où il n'y a pas

encore de population agricole. Il est alors nécessaire de faire connaître le pays, et, pour créer un mouvement, de faire venir les premiers colons en les défrayant de tout. Tel n'est plus le cas de l'Argentine. Les premiers contrats de colonisation au milieu du siècle dernier se justifiaient, parce qu'ils avaient pour but de créer des noyaux de population dans des régions désertes, où le chemin de fer ne parvenait pas, et où jamais les colons ne seraient allés d'eux-mêmes, si l'État n'avait appelé et favorisé leur venue. Aujourd'hui le mouvement migratoire vers l'Argentine est trop important pour que des mesures artificielles puissent avoir pour effet de l'augmenter très sensiblement.

D'autre part, les immigrants qu'on fait ainsi venir à grands frais sont loin de valoir, au point de vue de la qualité, ceux qui viennent d'eux-mêmes. « L'immigration spontanée, dit M. Paul Walle (1), celle qui vient à ses frais, est la meilleure de toutes ; elle implique une décision ferme et la perspective d'un but à atteindre ; les éléments en sont en général sains et robustes ». On ne peut pas en dire autant des immigrants recrutés par les agents d'émigration. Ces agents, soucieux avant tout de toucher leur prime par famille ou par tête d'émigrant, ne s'inquiètent nullement des aptitudes des malheureux qu'ils envoient au pays lointain où ils ne trouveront que des déceptions. L'exemple du Brésil montre combien sont dangereux le recrutement et la propagande des agents d'émigration, qu'on dit avec raison se livrer

1. Paul Walle, *l'Argentine telle qu'elle est*.

à une véritable « traite des blancs ». En Argentine aussi, l'expérience passée a mis en lumière les inconvénients du système. Il avait pour résultat l'envoi d'un très grand nombre de déchets sociaux et de non-valeurs. Beaucoup de malheureux, indignement trompés, devaient être rapatriés, et l'État en était pour ses frais. Pendant la période où l'on accorda le plus grand nombre de passages gratuits, de 1888 à 1891, les chiffres de l'émigration furent particulièrement élevés.

Il ne serait pas opportun de revenir à un système coûteux, et qui n'apporterait vraisemblablement que l'appoint de travailleurs de médiocre qualité. Bien préférable est le système actuel, qui consiste à encourager seulement les immigrants qui ont eu l'énergie et les moyens de parvenir en territoire argentin sans aide étrangère.

Mais ne conviendrait-il pas de développer les moyens indirects susceptibles de stimuler l'immigration ? C'est, en premier lieu, la propagande. Elle est certainement insuffisante. A part les récits de voyages, les rares études des chargés de missions officielles, et les ouvrages des spécialistes, on peut dire qu'il y a encore bien peu de publications qui parlent de l'Argentine, et qui s'adressent au grand public. Dans les consulats de la République, on donne avec complaisance à quiconque les demande diverses brochures sur la situation politique et économique de l'Argentine, les industries, les conditions de vie et d'exploitation, les salaires payés. Ces brochures devraient être répandues partout à profusion.

Il n'est pas suffisant d'attendre que le travailleur, qui s'expatrierait volontiers, aille de lui-même se renseigner. Le meilleur système est celui — déjà employé (1), mais pas assez largement — des chroniques dans de grands quotidiens à gros tirage, s'adressant à un très grand nombre de lecteurs. Il importe avant tout de faire connaître les salaires payés, le prix de la terre dans les diverses régions, les industries à créer, etc. Ce serait sûrement moins coûteux et plus efficace que le système des agents et des subventions de passages.

Ce qui contribue beaucoup à arrêter l'Européen, qui irait volontiers s'établir en Amérique, c'est la peur de l'inconnu, la crainte de ne pas trouver de travail. Des pessimistes ont répandu le bruit que beaucoup de ceux qui s'expatriaient n'arrivaient pas à s'employer, et étaient souvent obligés de retourner dans leur patrie plus pauvres qu'ils n'étaient partis. « Ne partez pas, conseille-t-on, si vous n'êtes pas sûr d'avance de trouver du travail. » La loi des États-Unis interdit l'entrée des « contract laborers », c'est-à-dire de ceux qui viennent engagés par contrat. Mais l'Argentine ne possède pas de disposition semblable. Aussi il serait facile d'adjoindre un service de placement aux consulats et aux Chambres de commerce argentines à l'étranger. Le gouvernement argentin assure par ses Offices du Travail le placement des immigrants, mais ceux-ci seraient certainement plus nombreux, si, dès le départ d'Eu-

1. Voir la chronique quotidienne de l'Amérique latine, par Eugenio Garzón, dans *le Figaro*.

rope, ils étaient déjà engagés par l'intermédiaire du consulat ou de la Chambre de commerce du lieu de départ. La facilité actuelle des communications postales et télégraphiques permettrait de renseigner à tout instant les intéressés sur le taux des salaires et la demande de main-d'œuvre, et de conclure des contrats de travail entre les chefs d'entreprise argentins et les travailleurs d'Europe désireux d'aller partout où ils seraient sûrs de trouver de bons salaires. Il serait aisé de réaliser cette application idéale de la loi de l'offre et de la demande.

III. — Assimilation et fixation des immigrants

Ce qui est beaucoup plus important que d'augmenter le nombre des immigrants, c'est d'augmenter la proportion de ceux qui restent en Argentine et s'incorporent définitivement dans la population. Le nombre des émigrants est toujours considérable, ce qui a pour effet de diminuer sensiblement le chiffre de l'immigration nette. Cela tient à ce que l'Argentine est considéré trop généralement comme un pays où l'on va s'enrichir, et qu'on abandonne aussitôt qu'on s'est assuré la fortune, ou même seulement l'aisance. Le fait de l'immigration temporaire, de ces travailleurs qui viennent et repartent chaque année, est encore plus caractéristique. Comment former une race, créer une nation, dans un pays

considéré comme un lieu de passage ? Pourquoi cette étrange contradiction d'un pays qui convient admirablement au peuplement, et qui n'est pour la plupart qu'un lieu d'exploitation passagère ?

C'est donc un problème de première importance de chercher à fixer définitivement les immigrants, à les attacher au sol, à leur faire adopter les sentiments, les idées, les intérêts de la nouvelle patrie. On peut espérer que le service militaire obligatoire et l'éducation nationale largement répandue auront une action efficace. Mais il ne faut pas oublier que ce problème n'est pas seulement d'ordre politique, et que son importance économique est au moins aussi considérable. L'Argentine ne conquerra la stabilité économique que le jour où sa population sera fixée et attachée au sol. La population n'est pas le seul facteur de la production et du développement économique, mais c'est certainement le facteur le plus important, puisque c'est lui qui fournit l'indispensable travail.

La Cherté de la vie

On indique généralement, comme une cause importante du défaut de fixation de l'étranger, le prix élevé de la vie en Argentine. Mais c'est là une raison qu'il ne faut pas accepter sans réserves. La vie est en effet très chère dans les grandes villes, en particulier à Buenos-Aires. Les articles de consommation courante, le loyer, y sont même pour l'ouvrier d'un prix très supérieur à celui de nos villes euro-

péennes. C'est pourquoi on constate cet incroyable entassement d'Italiens ou de Russes, se réunissant à plusieurs pour payer le prix d'une seule chambre sordide. L'alimentation même n'est guère moins chère qu'en Europe, ce qui paraît surprenant dans un pays de culture et d'élevage (1).

Mais, si la vie à l'européenne dans les grandes villes est si coûteuse, il n'en est pas de même dans les campagnes. La population campagnarde, ouvriers agricoles et gauchos, est nourrie par l'estancier. Les denrées d'alimentation ne coûtent presque rien. Ce qui le prouve, c'est l'ancienne habitude des gauchos, disparue depuis peu, de prendre d'un bœuf, pour leur repas, le filet et les meilleurs morceaux, et d'abandonner le reste sur place. D'autre part, la simplicité de la vie, l'absence complète de distractions permettent aux colons et aux *peones* (2) de la pampa de réaliser de larges économies sur le produit de leur exploitation ou sur leurs salaires. C'est là une raison de plus pour diriger résolument tous les nouveaux arrivants vers les campagnes où, grâce à une vie saine et peu coûteuse, ils parviendraient rapidement à l'émancipation et à la propriété.

« Il faudra de toute nécessité, a dit M. Jules Huret, que le prix de la vie diminue. Ce qui fait que la moitié des émigrants s'en retournent, la moisson faite,

1. A. Buenos-Aires, une chambre non meublée, même dans les quartiers excentriques, ne coûte pas moins de 20 piastres par mois.

La viande de bœuf coûte 0 fr. 66 le kilog ; le pain, 0 fr. 44 ; les haricots, 0 fr. 66.

2. Ouvriers agricoles.

ce n'est pas l'amour du sol natal. Ils s'en vont parce qu'ils s'aperçoivent vite qu'une piastre ne vaut pas ou guère plus qu'un franc, une lire ou un mark (1) ».

Cette assertion, valable pour les ouvriers des villes, ne l'est pas pour ce qui concerne les travailleurs des champs. En effet, ceux-ci économisent beaucoup, et ce sont même eux, en majorité, qui alimentent les caisses d'épargne ou Cajas de ahorros. Le montant des dépôts dans ces caisses est élevé. M. Paul Walle (2) cite une enquête effectuée en 1912, d'après laquelle il résulte que le montant de ces dépôts s'élevait à cette époque à 110 millions de piastres or, soit 550 millions de francs. De plus, c'est un fait unanimement constaté que les immigrants, principalement les Italiens, envoient chaque année des sommes élevées à leurs familles restées en Europe ou aux caisses d'épargne de leurs pays d'origine.

Il ne faut donc pas attacher une importance excessive à la cherté de la vie, en tant qu'obstacle à la fixation des immigrants. Le remède doit être cherché dans tout ce qui peut arriver à décongestionner à l'avenir les villes, dont le développement anormal contraste fâcheusement avec la faible densité de population des campagnes.

Il est cependant du devoir de l'État de chercher à diminuer le prix de la vie des classes ouvrières, afin d'élargir la marge des bénéfices et de rendre plus avantageux à l'étranger son établissement en Argen-

1. J. Huret, de *La Plata à la Cordillère des Andes*, p. 339.

2. Paul Walle, *op.*, *cit.*

tine. Selon M. Damian Torino, ancien ministre de l'Agriculture, il serait opportun, pour stimuler l'immigration, de modifier les tarifs douaniers afin d'abaisser le prix des objets manufacturés que le pays n'est pas encore en état de produire.

On a cherché d'abord à alléger la lourde charge du loyer pour les classes ouvrières. La loi du 14 octobre 1905 autorise la municipalité de Buenos-Aires à contracter un emprunt de 2 millions de piastres (4.400.000 fr.) pour la construction de maisons ouvrières. On a l'intention de construire, dans les environs de la ville, un quartier ouvrier pour 30.000 personnes. Des terrains ont été donnés par des philanthropes, et on y a déjà construit soixante maisons. La province de Cordoba, à son tour, a voté un crédit de 150.000 piastres pour le même objet (loi du 18 octobre 1907). Un projet de loi récent porte la somme à 250.000 piastres. Les maisons seront vendues aux ouvriers au prix coûtant et payables par mensualités, sans admission de paiements par anticipation. Les maisons ne paieront aucun impôt tant que le prix n'en sera pas complètement amorti. Si le contrat était résolu pour un motif quelconque, on restituerait à l'ouvrier ou à ses héritiers les sommes amorties.

La question agraire

Le régime défectueux de la propriété foncière en Argentine est la cause principale de la répartition inégale de la population et de la lenteur de son

développement. Le progrès de l'immigration, l'établissement durable des étrangers dans les campagnes, sont entravés parce que l'Argentine est encore un pays de très grande propriété, et que l'immigrant éprouve de grosses difficultés pour acquérir le lopin de terre qui le retiendrait définitivement.

« Tant que le colon, dit M. Torino, ne pourra acquérir facilement la petite propriété, dans la majorité des cas, il ne fera que passer dans notre pays, et il subsistera une proportion élevée d'immigrants qui retournent vers leur patrie, après avoir cherché en vain en Argentine, comme la colombe de Noé, un coin de terre où se poser (1). »

Le problème agraire est donc de première importance. De sa solution dépend en grande partie l'avenir du pays. Le régime de grande propriété ou « latifundio » avait sa raison d'être autrefois, lorsque l'élevage était seul pratiqué. Dans ce pays encore désert, l'estanciero, tel un seigneur féodal, loin des autorités et des villes, pourvoyait aux besoins de la petite population de son immense domaine. L'élevage réclamant peu de personnel et se pratiquant nécessairement sur de vastes étendues, ce régime était sans inconvénients dans un temps où, la population étant peu dense, la terre s'offrait en abondance à qui voulait la prendre.

Mais le tort a été de ne pas prévoir l'avenir. L'État argentin, propriétaire des larges espaces des terres publiques, les a vendus à bas prix et en trop grande

1. Damian M. Torino, *El Problema del Inmigrante*, p. 96.

quantité, préparant ainsi l'énorme fortune des spéculateurs. Ce régime de vente par lots trop étendus a persisté alors que l'immigration, à partir de la deuxième moitié du siècle dernier, commençait à peupler le pays, et que la culture venait s'adjoindre à l'élevage comme source de richesse.

Les territoires conquis sur les Indiens ont été véritablement dilapidés ; des lots énormes ont été cédés pour rien et sans condition aux militaires qui avaient participé aux expéditions (loi du 3 septembre 1885). De grandes étendues à conquérir étaient vendues par souscription publique. On ne pouvait avoir plus de 12 lieues, ni moins de 4 lieues carrées argentines (loi du 4 octobre 1878). D'autre part, les entreprises particulières de colonisation obtenaient de grandes concessions sous certaines conditions. Mais les conditions n'étaient pas toujours remplies, et la spéculation se dissimulait sous l'apparence d'une entreprise de colonisation fictive.

De grandes étendues ont donc été acquises par un petit nombre de spéculateurs. Escomptant que par l'effet du temps, de la construction des voies ferrées, du développement de la population, des travaux publics, leurs terres acquerront une plus-value, les spéculateurs attendent le moment propice pour les passer à d'autres mains. Aussi il arrive souvent qu'ils n'exploitent même pas, soit qu'ils en soient incapables, soit qu'ils veuillent se garder de toute dépense qui exigerait de longues années d'attente avant de donner une contre-partie de bénéfices.

Ce régime de latifundios présente en Argentine de

très grands inconvénients économiques et sociaux. « Dans les pays de grande propriété foncière, dit M. Torino, la main-d'œuvre est un problème souvent insoluble et toujours inquiétant. Les journaliers agricoles, certains de ne jamais avoir accès à la propriété, forment une population flottante qui émigre facilement. Impuissant à trouver des salariés, le grand propriétaire se voit obligé de transformer l'exploitation de ses terres. De vastes espaces, autrefois livrés exclusivement à la culture, sont convertis en pâturages et en territoires de chasse qui ne réclament pas le concours d'un nombreux personnel. La population rurale décroît ; les villages ne se composent plus que de quelques rares foyers qui eux-mêmes finissent par disparaître. » (1) Ce régime funeste au point de vue de la production, puisqu'il enlève à la culture des terres qui lui conviendraient, l'est aussi au point de vue démographique. Les travailleurs agricoles, aussitôt les travaux des champs terminés, n'ont plus rien à faire dans les campagnes ; et s'ils n'y sont pas retenus par leur propriété personnelle, ils refluent vers les villes où la plupart demeurent définitivement, ou ils regagnent l'Europe. Il est donc de toute nécessité de parvenir au plus vite au fractionnement de la terre et à l'établissement de la petite propriété. « L'immigration abondante et le latifundio sont deux termes qui s'excluent, dit M. Torino, deux conceptions qui s'opposent. Dans le conflit, c'est le second qui doit succomber, si on désire

1. Torino, *op. cit.*, p. 246.

que la République brise l'unique lien qui entrave aujourd'hui son essor rapide ».

Cependant, dira-t-on, l'immigrant a toutes facilités pour acquérir la propriété, puisque l'État lui vend à bon compte des lots de terres publiques. En effet, mais ces terres sont loin de valoir, au point de vue de la productivité et des bénéfices d'exploitation, les autres terres déjà accaparées par les grands propriétaires et les spéculateurs, et situées dans la zone des céréales, c'est-à-dire dans les provinces de Buenos-Aires, Santa-Fe, Cordoba, Entre-Rios, et le territoire de la Pampa. Les terres de cette zone donnent le meilleur rendement, et sont les plus faciles à exploiter, grâce aux fleuves et rivières qui permettent l'irrigation, et aux voies ferrées dont le réseau, très serré dans ces provinces, facilite grandement les communications. Mais ces terres ne sont pas à la portée des immigrants, car la fièvre de spéculation, la « valorisation », a fait hausser les prix dans des proportions extraordinaires. Aussi l'immigrant, qui veut acquérir de la terre à un prix abordable, est obligé d'acheter à l'État de la terre publique. Quelle est sa valeur ?

« La terre, dit M. Damian Torino, que la République offre aujourd'hui à l'immigrant agriculteur, puisqu'il ne lui en reste plus d'autre à offrir, est celle de qualité inférieure qu'elle possède dans les territoires nationaux lointains, isolés et déserts. Ces terres, en majeure partie, ne peuvent convenir à la production agricole, ou pour cela exigent l'accomplissement de travaux coûteux d'irrigation, de lente

réalisation là où elle est possible, et la construction non moins coûteuse de voies ferrées, que permettra seulement l'œuvre du temps et l'enrichissement plus grand de la République. En effet, étant donné le manque de population de ces régions, et la faible productivité naturelle des terres, aucune entreprise particulière ne risquera des capitaux pour y construire des voies ferrées, si elle n'est sauvegardée contre des pertes presque certaines par des primes ou garanties du gouvernement.

» Les terres des territoires nationaux, sauf celles de la Pampa, et peut-être celles du Chaco, même si on les dotait de voies de communication faciles, ne sont pas susceptibles d'attirer une forte immigration, et ne pourront avant longtemps constituer des centres de population de relative importance. Leur utilisation pendant encore bien des années sera l'élevage très extensif, parce qu'elles possèdent peu de fourrage, et que l'élevage y est très limité par le pouvoir récepteur de la lieue de terre. Aussi il est inutile de penser pour le moment à y établir des milliers d'immigrants (1). »

Cette opinion de M. Torino, sur la moindre valeur des terres situées en dehors de la région dite « des céréales », n'est pas partagée par tout le monde. Beaucoup pensent, au contraire, que leur productivité, même agricole, est au moins égale, sinon supérieure à celle des autres. Nous ne pouvons pas trancher la question, n'ayant ni les éléments d'infor-

1. Torino, *op. cit.*, p. 315.

mation, ni la compétence technique qui seraient nécessaires. Quoi qu'il en soit, on est unanime à penser en Argentine que ces terres ne donnent pas encore un rendement avantageux, en raison des frais élevés de production. Cette situation est naturellement susceptible de changer avec le progrès général du pays, et particulièrement avec le développement des voies ferrées. Mais, pour le moment, les conditions sont défavorables pour fonder des colonies dans ces régions et y établir des immigrants en grand nombre.

Donc la solution du problème doit consister à instaurer dans la zone des céréales un régime de petite propriété. Comment y parvenir ? Le mieux est de suivre l'exemple des États européens, qui se sont préoccupés récemment d'arrêter l'exode des populations agricoles vers les villes ou vers l'étranger, en les retenant au sol par l'attrait de la petite propriété, acquise dans des conditions avantageuses.

Les lois roumaines du 23 décembre 1907 et du 3 avril 1908 ont créé une Caisse rurale chargée de consentir des prêts aux paysans qui voudraient acquérir des terres ; elle achète même de grands domaines qu'elle subdivise et revend par lots aux paysans. En Prusse, les lois du 26 avril 1886 et du 27 mai 1890 permettent l'acquisition de la terre payable sous la forme d'une rente annuelle qui s'amortit dans une période variant de cinquante-six à soixante ans. Les lois danoises de mars 1899, avril 1904, avril 1909, obligent le paysan acquéreur à payer 1/10 du prix ; l'État lui avance les 9/10 à 3 o/o, amortis peu à peu.

La France a suivi le même mouvement, bien qu'elle soit déjà un pays de petite propriété. Notre loi de mars 1910 charge des sociétés de crédit immobilier de faire les prêts à un taux de 3 1/2 0/0 ; l'État prête à ces sociétés au taux réduit de 2 0/0. Le remboursement doit être effectué en quinze ans. En Angleterre, « The Ireland's purchase land Act » de 1903 et « The small holding Act » de 1907 poursuivent le même but, permettant même l'expropriation forcée des grands propriétaires. En Russie, par l'effet des oukases de 1906 et 1907, l'État subventionne la Banque Territoriale des Paysans, qui leur consent des prêts pour l'achat des terres et même leur en vend directement.

En Argentine, le ministre de l'agriculture, M. Damian Torino, déposa en 1905 un projet de loi, qui d'ailleurs n'a pas abouti, et qui s'inspire surtout du système russe. Mais au lieu de créer un organisme nouveau, l'auteur du projet propose de charger des diverses opérations la Banque de la Nation Argentine et la Banque hypothécaire nationale. Le premier de ces établissements créerait une section spéciale, dite section agraire, dont le rôle serait d'acheter des propriétés rurales dans les conditions déterminées par la loi, pour les subdiviser et les revendre par petits lots aux colons agriculteurs, en constituant une hypothèque à la Banque hypothécaire nationale. Le rôle de la Banque hypothécaire se limiterait à accorder sur les propriétés achetées par la Banque de la Nation, jusqu'à concurrence des 4/5 du prix, des prêts hypothécaires, avec l'intérêt habituel plus 2 0/0 pour l'amortissement. Le prêt

devrait être remboursé en seize ans au plus. Donc le colon, outre le paiement comptant du $\frac{1}{5}$ de la valeur du lot, effectuée à la Banque de la Nation, jouirait de seize ans pour le paiement des $\frac{4}{5}$ restants, fait suivant un amortissement annuel de 2 o/o de l'hypothèque constituée sur le lot.

Pour couvrir les dépenses de Banque, la loi agraire prévoirait des fonds spéciaux, autorisant par exemple une émission de fonds d'État jusqu'à concurrence de vingt millions de piastres, dont l'emploi unique serait l'achat de propriétés rurales et leur revente aux colons.

L'achat des terres à lotir serait fait à l'amiable, et non par voie d'expropriation, ce dernier système ayant pour effet le plus souvent de faire hausser beaucoup les prix. La loi ne s'appliquerait d'abord qu'aux zones, non seulement susceptibles d'une production agricole exportable, mais encore disposant de moyens de communication suffisants pour le transport économique aux ports d'embarquement. C'est qu'en effet, dès la prise de possession du lot, commence pour le colon l'obligation de faire face à l'intérêt et à l'amortissement de sa dette.

Au lieu de fixer une superficie uniforme du lot, la loi fixerait la superficie suivant la nature d'exploitation, avec faculté d'acquérir jusqu'à deux lots contigus (1).

Pour éviter la disparition de cette petite propriété, il serait nécessaire de fixer une unité minima de

1. Lot d'élevage : 250 hectares, Céréales et fourrages : 50 hectares, Produits tropicaux, fruits, vigne : 10 hectares,

superficie qui ne pourrait être divisée pour aucune cause, tant que le prix n'aurait pas été payé. Le lot ne pourrait être ni vendu ni loué à un tiers, pendant la durée de l'amortissement, sans l'autorisation de la Banque qui a vendu. Pour profiter de la loi, le colon devra être citoyen ou tout au moins, s'il est étranger, résident, et avoir des enfants nés dans la République.

Nul ne pourra posséder plus de quatre lots de terre, de ceux créés par la loi. Quiconque acquerrait par hérédité ou par toute autre cause plus de quatre lots, devra aliéner ceux qui excèdent les quatre, et la Banque aura le droit de les racheter.

L'adjudicataire devra habiter le lot et l'exploiter personnellement.

Ce projet de M. Torino serait susceptible de résoudre le problème d'une façon satisfaisante. Cependant, à notre avis, il mérite quelques critiques. Il nous paraît d'une excessive complication de mettre en jeu deux banques pour arriver à l'achat des domaines, et à leur revente par lots. En ces matières, ce sont les combinaisons les plus simples qui ont le plus de chance de réussir.

Il ne faut pas oublier que l'on s'adresse à des immigrants généralement sans instruction, et peu accoutumés au mécanisme des opérations financières. Le mieux est donc qu'ils saisissent facilement le principe de la combinaison. Les divers systèmes établis par les États européens ne comportent qu'une seule banque. Aussi le plus simple serait de charger la Banque hypothécaire seule de

l'achat des terres, ce qui se ferait grâce à la subvention de l'État. La Banque revendrait ensuite les lots aux colons, en constituant une hypothèque à son profit pour la valeur des $9/10$ du prix, $1/10$ devant être payé comptant. On ferait payer chaque année à l'acquéreur l'intérêt normal et une certaine somme correspondant à l'amortissement. Le paiement comptant de $1/10$ du prix conviendrait mieux que le $1/5$, ce qui est déjà élevé. Il ne faut pas oublier que l'on a affaire à des immigrants qui n'ont que de faibles ressources.

Il nous paraît très critiquable de réserver le bénéfice de la loi aux citoyens argentins et aux étrangers mariés et résidents, ayant des enfants nés dans la République. C'est écarter toute la masse des étrangers qui arrivent chaque année, et qu'il s'agit précisément de retenir. Il nous paraît suffisant que l'étranger soit résident et ait demandé la naturalisation, quand même le délai des deux années de résidence ne serait pas encore expiré. Le contrat serait résolu au cas où l'étranger renoncerait ultérieurement à la naturalisation. Par ce système, on donnerait une prime à ceux qui veulent devenir citoyens, au lieu de réserver trop étroitement le bénéfice de la loi à ceux qui le sont déjà.

Quoi qu'il en soit, c'est bien dans le morcellement de la propriété que se trouve la vraie solution du problème agraire, et par conséquent de la question de l'immigration.

« Le morcellement, dit M. Georges Lafond (1),

1. *France-Amérique*, janvier 1914.

des immenses latifundia qui paralysent ou tout au moins ralentissent le plus grand essor de la plupart des provinces argentines, est un problème d'importance capitale qui a toujours préoccupé les économistes et les hommes politiques argentins.

» Parmi les multiples problèmes qui se rattachent à la question de l'immigration, celui de l'acquisition d'un bien familial est un des plus urgents à résoudre. La concession des terres fiscales n'est qu'une solution fort précaire, ces terres se trouvant toutes très éloignées des centres de consommation et d'alimentation, ainsi que des voies ferrées, et le plus souvent aussi dans des zones climatiques peu favorables, ou dans des régions dépourvues d'eau et peu facilement irrigables.

» Le pays tout entier est donc intéressé à trouver une prompte solution à ce problème ; car cette solution aura pour conséquence première *l'accroissement certain et rapide du courant immigratoire.* »

Le Congrès argentin a été saisi en 1913 d'un nouveau projet de loi, dont nous ne connaissons pas le détail, mais qui poursuit toujours le même but de la division de la propriété foncière. Ce projet envisage le moyen de procurer aux provinces la facilité de coloniser les étendues territoriales encore vierges de culture. Pour cela, le gouvernement contracterait un emprunt interne de 15 millions de pesos or au taux de 8 o/o, plus 1 o/o d'amortissement annuel. Cette somme serait répartie entre les provinces dans des proportions diverses. Les terres à mettre en vente seraient choisies parmi les plus

fertiles, et à une distance n'excédant pas 10 kilomètres d'une gare de chemin de fer. L'acquéreur deviendrait propriétaire du sol après avoir satisfait au paiement de quinze annuités consécutives, chacune d'elles étant égale à 10 o/o du prix du sol. Il devrait de plus s'engager à remplir, dans le plus bref délai, les formalités requises pour sa naturalisation comme citoyen argentin. Les propriétés ainsi acquises seraient exonérées d'impôt jusqu'à l'achèvement de la période de paiement.

Ce seraient donc les pouvoirs publics, sans intermédiaire, qui procéderaient à l'achat et à la revente. Ce système nous apparaît plein d'inconvénients, car on peut craindre à juste titre, dans tous les pays sud-américains, une immixtion intempestive de la politique et de ses pratiques déplorables dans des opérations qui devraient en être tenues rigoureusement à l'écart. Malgré tout, le vote et l'exécution de ce projet seraient un effort méritoire, destiné à produire de bons effets pour le progrès du pays.

Nous craignons d'avoir manqué de clarté dans l'exposé de ce problème agraire, qui est assez complexe en Argentine. D'une part, il y a la question de la terre publique, pour laquelle on peut chercher quel est le meilleur mode d'aliénation : vente ou concession gratuite. D'autre part, la question de la subdivision des grands domaines actuellement appropriés, et accaparés par un petit nombre d'estancieros et de spéculateurs. Cette deuxième question nous paraît être celle qui réclame la solution la plus urgente. Les terres publiques se trouvent en effet

dans des conditions d'exploitation plus difficiles. Lorsque la construction des voies ferrées et l'exécution des grands travaux publics, particulièrement d'irrigation, les auront rendues économiquement productives pour des immigrants généralement sans instruction ni capitaux, c'est alors qu'on pourra avec succès y fonder des centres de colonisation. Dès aujourd'hui, cependant, l'État doit se préoccuper d'empêcher, dans les régions lointaines et encore inexploitées, l'accaparement par les spéculateurs, qui y produirait dans l'avenir les mêmes résultats fâcheux que ceux qu'on cherche aujourd'hui à combattre par le morcellement dans la région des céréales. Mais il est prématuré d'envoyer en grand nombre des colons dans des régions encore éloignées des centres et des voies de communication, où ils se trouvent sans ressources pour exploiter, et sans aucun moyen pour transporter au loin le produit de leur exploitation.

M. Jules Huret rapporte à ce sujet l'histoire suivante, qui lui fut racontée par un agent de la compagnie chileno-argentine : « J'ai débarqué un jour sur le lac (Nahuel-Huapi) deux colons danois possesseurs d'une concession de terre. Les bureaux leur avaient assigné au hasard un point de forêt complètement désert, éloigné de toute habitation. Ils n'avaient rien emporté avec eux, ni nourriture, ni instruments de travail, ni matériaux d'aucune sorte. Ne sachant où on les envoyait, ils pensaient trouver là ce qu'il leur faudrait pour vivre et travailler. Personne ne les en ayant avertis, ils débar-

quèrent dénués de tout. Deux ou trois jours après, cependant, la compagnie, par humanité, envoya à leur recherche. Ils étaient en train de mourir de faim (1). »

De tels faits sont particulièrement fâcheux, parce qu'ils ne manquent pas d'être connus en Europe, et provoquent une propagande contre l'émigration.

Quelles que soient les réformes qu'on puisse faire dans le texte des lois et dans les institutions, cela n'empêchera pas de réformer d'abord sérieusement certaines pratiques politiques et administratives défectueuses. Des plaintes nombreuses, rapportées par des auteurs dignes de foi, indiquent que des irrégularités fréquentes se commettent, et que les lois sont loin d'être toujours appliquées exactement. A quoi sert alors de chercher des améliorations théoriques, si elles doivent rester lettre morte dans la pratique ?

M. Jules Huret signale le retard habituel de la transmission des titres de propriété aux acquéreurs de terres publiques (2). « Un grand nombre des colons qui sont ici (territoire du Neuquen) se plaignent de n'avoir pas leurs titres de propriété. Ils y vinrent, pourtant, envoyés par l'administration sur des terrains nettement désignés. Ils disent : « Nous avons satisfait aux conditions de la loi, c'est-à-dire défriché la terre, bâti notre demeure, clôturé et peuplé nos champs, cultivé le quart de notre lot, parfois davantage. Et cela depuis dix, douze, quinze

1. *De La Plata à la Cordillère des Andes*, p. 282.

2. *De La Plata à la Cordillère des Andes*, p. 278.

ans et plus ! Et, malgré nos réclamations, nous n'avons jamais pu entrer en possession de nos titres. » C'est là une des raisons, la principale peut-être, du peu de développement de la région. Les colons se bornent à cultiver le minimum de terre imposé par la loi, n'étant jamais sûrs d'avoir leurs titres définitifs.

— Que vous répond-on quand vous écrivez au ministère ?

— On ne nous répond pas. Depuis cinq ans, il est venu trois inspecteurs différents à qui nous nous sommes plaints. Jamais nous n'avons eu de leurs nouvelles.

A l'un des plaignants, Carlos Becker, on demande, quoiqu'il ait rempli toutes les conditions imposées par les lois sur la colonisation, de prouver qu'il est citoyen argentin. Or, les Indiens ont autrefois brûlé sa maison et tout ce qu'elle contenait, y compris ses papiers. Il répond aux inspecteurs :

— Voyez sur les registres de la capitale. J'ai été fait citoyen de Buenos-Aires il y a dix ans, il doit rester des traces de ma naturalisation.

A un autre, Otto Goedeker, le plus vieux colon de Bariloche, on avait promis, pour l'amener ici, 250 hectares, puis 100 hectares ; on ne veut plus à présent lui en donner que cinquante. Or, il a défriché la terre, dépensé son argent, sa santé, ses forces.

— Pourquoi ces marchandages, quand on donne des lots de 625 hectares à ceux qui savent s'y prendre ?

Ces braves gens, issus d'une race disciplinée,

habitué à obéir à la loi et à respecter les agents de l'autorité, s'indignent des faveurs qui se font sous leurs yeux, des injustices dont ils souffrent et qu'ils me racontent abondamment. Ils disent les disgrâces de vieux colons bernés, spoliés, et les concessions injustifiées de milliers d'hectares, d'îles entières cédées à vie sans raison à des millionnaires bien en cour. »

On ne saurait trop regretter de telles pratiques. Il serait cependant injuste de faire peser sur le gouvernement argentin toute la responsabilité d'un état de choses qu'il n'est pas en son pouvoir de faire disparaître du jour au lendemain. Nul doute que les hommes d'État soient les premiers à déplorer des irrégularités et des abus difficilement évitables dans des territoires lointains où le contrôle du pouvoir central a bien de la peine à s'exercer. Il n'y a guère à s'étonner, dans un pays neuf où tout ne peut être devenu parfait au bout de si peu de temps, de pratiques qui sont loin d'avoir disparu de nos vieux pays d'Europe.

Et cependant il est nécessaire que la vérité soit connue et proclamée, afin qu'on cherche au plus tôt le remède. Les meilleurs lois ne produiront les effets bienfaisants qu'on attend d'elles qu'autant que les fonctionnaires n'en fausseront pas l'exécution, en abusant de leur autorité contre l'intérêt général du pays. Souhaitons de voir s'exercer dans ce domaine l'œuvre de purification politique qui fut l'honneur du regretté Président Roque Saenz Peña.

La direction du courant immigratoire.

Nous avons répété à bien des reprises que le courant immigratoire avait une excessive tendance à se porter vers Buenos-Aires et à s'y fixer. Cela amène une répartition défectueuse du contingent immigrant, ce qui explique pourquoi l'immigration contribue si faiblement au développement de la population de *l'ensemble* du pays.

A vrai dire, ce fait n'est pas absolument particulier à l'Argentine. On remarque dans tous les pays d'immigration cette attraction exercée par les grandes villes sur les nouveaux venus. M. Edw. Alsworsth Ross, dans un article paru dans *The Century* de juillet 1914, déclare qu'aux États-Unis les Italiens, pour ne citer que ceux-là, sont massés en majeure partie dans le Nord-est, dans les villes plutôt que dans les campagnes. La ville de New-York en compte un tiers de million, un quart de l'élément italien total. Comme ils sont une partie importante de l'immigration, et surtout de cette partie qu'on juge de valeur économique inférieure et qui subit moins que les éléments supérieurs l'attraction des villes, on en peut facilement conclure que l'immigration contribue assez peu à accroître la densité de population des campagnes américaines. De même, en Australie, toute la population est massée sur la côte et dans les grandes villes.

Les pays d'Europe ont tous à déplorer la désertion des campagnes, symptôme grave qui peut justement faire craindre la décadence et la mort de l'agricul-

ture. Mais le phénomène n'est-il pas encore plus grave et plus inquiétant dans un pays neuf, qui naît à peine à la vie économique, et qui a par conséquent besoin de fonder solidement son agriculture, en l'appuyant sur une population agricole forte et nombreuse ? Et voilà que nous assistons au monstrueux développement de quelques grandes villes, en présence de campagnes presque désertes.

Ce phénomène est extrêmement sensible en Argentine. D'après certains résultats déjà connus du recensement de 1914, Buenos-Aires a une population de 1.500.000 âmes. Il y a eu une augmentation de 329.000 habitants depuis 1909. Le développement considérable de Buenos-Aires est dû à sa situation géographique tout à fait privilégiée sur le Rio de La Plata, à proximité de l'Océan Atlantique, près de l'embouchure du Parana et de l'Uruguay. Cette position centrale, qui commande les grandes voies de communication naturelles, explique que de très bonne heure le commerce s'y soit porté. Malheureusement on n'a pas prévu quels inconvénients pourrait produire dans l'avenir cette excessive concentration. Au point de vue politique, la Constitution institue un régime de décentralisation, puisque les provinces ont leurs gouvernements autonomes. Mais, au point de vue économique, la centralisation naturelle, résultant de la disposition des voies navigables, s'est trouvée encore renforcée par la construction du réseau ferré. Toutes les grandes lignes partent d'un point central, Buenos-Aires, et s'en vont en éventail dans toutes les directions.

Aussi, jusqu'à nos jours, on a dirigé tous les immigrants sur Buenos-Aires, centre d'où il s'agissait de les faire refluer vers les provinces. Mais, combien savent résister à l'attrait trompeur, à la vie facile de la grande capitale, pour partir vers la lointaine province où ils seront isolés dans la pampa immense, où ils devront fournir un effort rude et prolongé, exposés aux intempéries, aux fléaux naturels, à tous les risques de l'agriculture ? Il est constant qu'un très grand nombre d'immigrants, — certains auteurs (1) vont jusqu'à dire la moitié du chiffre total, — restent dans la capitale, où peut-être ils trouveront à s'employer facilement au début, mais où bientôt la cherté de l'existence, le chômage leur feront amèrement regretter de ne pas avoir choisi le parti plus sage d'aller dans les campagnes. Mais, dira-t-on, il n'est jamais trop tard pour cela ? Si, il est trop tard, car, si l'on voit les campagnes désertées pour les villes, le phénomène contraire ne s'observe guère.

L'éloquence des chiffres confirme ce que nous disons. D'après l'Annuaire Statistique de la Ville de Buenos-Aires, sur 302.047 immigrants entrés en Argentine en 1913, à peine 109.833 ont été placés et répandus dans les provinces, et 9.250 dans les territoires. C'est bien peu, surtout si l'on compte qu'une partie de ces derniers n'étaient que des immigrants temporaires, qui se sont embarqués dès la fin des travaux des champs.

Bien entendu, le régime foncier si défectueux que

1. Paul Walle, *op.*, *cit.*

nous avons étudié précédemment est une des grandes causes de cette mauvaise répartition des énergies. Mais elle s'est trouvée encore aggravée par l'excessive centralisation des moyens de transport terrestres, fluviaux et maritimes, qui a fait passer jusqu'ici par Buenos-Aires toute la masse des immigrants.

Aussi le gouvernement s'est préoccupé de remédier à cet état de choses en faisant dévier le courant vers d'autres points du pays. Deux vastes hôtels d'immigrants ont été installés, l'un à Rosario et l'autre à Bahia-Blanca, ce qui permettra de diriger vers le centre et le sud du territoire un grand nombre des nouveaux arrivants.

Cette politique de décentralisation est cependant critiquée, notamment par M. Damián Torino qui estime que la position centrale de Buenos-Aires permet mieux qu'ailleurs de diriger les immigrants vers les provinces. Tel n'est pas l'avis du gouvernement actuel qui attend le plus grand bien du système des lignes directes vers Bahia-Blanca et Rosario, évitant ainsi aux immigrants la néfaste influence du passage par la capitale.

C'est ce que proclamait le Président Roque Saenz Peña dans son Message de mai 1911 : « Le courant immigratoire, en tant que facteur économique, concorde avec le développement de la richesse nationale ; et ce fait deviendra encore plus sensible grâce à la décentralisation commencée avec l'établissement de lignes directes à Bahia-Blanca. »

Cette décentralisation, combinée avec la subdivision de la propriété foncière, assurera la meilleure

utilisation du contingent de travailleurs fourni chaque année par l'immigration. Ces deux grandes réformes seront plus efficaces que toutes les mesures artificielles et onéreuses qu'on pourrait imaginer.

CONCLUSION

I

Favorisée entre tous les pays de l'Amérique méridionale, l'Argentine a vu se porter vers elle, sitôt que la fin des troubles politiques eût permis au travail de produire son plein effet, un fort courant d'immigration, attiré par la richesse du sol, la douceur du climat, la facilité relative des communications sur la plus grande étendue du territoire.

Au labeur de ces hommes venus de loin sur la foi de lois libérales, l'Argentine doit d'avoir récolté sur ses plaines jadis incultes d'étonnantes moissons. La richesse afflue dans ce pays, les villes sortent de terre, partout des travaux considérables sont entrepris. Mais il ne faut pas que les Argentins, grisés par une prospérité vite venue, la croient si solidement établie que rien ne saurait l'ébranler. Des crises dévastatrices se chargeraient de les rappeler rudement au sentiment de la réalité. Il ne faut pas qu'ils croient qu'il ne reste plus rien à faire, et que la machine ira maintenant d'elle-même. L'œuvre n'est pas accomplie, elle est à peine commencée. Sa naissance est même de si fraîche date, qu'il est encore à

craindre pendant longtemps que la moindre défaillance la fasse s'écrouler.

En ce moment particulièrement, l'Argentine, encore impressionnée par la crise récente due aux excès de la spéculation, subit profondément le contre-coup de la guerre européenne. Il est à prévoir que, pendant plusieurs années, sa production et son développement seront sérieusement atteints, et qu'il faudra un gros effort pour rétablir l'équilibre.

Aussi le moment n'est certainement pas venu, où l'on peut songer à écarter un des plus puissants instruments de la richesse argentine : l'immigration. Il faut imposer silence, dans l'intérêt supérieur du pays, aux prétentions égoïstes de ceux qui, venus tard, cherchent cependant à fermer la porte à ceux qui suivent ; aux exigences d'un sentiment national mal compris, qui prétend défendre l'intégrité et l'unité d'une race, d'une civilisation, d'une patrie, précisément en train de se constituer, mais encore bien éloignées de leur forme définitive.

« Le peuple argentin, a dit éloquemment le Président Carlos Pellegrini, passe par une période critique de son évolution. Il en est à ce moment ingrat des aspirations viriles auxquelles ne peut répondre encore un organisme en formation. Nous ne sommes plus, comme nos ancêtres, des hommes d'une seule race, de cette race espagnole dont les grandes qualités leur permirent de vaincre l'Espagne elle-même et de réaliser les prouesses de l'Indépendance. Et, d'autre part, nous ne sommes pas encore une race à caractères propres et bien définis : la race argentine

de l'avenir. Nous sommes en pleine élaboration. L'Argentine est un creuset où bouillonne, mêlé à l'antique fond national, l'apport énorme de l'immigration cosmopolite. Or cet élément ne révélera ses qualités et sa forme définitive qu'au jour où il se sera cristallisé dans le moule argentin (1). »

Donc l'intérêt politique ne contredit pas ici l'intérêt économique, qui commande d'accueillir le plus grand nombre possible de travailleurs désireux de participer à l'œuvre de la nation. Que de richesses perdues, quelles étendues laissées en friche, quelle quantité de blé ou de maïs serait réduite à pourrir sur place, si cet appoint formidable d'immigrants ne venait défricher, labourer, moissonner ! On dit beaucoup de mal des immigrants, on signale avec trop de complaisance leurs défauts. On oublie de proclamer bien haut tous les services qu'ils rendent, et de trouver juste la part qu'ils prennent dans les richesses qui sont leur œuvre. Quelle dangereuse erreur de vouloir repousser tous ceux qui sont « des éléments inférieurs », alors qu'ils jouent un rôle au moins aussi important que les autres, déclarés seuls désirables parce qu'ils sont instruits et pourvus de capitaux. Tous sont désirables, parce que tous ont leur tâche particulière à remplir. Les uns, Français, Anglais, Allemands, ouvrent la voie, mettent au service de la collectivité leur intelligence et leurs capitaux, donnent l'exemple, enseignent les procédés nouveaux et les méthodes efficaces. Ceux-là sont des chefs : ils sont indispensables au progrès du

1, Préface de *l'Émigration basque*, de P. Lhande,

pays. Mais s'il n'y a pas d'armée sans chefs, il n'y a pas davantage d'armée sans soldats. Ceux-là qui combattent obscurément mais vaillamment dans le rang, c'est toute la masse pauvre, ignorante, mais laborieuse et énergique : les Espagnols, les Italiens, les Russes. Ce sont ceux-là qui sont destinés à constituer le fond de la population argentine de l'avenir, ceux-là qu'il ne faut pas repousser parce qu'ils sont le nombre. Sans doute, ils sont individuellement inférieurs aux autres quand ils débarquent, parce qu'ils viennent de pays pauvres, parce qu'ils manquent d'instruction. Mais ce ne sont pas là des tares éternelles, des défauts que rien ne saurait faire disparaître. Ces hommes ont des bras vigoureux. S'ils se sont décidés à venir de si loin, c'est qu'ils ne manquent pas d'énergie. Il faut donc leur donner les moyens de travailler et d'améliorer leur condition matérielle. Si jusque-là ils ont vécu si misérablement, cela ne tient pas à leur manque de bonne volonté, mais aux conditions économiques défectueuses auxquelles ils se sont trouvés soumis. Quant au reste, l'instruction, l'éducation, ce sera l'œuvre des écoles argentines de les leur donner. Les enfants des immigrants sont des Argentins semblables aux autres, citoyens aussi loyaux que les fils d'Argentins. Donc l'exclusion doit être simplement une mesure de police, frappant, à titre individuel et quelle que soit leur race et leur provenance, tous ceux qui pourraient être des éléments de trouble, ou une charge inutile pour l'État, tous ceux qui seraient destinés à bref délai à peupler les hôpitaux et les prisons,

II

Laisser l'immigration libre, en principe, n'est pas suffisant. L'État ne doit pas, en présence de ce phénomène important, se borner à l'abstention. L'Argentine reçoit plus de 300.000 immigrants par an. C'est nécessaire, c'est presque suffisant, mais ce n'est pas tout. L'État doit intervenir pour les accueillir, les placer, les répartir dans le territoire. C'est ce que l'initiative privée serait impuissante à faire toute seule. C'est ce que la loi de 1876 cherche à assurer.

Mais l'observation impartiale des faits nous a montré que ce n'était pas suffisant. Ces immigrants, il faut savoir les retenir dans le pays et les assimiler au plus vite, afin d'éviter tous les inconvénients résultant de la différence des races.

En premier lieu, il faut les rendre propriétaires. C'est ce qu'on peut réaliser de deux manières. L'État, disposant de la terre publique, doit la concéder gratuitement et par petits lots aux immigrants qui justifieront pouvoir l'exploiter, vouloir y résider et devenir citoyens. Malheureusement, par suite de la regrettable imprévoyance des gouvernements passés, les meilleures terres publiques, les plus fertiles et les mieux situées, ont été dilapidées pour le plus grand profit des spéculateurs. Celles qui restent ne seront vraiment exploitables qu'après l'achèvement de grands travaux publics et la construction de nouvelles voies ferrées. En attendant, il est de toute

nécessité, si l'on veut faire de la colonisation sérieuse, de racheter et de morceler les grands domaines, situés dans la zone dite des céréales, afin de créer la petite propriété seule capable d'assurer le maximum de production et d'attacher l'étranger au pays.

D'autre part, une large politique de décentralisation évitera à l'avenir la mauvaise répartition territoriale des immigrants, concentrés à l'excès dans la capitale alors qu'on manque de main-d'œuvre dans les campagnes. Si on parvient à décongestionner les grandes villes, l'Argentine en ressentira les meilleurs effets. Effet politique : les étrangers dispersés sur le territoire se dénationaliseront plus vite, alors que dans les villes ils ont trop de facilités pour se grouper suivant leurs patries d'origine. Effet social : il se formera une classe de petits et moyens propriétaires ruraux dont l'existence maintiendra l'équilibre et la paix sociale. Effet économique : les travailleurs seront mieux répartis suivant les besoins, ce qui diminuera les crises et le chômage.

Ces mesures seraient heureusement complétées par d'autres, destinées à abaisser le prix de la vie : la construction de maisons ouvrières, et la réduction des droits de douane sur les articles de grande consommation que le pays n'est pas encore en état de produire lui-même.

Cet ensemble de mesures, destinées à assurer à l'immigrant le maximum de bénéfices, aurait certainement pour effet indirect d'augmenter l'immigration. Le temps n'est plus où il fallait faire venir à grands frais les premières familles de colons. Mais

le temps n'est pas encore proche non plus, où l'Argentine aura lieu de se plaindre du nombre excessif d'immigrants. Le besoin de main-d'œuvre subsistera longtemps encore, et rien ne doit être négligé de ce qui peut contribuer à le satisfaire.

III

Quelle que soit l'efficacité des mesures législatives, il n'en est pas moins vrai que le législateur ne peut pas tout et que sa seule volonté n'est pas suffisante. Si ardent que soit le désir de hâter le progrès d'un pays, la croissance d'une nation, il faut cependant compter avec le temps. Rien ne servirait de trop précipiter les choses.

C'est malheureusement un défaut commun à toutes les civilisations neuves de vouloir faire trop vite trop de choses à la fois. D'où des crises, des effondrements, qui avertissent que le travail trop rapide ne va pas sans malfaçons. Il serait insensé de songer à importer en Argentine en quelques années toute une population de travailleurs. Appeler par une réclame tapageuse, une publicité intensive, des mesures artificielles, un trop grand nombre d'immigrants, serait plus nuisible qu'utile. Il ne faut pas oublier que l'immigration n'est pas un phénomène qu'on peut isoler, considérer à part. Il se trouve lié nécessairement à tous les autres phénomènes économiques. Il faudra donc toujours se préoccuper de maintenir entre eux une rigoureuse harmonie et d'éviter la précipitation.

Avant d'attirer des colons, il faut être sûr que leur activité pourra s'exercer avec profit. Donc on ne peut les envoyer que dans des régions exploitables. Pour cela, deux grandes nécessités s'imposent : des travaux publics, principalement pour les régions agricoles des travaux d'irrigation ; des moyens de communication, c'est-à-dire des voies ferrées, puisque le chemin de fer est, en Argentine, le meilleur moyen de transport. Tant que les uns et les autres ne sont pas achevés dans une région déterminée, il est inutile de songer à y envoyer des immigrants, destinés presque fatalement à y périr de misère. D'autre part, le temps amènera peu à peu la stabilité économique. La hausse excessive du prix de la terre, suivie lorsqu'une crise survient d'une dépréciation non moins considérable, sont des phénomènes destinés à s'atténuer peu à peu et à faire place à un taux moins variable et plus conforme au véritable pouvoir productif de la terre. Peu à peu toute cette organisation économique, qui ne repose que sur le crédit, et par conséquent à la merci de fluctuations inévitables, parviendra à acquérir une base plus solide. Lorsque l'Argentine se sera constituée un capital propre important, elle n'aura plus à fournir chaque année aux capitalistes d'Europe un tribut considérable prélevé sur sa production. Libérées des lourdes hypothèques qui pèsent sur elles, la terre et les entreprises de toutes sortes donneront des bénéfices beaucoup plus grands. L'immigrant viendra plus volontiers qu'aujourd'hui, trouvant pour son travail des emplois plus nombreux et plus rémunérateurs.

Mais il ne dépend pas du législateur de réaliser tant de choses en un jour. Ce sera l'œuvre du temps. Ce sera aussi et surtout le fruit de l'œuvre patiente et prolongée des hommes.

Vu : le Président de la thèse,

TRUCHY

Vu : le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

ANNEXES

Immigrants venus d'outre-mer en 1913, classés par nationalités.

Allemands	4.620	Espagnols	122.271	Ottomans	19.542
Argentins	1.945	Français	4.696	Paraguayens	22
Austro-Hongrois	4.317	Grecs	849	Persans	72
Belges	477	Guatémaliens	1	Péruviens	42
Boliviens	70	Hollandais	292	Portugais	3.619
Brésiliens	577	Hindous	19	Roumains	152
Bulgares	117	Anglais	2.132	Russes	18.626
Colombiens	11	Italiens	114.252	Serbes	49
Chiliens	166	Japonais	94	Suédois	76
Chinois	166	Marocains	61	Suisses	880
Cubains	40	Mexicains	36	Uruguayens	119
Danois	819	Monténégrins	139	Vénézuéliens	17
Egyptiens	54	Nord-Américains	519	Autres	30
Equatoriens	2	Norvégiens	59		
				Total	302.047

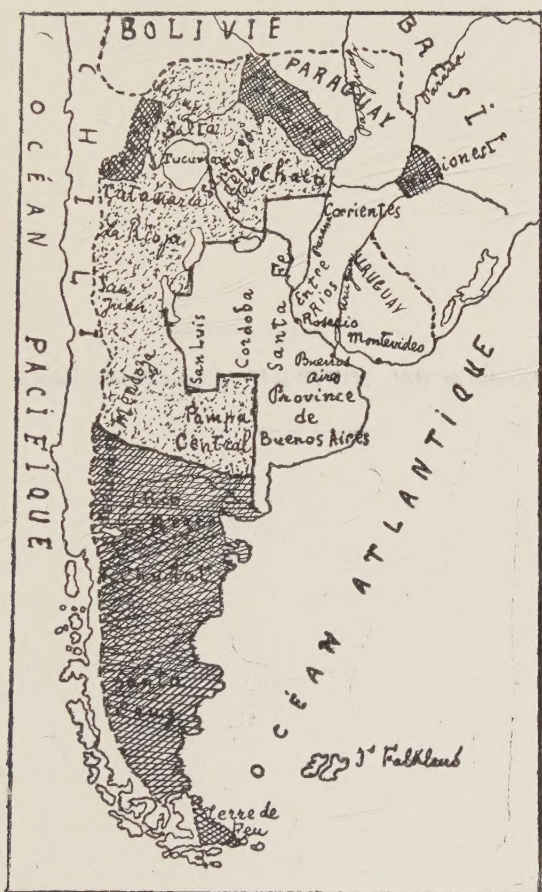
Immigrants venus d'outre-mer en 1913, classés par professions.

Agriculteurs	61.863	Pharmaciens	94	Peintres	465
Maçons	4.944	Eleveurs	95	Blanchisseuses	7.069
Artistes	1.569	Graveurs	16	Horlogers	118
Perruquiers	703	Forgerons	1.426	Tailleurs	1.722
Charbonniers	94	Ferblantiers	173	Sans profession	
Bouchers	366	Jardiniers	209	(enfants)	44.916
Charpentiers	2.851	Journaliers	88.954	Sans profession	
Chaudronniers	62	Marbriers	56	(femmes)	12.652
Cuisiniers	7.132	Marins	2.185	Domestiques	23.742
Confiseurs	77	Conducteurs de		Chapeliers	91
Commerçants	9.652	machines	186	Tisseurs	3.127
Couturières	9.387	Mécaniciens	2.289	Typographes	167
Tanneurs	58	Modistes	2.425	Tonneliers	128
Employés	2.526	Meuniers	195	Vétérinaires	6
Ebénistes	221	Musiciens	249	Viti-viniculteurs	12
Electriciens	202	Mineurs	185	Plâtriers	48
Chauffeurs (de		Boulangers	606	Cordonniers	2.473
machines)	278	Tailleurs de pierre	559	Divers	3.435
				Total	302.047

**Nombre d'immigrants placés dans la capitale
et répandus dans les provinces et terri-
toires par nationalités, pendant l'année
1913.**

Nationalités	Capitale fédérale	Provinces	Territoires nationaux	Total
Allemands.....	5	1.515	274	1.794
Anglais.....	1	200	39	240
Argentins.....	2	4		6
Austro-Hongrois..	18	946	172	1.136
Belges.....		6	7	13
Boliviens.....		17		17
Brésiliens.....	1	47	2	50
Bulgares.....		16		16
Colombiens....		3		3
Cubains.....			1	1
Chiliens.....		3		3
Danois.....	1	568	57	626
Espagnols.....	720	52.193	4.908	57.821
Français.....	2	562	71	635
Grecs.....		222	21	243
Hollandais....		4		4
Italiens.....	68	39.592	1.929	41.589
Marocains.....		6	1	7
Monténégrins..		10	4	14
Nord-Américains.		22	13	35
Norvégiens....		8		8
Ottomans.....		2.197	102	2.299
Persans.....		2		2
Portugais.....	8	1.482	153	1.643
Roumains.....		11		11
Russes.....	61	10.113	1.453	11.627
Suédois.....		9	14	23
Suisses.....	1	73	27	101
Uruguayens...		2	2	4
Totaux.....	888	109.833	9.250	119.971

*(Extraits de l'Annuaire Statistique de la ville
de Buenos-Aires, édition 1914).*



Imp. de la Faculté de Méd., JOUVE et C^{ie}, 15, rue Racine, Paris — 2868-15
